



République du Sénégal

*Un Peuple - Un But - Une Foi*

Ministère des Affaires Etrangères  
et des Sénégalais de l'Extérieur



# Forum International de Dakar

sur la Paix et la Sécurité en Afrique

8<sup>ème</sup> édition  
24 - 25  
octobre 2022  
Dakar - CICAD

Centre International de  
Conférences Abdou Diouf



“L’Afrique à l’épreuve des chocs exogènes:  
Défis de stabilité et de souverainetés”

---





**“ Il est temps de vaincre les réticences et déconstruire les narratifs qui persistent à confiner l’Afrique à la marge des cercles décisionnels ”.**

Extrait du discours au débat général de la 77<sup>e</sup> session ordinaire de l’AG/ONU.





# SOMMAIRE

## JOUR 1

Le Mot de S.E. Mme Aïssata TALL SALL  
Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Étranger

Synthèse de la 8<sup>ème</sup> édition

1<sup>ère</sup> demi journée

### CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

S.E.M. Macky SALL, Président de la République du Sénégal

S.E.M. João Manuel Gonçalves LOURENÇO, Président de la République d'Angola

S.E.M. José Maria Pereira NEVES, Président de la République du Cabo Verde

Monsieur Mario Soares SAMBU, Vice-Premier Ministre de la République de Guinée-Bissau

Son Altesse Prince Faisal bin Farhan AL SAOUD, Ministre des Affaires étrangères du Royaume d'Arabie Saoudite

Monsieur Yamada KENJI, Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires étrangères du Japon

Madame Chrysoula ZACHAROPOULOU, Secrétaire d'État auprès de la Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux de la République Française.

### PANEL DE HAUT NIVEAU

2<sup>ème</sup> demi journée

Plénière 1 : Autonomisation stratégique du continent dans le domaine de la sécurité

Atelier 1 : Réformer le secteur de la sécurité en Afrique : quelles réponses aux défis capacitaires des Armées ?

Atelier 2 : Quelles solutions face à l'expansion de l'extrémisme violent : entre approches collectives et réponses nationales ?

Atelier 3 : Les réponses communautaires aux défis de stabilité



# SOMMAIRE

## JOUR 2

### 3<sup>ème</sup> demi-journée

Plénière 2 : Crises globales et consolidation des souverainetés en Afrique

Atelier 4 : Coopération entre l'Afrique et ses partenaires dans les domaines de la défense et de la sécurité

Atelier 5 : Place du Secteur privé dans la construction de nouvelles souverainetés en Afrique

Atelier 6 : Jeunesse, citoyenneté et souveraineté : les défis de l'éducation et de la formation

### 4<sup>ème</sup> demi-journée

#### Cérémonie de clôture

S.E. Mme Aïssata TALL SALL

Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur du Sénégal

#### Conférence de presse

S.E. Mme Aïssata TALL SALL

Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur

S.E.M. Mahamadou ISSOUFOU

Ancien Président de la République du Niger, Président du Panel de Haut Niveau sur la Sécurité et le Développement au Sahel.

#### Perspectives

Les intervenants du Forum

Cartographie du Forum

Le Forum en images

Le Forum de Dakar dans les médias

Les organisateurs & partenaires

Mot des Partenaires



Le MOT





## Le MOT de

S.E. Mme Aïssata TALL SALL

*Ministre des Affaires étrangères  
et des Sénégalais de l'Étranger*

Le monde vit un des tournants les plus décisifs de son histoire depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Avec l'avènement de la pandémie de COVID 19 et l'éclatement de la guerre en Ukraine, nombreux sommes-nous à nous interroger sur les contours du monde de demain.

Un nouvel ordre mondial est-il en cours de conception ? Ainsi, quelles pourraient être les règles devant régir ce nouvel ordre ? Quels en seraient les pays pivots ?

Où assistons-nous justement à une redistribution des cartes sur la scène internationale ? Dans ce cas, quelles sont ces cartes ? Et quels en seraient les

**« ...L'Afrique à l'épreuve des chocs exogènes : défis de stabilité et de souverainetés »**

détenteurs ?

Autant de questions qui taraudent nos esprits et attestent, par la même occasion, du degré d'incertitude qui caractérise le monde d'aujourd'hui alors que nous essayons d'appréhender celui de demain.

Or, ces questions devraient plus encore interpeller les pays africains, affectés qu'ils sont par le fléau du terrorisme et de la criminalité, exposés à l'urgence climatique, menacés par une éventuelle crise alimentaire et objets d'ingérence étrangère, en plus d'être écartés de la gouvernance mondiale par un système qui peine à faire sa mue.

Rarement, sinon jamais, notre continent n'avait subi autant de chocs exogènes

avec une ampleur aussi redoutable sur sa stabilité et ses souverainetés.

A cela, s'ajoute le constat d'une Afrique politiquement instable, faiblement intégrée, économiquement extravertie et donc vulnérable aux bouleversements géopolitiques, dans un contexte de crise prolongée du multilatéralisme.

C'est dire le besoin pressant d'adapter la marche du continent aux exigences du monde actuel et à venir.

C'est toute la raison structurante de la 8<sup>e</sup> édition du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, tenue les 24 et 25 octobre 2022, que le Président de la République, Son Excellence Monsieur Macky SALL, conscient de l'ampleur des enjeux en cours mais, tout de même, convaincu de la place centrale qui revient tout naturellement au continent africain, a bien voulu consacrer au thème ô combien actuel : **« L'Afrique à l'épreuve des chocs exogènes : défis de stabilité et de souverainetés »**.

Problématique articulée autour des piliers constitutifs de l'épine dorsale de la politique étrangère définie par le Président Macky SALL, ce thème a servi de viatique à sa présidence de l'Union Africaine en 2022, conformément à la vocation panafricaine du Sénégal.

Creuset de réflexion stratégique constitué de décideurs, de diplomates, d'officiers généraux, d'experts de la société civile et de représentants du secteur privé, le Forum de Dakar apparaît, aujourd'hui, comme le cénacle par excellence de la paix et de la sécurité sur le continent.

Ces Actes du Forum de Dakar offrent aux lecteurs la possibilité de prendre connaissance des principales recommandations issues de cette huitième édition.

Ils mettent en relief l'appel saisissant lancé par nos dirigeants en faveur d'une

**gouvernance mondiale qui soit légitime dans sa composition, démocratique dans son fonctionnement et efficace dans son action** ; condition essentielle à la revitalisation du système multilatéral.

Face à des défis qui font fi des frontières entre Etats, le réflexe ne devrait nullement nous inciter au repli sur soi mais à nous engager, irrémédiablement, à aller à la rencontre de l'autre, source de richesse et fondement de la concorde entre les nations. Ainsi est-il primordial de favoriser, en les renforçant, la coopération et la solidarité internationales, dans le respect de nos différences.

C'est dans ce sens que le Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Macky SALL, en sa qualité de Président en exercice de l'UA, avait déclaré à l'occasion du Sommet UA-UE que « **l'Afrique, en pleine mutation, veut des partenariats consensuels et mutuellement bénéfiques, des partenariats co-construits sur le fondement de priorités et valeurs partagées, sans injonction civilisationnelle, sans exclusion ni exclusivité** ».

Parallèlement à ces mesures exogènes, le Forum de Dakar a également indiqué celles endogènes à entreprendre, articulées autour de **l'urgence de mener les réformes nécessaires au triple plan budgétaire, éducatif et économique**, pour se donner les moyens de mieux prévenir les menaces sécuritaires, de favoriser une jeunesse bien formée, entreprenante et innovante, mais aussi d'intégrer pleinement le secteur privé africain dans le tissu économique.

Il s'agit donc ici d'une **Afrique consciente du « fardeau de l'histoire » et porteuse de solutions** qui s'est adressée au monde entier, par le truchement du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique.

Gageons que cette huitième édition balise

la voie à une nouvelle ère faite de paix, de stabilité et d'émergence pour le continent.

C'est le moment de réaffirmer nos chaleureux remerciements à l'ensemble de nos partenaires institutionnels et privés pour leur contribution inestimable au succès de cette 8<sup>ème</sup> édition du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique dont la richesse de la réflexion tient à la diversité de ses participants.

Je puis vous assurer de l'engagement indéfectible et sans cesse renouvelé du Sénégal dans cette œuvre inlassable visant à faire de l'Afrique un acteur majeur dans la prise en charge des principaux enjeux de l'heure.

**S.E.Mme Aïssata TALL SALL**



# synthèse



# SYNTHÈSE

## 8<sup>ème</sup> FORUM INTERNATIONAL DE DAKAR SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE

La huitième édition du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique s'est tenue sur le thème général « **l'Afrique à l'épreuve des chocs exogènes : défis de stabilité et de souverainetés** », dans le contexte de deux crises majeures qui ont fortement secoué le monde : la pandémie de la COVID 19 et le conflit russo-ukrainien.

Cette édition a permis, après deux jours de riches discussions et d'échanges approfondis, de procéder à une analyse rétrospective des chocs exogènes et de leur impact sur la souveraineté et la stabilité des États africains, et à une autre faite de prospective des solutions à court, moyen et long terme à même de contribuer à la construction d'une Afrique résiliente face aux chocs exogènes.

### I. Une analyse rétrospective des chocs exogènes face aux défis de stabilité et de souveraineté

L'examen des chocs exogènes permet d'attester de leur caractère multiforme dont les effets sont exacerbés par des facteurs, cette fois-ci, endogènes et un système international inadapté ; ce qui n'en pose pas moins la responsabilité première des pays africains dans le renforcement de leur résilience.

En effet, la Covid-19 et la guerre en Ukraine (depuis février 2022) ont presque anéanti les efforts consentis pour faire face aux défis endémiques du continent et impacté gravement les conditions sociales et économiques des populations africaines. Ces deux chocs exogènes ont en effet rendu plus vulnérables les économies africaines et exacerbé les défis sécuritaires.

Et qui plus est, l'Afrique est devenue l'épicentre du terrorisme international, selon les propos du Président Macky SALL, au regard de la spirale de menaces sécuritaires, dont l'extrémisme violent menant au terrorisme semble être le plus dévastateur notamment au Sahel. Ayant à l'esprit la position géographique du continent, situé aux confins de l'Europe et du Moyen, l'on peut bien comprendre sa vulnérabilité face à certains phénomènes comme le redéploiement des combattants terroristes étrangers, précédemment engagés dans les théâtres syrien, irakien ou yéménite.

La criminalité transnationale organisée, et en particulier le trafic de drogues illicites, qui s'appuie sur des structures logistiques internationales hautement organisées, fait le lit de l'insécurité en ce qu'elle constitue une source importante, sinon stratégique, de financement des activités, notamment terroristes. En raison de la porosité des frontières, de la faiblesse des institutions étatiques et de la sécurité, le continent africain est de plus en plus utilisé par les trafiquants comme point de transit pour la drogue en provenance d'Amérique Latine, destinée aux marchés européens, mais aussi comme théâtre de prolifération du trafic de migrants et de la piraterie maritime. Or, le crime organisé menace la paix et la sécurité humaine, entrave les droits humains et sape le développement économique, social, culturel, politique et civil des sociétés.

Parallèlement à ces fléaux, le Forum a relevé la menace que constituent les changements climatiques, à l'orée de la 27<sup>ème</sup> conférence des Etats-Parties à la Convention-Cadre des Nations-Unies sur le climat, prévue en Egypte à Charm-el-Cheikh, du 6 au 18 novembre 2022.



Car bien que moins pollueurs, les pays africains restent les plus vulnérables aux changements climatiques résultant du mode de productions dans les pays industrialisés ; l'économie du continent africain étant fondée sur des secteurs dépendant du climat, tels que l'agriculture pluviale. De même, les changements climatiques constituent un facteur aggravant des conflits liés aux ressources naturelles, et les conflits de nature communautaire.

Au même moment, le monde assiste, dans une quasi-impuissance, à la crise du multilatéralisme marqué, d'une part, par l'anachronisme du système de sécurité collective des Nations Unies qui a démontré son inadaptation aux menaces sécuritaires actuelles, notamment en Afrique fortement secouée par le terrorisme, mais aussi, d'autre part, par l'obsolescence du système financier international qui réduit considérablement la capacité de résilience des pays africains.

Ce constat est d'autant plus grave que l'Afrique peine à se doter d'une représentation permanente au Conseil de Sécurité des Nations Unies, idem pour l'Union Africaine au G20. Plusieurs fois décriée, la coopération entre l'Afrique et ses partenaires extérieurs n'en est pas moins reluisante, car articulée autour de conditionnalités, de procédures et d'orientations non prioritaires qui enferment les économies africaines dans un cercle vicieux freinant toute émergence.

Sur un autre plan, les échanges ont permis de souligner que les effets de ces chocs exogènes sont exacerbés par des facteurs endogènes : la recrudescence des changements anti constitutionnels de gouvernement, l'extrême pauvreté et les inégalités sociales résultant du mode de gouvernance, mais aussi des appareils sécuritaires, pour la plupart, dépourvus de

ressources humaines, financières et matérielles adéquates.

Au demeurant, l'ampleur des chocs exogènes ne saurait remettre en cause la responsabilité des pays africains face au défi de la résilience. La gestion de la pandémie de COVID 19 a vu la mise en place de politiques de résilience et de relance économique et sociale qui ont permis d'atténuer les conséquences désastreuses sur la population et les couches vulnérables, malgré les scénarii prospectifs pessimistes sur le continent africain. La succession de ces chocs exogènes a aussi accentué la prise de conscience par les pays africains de la nécessité urgente de renforcer le cadre de coopération intra-africain notamment dans les instances pertinentes de l'UA qui a joué un rôle important dans la riposte face à cette pandémie.

## **II. Une analyse prospective d'une Afrique résiliente face aux chocs exogènes**

Forts de cet écheveau de défis à la souveraineté et à la stabilité résultant de chocs exogènes multiformes, les participants à la huitième édition du Forum de Dakar ont fortement souligné le besoin pressant de repenser les bases de la gouvernance mondiale à l'effet d'adapter celle-ci aux mutations profondes et changeantes du monde présent et à venir. L'objectif étant de la rendre plus juste et équitable, notamment vis-à-vis de l'Afrique dont la marginalisation des sphères de décision politique, sécuritaire, économique comme financière relève d'une véritable iniquité.

En outre, réaffirmant le principe « des solutions africaines aux problèmes africains », les experts ont recommandé le financement de la sécurité en Afrique par les États africains, en s'inspirant de l'exemple de l'intervention financière rapide du Sénégal et de l'Angola dans le conflit

frontalier RDC-Rwanda, en faisant sien l'appel du Président Macky SALL relatif à l'accroissement de la part des budgets nationaux dédiée à la sécurité en attendant l'opérationnalisation de la Force Africaine en Attente. A cela s'ajoute, la consolidation de la coopération militaire entre États africains, le renforcement des moyens d'action du Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA et des mécanismes d'intervention des organisations sous régionales, ainsi que l'amélioration des capacités forces de défense et de sécurité à travers des formations adéquates répondant aux urgences contemporaines.

D'ailleurs, évoquant la réforme du secteur de la **sécurité**, les experts ont souligné la nécessité de promouvoir une approche inclusive grâce à une meilleure coopération entre les armées et les populations civiles ainsi qu'à la nécessaire réarticulation de l'offre éducative. La participation des populations permet de faire face aux défis liés à la sécurité et instaure un climat de confiance et de collaboration entre les différentes parties, facilite le processus d'appropriation des politiques publiques sécuritaires par ces populations et développent parallèlement une meilleure intégration de leurs aspirations et besoins à l'action publique sécuritaire.

Parlant des populations, les participants ont également mis en exergue l'utilité des réponses communautaires. Si elles cherchent, pour l'essentiel, à renforcer le dialogue entre les communautés, prévenir les conflits et assurer une paix durable, il n'en demeure pas moins qu'elles doivent être renforcées et mieux intégrées par les pouvoirs publics. Une telle approche doit prendre en compte les mécanismes locaux et endogènes propres aux communautés, l'inclusion de toutes les parties prenantes aux processus de décision et de mise en œuvre, et l'appropriation des innovations sociales et communautaires par les pouvoirs publics. Elle favoriserait également la résilience des

acteurs victimes ou auteurs de violence pour bâtir des communautés fortes ainsi que l'anticipation sur les facteurs de risque et autres menaces à l'encontre des communautés.

Aura aussi retenu l'attention l'impérieuse nécessité de s'attaquer aux causes profondes de cette vulnérabilité structurelle aux chocs exogènes ; lesquelles relèvent d'ordre socio-économiques. Cela suppose d'orienter les priorités vers les secteurs stratégiques que sont la souveraineté alimentaire, **énergétique** mais aussi numérique, d'investir dans la formation professionnelle et la promotion de l'entrepreneuriat, d'assurer la bonne gouvernance et la reddition des comptes et d'adopter des politiques créatrices d'emploi.

Dans ce sillage ainsi tracé, les experts ont suggéré de renforcer la place du secteur privé dans les économies africaines, comme moyen de contribuer à la construction de nouvelles souverainetés. D'ailleurs, les plans de riposte et de relance liés à la pandémie de COVID 19 et la redéfinition par plusieurs gouvernements de leurs coopérations économiques à la suite du conflit russo-ukrainien, témoignent éloquemment de la dimension stratégique du secteur privé local pour chaque pays.

A cette fin, les travaux ont relevé la pertinence de procéder à la transformation structurelle des économies africaines, jugées trop extraverties, de promouvoir le patriotisme économique et l'intégration des secteurs privés africains, d'améliorer l'accès des femmes et des jeunes au financement ainsi que de définir un ordre de priorités pour les investissements internes comme étrangers.

Enfin, les échanges au cours du Forum ont servi de cadre pour examiner la problématique des jeunes en relations avec les défis de l'éducation et de construction des souverainetés, avec en toile de



fond la participation des jeunes à la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques se rapportant à la jeunesse. Il importe, à cet égard, d'enraciner les jeunes dans les valeurs culturelles de l'Afrique, au moyen de l'éducation à la paix, au civisme, de promouvoir les langues nationales, d'inciter les jeunes vers les filières scientifiques, mais aussi de circonscrire l'usage des réseaux sociaux afin d'en limiter les dérives, à défaut d'en prévenir les abus.

La huitième édition du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique fut donc un intense moment de réflexion sur l'avenir de la souveraineté des pays africains dans un monde de plus en plus incertain. Elle aura, ce faisant, contribué à la prise de conscience

des potentialités des pays africains, démontré l'intérêt que revêt le continent aux yeux des partenaires extérieurs, et attesté une fois de plus de la notoriété sans cesse croissante de ce cénacle d'échanges, de plaider et de partenariat qui s'impose irrémédiablement dans l'agenda diplomatique international.



# Programme

The background is a vertical blue gradient. There are three large, semi-transparent blue circles scattered across the page. One is in the upper left, one is in the lower left, and one is in the lower right. The word 'Programme' is written in a large, white, sans-serif font, oriented vertically on the left side of the page.



**Jour 1 – Lundi 24 octobre 2022**

**PREMIÈRE  
DEMI-JOURNÉE**

*Centre International  
de Conférences  
Abdou Diouf*

## **Cérémonie d'ouverture**

Le programme de la cérémonie d'ouverture a été présenté par :



*Madame Arame NDAO*

*Journaliste d'origine sénégalaise*

*Télévision sénégalaise (RTS1)*

**Madame Arame NDAO**, journaliste, sert à la télévision nationale du Sénégal, la RTS, depuis une dizaine d'années. Elle est la Rédactrice en chef du desk économie de la RTS1. Elle anime, toutes les semaines, la rubrique « Grand format Économie » qui passe dans la principale édition de la chaîne publique sénégalaise.

Cette diplômée de l'Institut Supérieur de l'information et de la communication de Rabat est un visage bien connu du public Sénégalais. Elle est chargée de l'animation des débats économiques sur la RTS1 et assure régulièrement la couverture en direct d'évènements nationaux comme internationaux.

**S.E.M. Macky SALL**

*Président de la République du Sénégal*

**S.E.M. João Manuel Gonçalves LOURENÇO**

*Président de la République d'Angola*

**S.E.M José Maria NEVES**

*Président de la République du Cabo Verde*

**Monsieur Mario Soares SAMBU**

*Vice Premier Ministre de la République de la Guinée Bissau*

**Son Altesse le Prince Faisal bin Farhan AL SAOUD**

*Ministre des Affaires étrangères d'Arabie saoudite*

**Monsieur Yamada KENJI**

*Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires étrangères du Japon*

**Madame Chrysoula ZACHAROPOULOU**

*Secrétaire d'État auprès de la Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux de la France*





**S.E.M. Macky SALL**

Président de la République du Sénégal



**Excellences, mes chers frères :**

- **Joao Manuel Gonçalves LOURENÇO, Président de la République d'Angola, Président en exercice de la Conférence internationale sur la région des grands lacs,**
- **José Maria Pereira NEVES, Président de la République du Cabo Verde,**
- **Monsieur Mario Soares SAMBU, Vice-Premier Ministre de la République de Guinée Bissau,**

**Mesdames, Messieurs les Ministres,**

**Monsieur le Président de la Commission de la CEDEAO,**

**Monsieur le Président de la Commission de l'UEMOA,**

**Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,**

**Mesdames, Messieurs,**

Je tiens tout d'abord à vous remercier chaleureusement, chers frères, Présidents **LOURENÇO** et **NEVES**, d'avoir bien voulu rehausser de votre présence cette 8<sup>e</sup> édition du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, malgré vos agendas chargés. Nous sommes honorés de vous compter parmi nous.

En plus des pays amis qui participent régulièrement au Forum, nous sommes ravis de recevoir cette année une délégation saoudienne de haut niveau, conduite par **Son Altesse le Prince Faisal bin Farhan AL SAOUD**, Ministre des Affaires étrangères du Royaume d'Arabie Saoudite.

Je salue et remercie tous nos hôtes, et leur souhaite un agréable séjour au Sénégal.

J'exprime notre gratitude aux pays et institutions partenaires pour leur soutien renouvelé au Forum de Dakar.

Le thème de cette 8<sup>e</sup> édition, ***L'Afrique à l'épreuve des chocs exogènes : défis de stabilité et de souverainetés***, suggère de regarder la réalité du continent en face : expansion du terrorisme, conflits intra et inter étatiques, recrudescence des coups d'Etat, ingérence politico-militaire étrangère, et effets combinés du changement climatique, de la pandémie COVID-19 et de la guerre en Ukraine ; force est de constater que le tableau n'est pas reluisant.

En posant la problématique des chocs exogènes, nous n'éluons pas pour autant les manquements dont les solutions relèvent de notre responsabilité, afin de favoriser les conditions minimales de paix et de stabilité propices au développement.

Il en est ainsi des changements anticonstitutionnels de gouvernement qui ont fait l'objet d'un sommet extraordinaire de l'Union Africaine en mai dernier.

Quelle qu'en soit la forme, ces pratiques ne sont pas acceptables. Elles ne peuvent pas servir de remède à nos maux. Au contraire, elles les aggravent et nous retardent sur le chemin du développement.

S'agissant du terrorisme en Afrique, ses multiples connexions avec l'extérieur en font une partie intégrante du terrorisme international.

Si le continent est devenu aujourd'hui un des épicycles du terrorisme, c'est bien parce que le fléau est alimenté par la criminalité transfrontalière, la prolifération illégale des armes, les flux financiers et trafics illicites de tout genre, et la participation de combattants étrangers.

**« ...pour faire retrouver  
aux organisations  
internationales leur vocation  
primordiale de servir la  
famille humaine »**

Des Etats sont menacés jusque dans leur existence, des vies humaines perdues au quotidien, des services sociaux de base détruits, et plus de 30 millions de personnes restent réfugiées ou déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

Face au terrorisme, les Opérations classiques de paix des Nations Unies ont montré leurs limites. Des casques bleus attaqués jusque dans leurs propres bases, sans capacités significatives de riposte, ne peuvent assurément pas protéger des populations menacées par des groupes terroristes.

Comment d'ailleurs maintenir la paix quand elle n'est même pas rétablie ? En vérité, c'est toute la doctrine des Opérations de paix qu'il convient de mettre à jour en intégrant pleinement la lutte contre le terrorisme, y compris en Afrique.

Comme je l'ai indiqué dans mon adresse à la 77<sup>e</sup> Session de l'Assemblée générale des Nations Unies, *le terrorisme qui gagne du terrain sur le continent n'est pas qu'une affaire africaine. C'est une menace globale qui relève de la responsabilité première du Conseil, garant du mécanisme de sécurité collective, en vertu de la Charte de l'Organisation.*

L'inertie du Conseil de sécurité dans la lutte contre le terrorisme en Afrique porte en elle la défaillance du système multilatéral.

Pour inspirer confiance et adhésion, le multilatéralisme doit servir les intérêts de tous. Autrement, il continuera de susciter la méfiance des uns, la défiance des autres, et de perdre ainsi la crédibilité et la légitimité attachées à son

autorité.

Je salue, à ce sujet, la position éclairée de Sa Sainteté le **Pape François**.

Dans son récent livre intitulé : **« Je vous demande au nom de Dieu. Dix prières pour un futur d'espérance »** le **Saint Père** constate avec justesse que le multilatéralisme tel qu'il fonctionne **« ne répond plus aux nouvelles réalités »**, et prône des réformes **« pour faire retrouver aux organisations internationales leur vocation primordiale de servir la famille humaine »**.

Il faut espérer que le Conseil consultatif de haut niveau sur un multilatéralisme efficace, mis en place par le Secrétaire général des Nations Unies, fera œuvre utile en examinant des problématiques majeures telles que la paix et la sécurité, le climat, l'architecture financière internationale et l'espace numérique.

Cela dit, il urge pour nous de rendre opérationnelle la Force africaine en attente (la FAA) et de financer de façon plus adéquate le Fonds de la paix de l'Union Africaine.

Nous ne pouvons pas compter sur le financement extérieur pour assurer notre propre sécurité et bâtir une architecture de paix viable.

**Mesdames, Messieurs,**

Aujourd'hui, les menaces à la paix et à la stabilité résident également dans la crise économique profonde qui secoue le monde.

Des millions de personnes n'arrivent plus à supporter le coût de la vie ; et d'autres basculent dans l'extrême pauvreté, sans espoir d'un lendemain meilleur.

Ces circonstances exceptionnelles appellent des

mesures exceptionnelles. Ainsi, afin de soutenir les ménages et les entreprises, nombre de pays développés ont, à juste titre, passé outre des règles jusque-là taboues en matière de limitation des subventions, de ratio d'endettement et de seuil du déficit budgétaire.

Dans la même logique de protection des ménages et des entreprises, nos pays ont également déployé des Plans de résilience économique et sociale.

A titre d'exemple, pour son Plan de riposte sanitaire, économique et social dans le contexte de la pandémie, le Sénégal a dépensé plus de **2 milliards de dollars** ; auxquels nous avons récemment ajouté d'autres mesures de soutien aux populations pour **plus d'un milliard de dollars**, comprenant notamment :

- des subventions au carburant, à l'électricité et au gaz ;
- la renonciation par l'Etat à d'importantes recettes fiscales pour éviter la hausse des prix des produits de première nécessité ;
- la revalorisation des salaires des agents publics et des transferts financiers en appui à 543 000 familles.

Nous avons également lancé des concertations nationales afin d'envisager des mesures additionnelles de lutte contre la vie chère.

Mais pour des économies structurellement faibles et dépourvues de mécanismes financiers d'amortissement des chocs, les efforts internes restent insuffisants ; surtout que la situation s'est détériorée avec les graves menaces qui pèsent désormais sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, à cause de la pénurie de l'engrais et du renchérissement considérable de ses prix.

C'est pourquoi, après l'émission des Droits de Tirage spéciaux en août 2021, l'Afrique continue de plaider pour la réallocation partielle de DTS de pays développés aux pays en développement

éligibles, et la mise en œuvre de l'Initiative du G20 de suspension du service de la dette (ISSD).

Je rappelle que les réallocations de DTS ne sont pas des dons, mais des prêts sous forme de liquidités que des pays détenteurs de ces droits allouent volontairement aux pays qui en ont besoin. Ce dossier est aujourd'hui dans l'impasse.

Quant à l'initiative du G20, il s'agit d'une suspension temporaire des paiements dus au titre du service de la dette publique bilatérale, afin de permettre aux pays bénéficiaires de consacrer les ressources initialement prévues pour payer le service de la dette au financement de dépenses de résilience sanitaire, économique et sociale.

Il faut reconnaître et remercier les pays partenaires qui ont effectivement participé à la mise en œuvre de l'ISSD. Mais pour l'essentiel, l'initiative ne mobilise pas encore suffisamment de pays créanciers pour produire les effets escomptés.

Pire, alors qu'il s'agit d'un mécanisme officiel, agréé de façon consensuelle et transparente par l'instance habilitée, l'ISSD suscite la défiance des agences d'évaluation parce que tout pays qui en sollicite le bénéfice voit sa notation dégradée ; ce qui veut dire qu'il ne pourra plus accéder au marché du crédit, ou qu'il payera des taux d'intérêt plus élevés.

Ainsi, ce qui était censé être un cercle vertueux de solidarité se transforme en un cercle vicieux. Tout se passe comme s'il y avait une supra gouvernance qui régule et censure les Institutions internationales.

C'est l'une des incohérences de la gouvernance mondiale que nos pays ne cessent de dénoncer.

Le dernier volet que je voudrais aborder concerne les dérives du numérique, qui constituent



aujourd'hui une des menaces les plus sérieuses à la paix, à la sécurité et à la stabilité de nos pays ; menaces d'autant plus difficiles à combattre qu'elles sont diffuses et protéiformes.

Ainsi, à la cybercriminalité classique, s'ajoute la frénésie quotidienne des réseaux sociaux devenus une fabrique massive de *fake news* et de manipulations.

Le monde réel est à la merci d'un monde virtuel qui répand à haut débit la tromperie, le populisme, le radicalisme, la haine et la violence ; autant de pratiques malsaines qui ne peuvent relever de la liberté d'opinion ou d'expression.

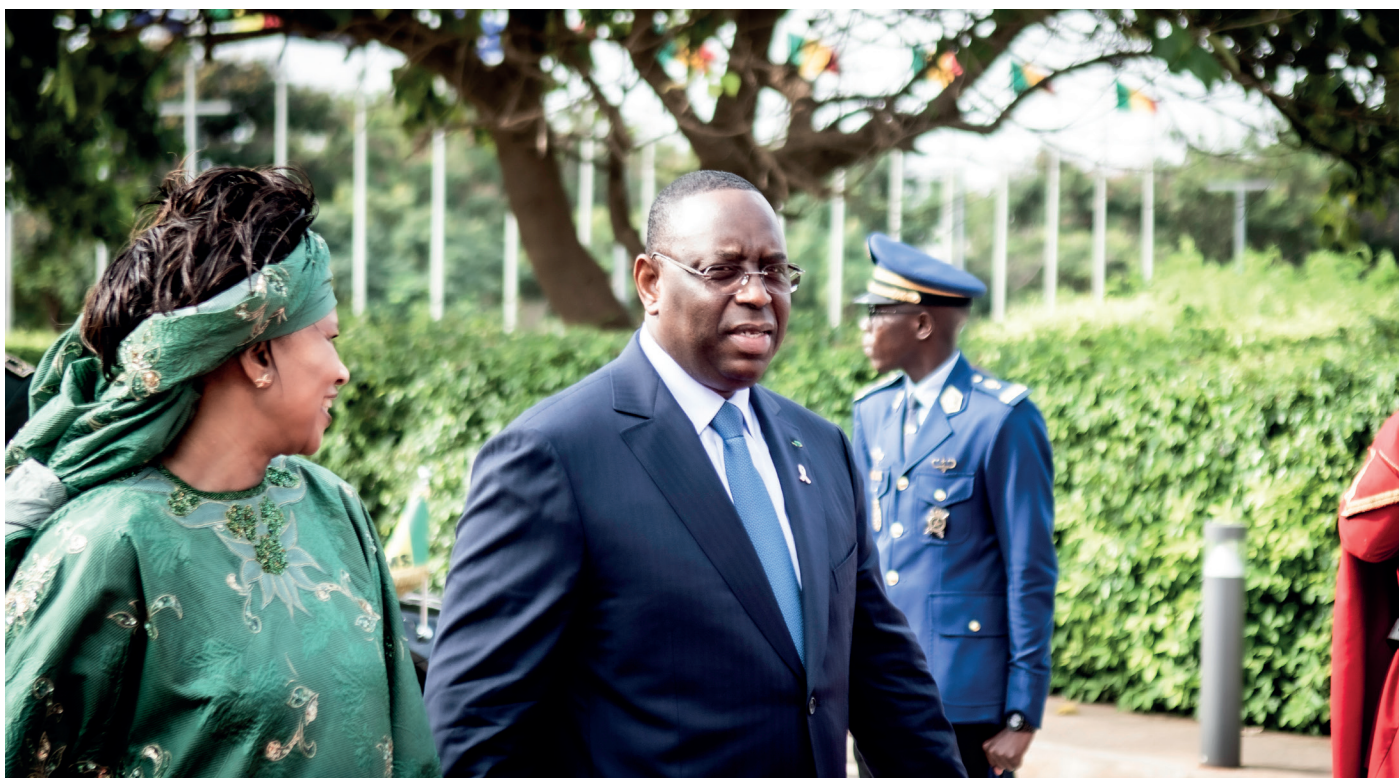
Au demeurant, droit et liberté vont de pair avec responsabilité. Nul droit, nulle liberté ne donne licence d'attenter à la liberté, au droit et à la dignité d'autrui ; ou de saper la cohésion sociale et la stabilité institutionnelle d'un pays.

C'est dire qu'il y a urgence à renforcer les moyens de lutte contre la cybercriminalité. C'est la vocation de l'Ecole de cyber sécurité à vocation régionale de Dakar qui est un produit du Forum de Dakar.

Dans le même esprit, il est temps de règlementer les réseaux sociaux pour en limiter les abus. J'invite le Forum à réfléchir sur cette problématique urgente.

Je félicite Mme le Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, le Directeur général du Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité, leurs équipes et les autres Services de l'Etat impliqués, pour la bonne préparation de cette 8<sup>e</sup> édition du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, dont je déclare maintenant ouverts les travaux.

S.E.M. Macky SALL, Président de la République du Sénégal







**S.E.M. João Manuel Gonçalves  
LOURENÇO**

**Président de la République d'Angola**

**Forum International de Dakar**  
sur le Paix et la Sécurité en Afrique  
**Dakar International Forum**  
on Peace and Security in Africa



**Son Excellence Macky SALL, Président de la République du Sénégal et Président en exercice de l'Union africaine,**

**Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et leurs Représentants,**

**Mesdames et Messieurs,**

Permettez-moi tout d'abord de remercier Son Excellence le Président Macky SALL de m'avoir invité à participer à cette 8ème Édition du Forum sur la Paix et la Sécurité en Afrique, qui se tient à un moment particulièrement sensible pour le monde en raison des conflits en cours sur notre continent et ailleurs sur notre planète.

Nous sommes ici pour réfléchir en profondeur sur les conséquences des conflits armés sur la vie des personnes et sur l'économie de nos pays, en tenant compte de la nécessité de trouver les meilleures solutions pour mettre un terme définitif à un phénomène qui nous hante depuis les années 60, la décennie de notre première indépendance, et qui affecte le développement économique et social de notre continent.

C'est précisément pour cette raison que je souhaite mettre en exergue la question centrale de ce Forum sur le thème «L'Afrique face aux chocs exogènes : les défis de stabilité et de souverainetés», car je la considère très opportune et d'actualité, compte tenu des défis auxquels nous sommes confrontés dans la recherche de solutions de paix durables aux multiples problèmes auxquels notre continent est confronté en termes de paix et de sécurité.

La présence dans ce forum de plusieurs Chefs d'Etat et de Gouvernement, de délégations de pays invités et d'Organisations Internationales – que j'accueille avec enthousiasme – illustre bien la grande préoccupation de chacun d'entre nous pour les problèmes d'instabilité et d'insécurité qui affectent certaines régions de notre continent.

**« ...nous avons abordé les questions du terrorisme, des changements anticonstitutionnels en Afrique et de la crise humanitaire »**

Il est important que nous travaillions de manière

plus coordonnée avec les organisations régionales et l'Union africaine, afin que les initiatives entreprises aboutissent à des résultats efficaces, capables de contribuer à rétablir la confiance, la paix et la tranquillité, l'ordre et la sécurité nécessaires à notre progrès et à notre développement.

Vos Excellences les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

Des conflits de nature et d'origine diverses sévissent dans toutes les régions de notre continent.

Face à cette situation, il faut reconnaître que d'importantes initiatives sont développées au niveau régional et continental pour contribuer à mettre un terme aux conflits qui perdurent, et à cet égard, je tiens à souligner celles entreprises dans le cadre de la CEEAC, de la SADC, de la CEDEAO, de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et de l'Union du Maghreb Arabe (UMA).

Nous soulignons ici les actions menées dans le cadre de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), un mécanisme pratique qui fonctionne bien et qui s'est avéré utile pour suivre les problèmes qui touchent la sous-région de l'Afrique centrale, notamment le conflit frontalier entre le Rwanda et la République Démocratique du Congo, entre l'Ouganda et le Rwanda, et celui en République Centrafricaine.

Je peux dire avec un certain espoir que, même si certains développements sont encore inquiétants, il y a aussi des signes encourageants que la confiance entre les parties est susceptible d'être restaurée et que le dialogue qui a été entamé entre les pays frères impliqués dans le processus de rétablissement de la paix dans la sous-région va se poursuivre.

Permettez-moi de souligner les accords conclus à Nairobi et à Luanda, à la suite desquels un mécanisme de vérification ad hoc a été créé, dont la mission peut contribuer à l'apaisement des tensions à la frontière entre la RDC et le Rwanda et permettre ainsi de réaliser des progrès importants dans la normalisation de la situation sur le terrain et des relations entre les deux pays.



La République d'Angola, en raison de son expérience et de son histoire récente, ne ménage aucun effort à sa portée pour apporter des contributions qui mènent à la paix sur notre continent.

Cet esprit est toujours présent et maintenant avec des responsabilités accrues car Vos Excellences, lors du Sommet de Malabo en Mai de cette année, nous ont confié la tâche de promouvoir des actions et des initiatives qui contribuent à renforcer la compréhension et la réconciliation nationale sur le continent.

**À cette occasion, nous avons abordé les questions du terrorisme, des changements anticonstitutionnels en Afrique et de la crise humanitaire.**

Nous avons abordé en profondeur la situation du terrorisme à laquelle sont confrontés le Mozambique, les pays de la Corne de l'Afrique et la région du Sahel, ainsi que les coups d'État successifs dans les pays d'Afrique de l'Ouest, qui n'ont malheureusement pas toujours suscité une réponse forte pour décourager la poursuite de telles pratiques qui violent gravement la Charte de l'Union africaine, la Constitution et les principes fondamentaux de la démocratie des pays concernés.

Cette pratique ne constitue pas une solution à un quelconque problème interne prévalant dans chacun de nos pays et devrait mériter une réaction vigoureuse de notre part à tous, fondée sur une politique de tolérance zéro envers les institutions et les personnalités issues de coups d'État.

Les changements inconstitutionnels, même lorsqu'il n'y a pas d'effusion de sang, ne peuvent être considérés comme normaux et nous devons attendre la volonté des putschistes pour revenir à la normalité constitutionnelle, quand et si les putschistes le souhaitent.

Le conflit armé dans la région du Tigré en Éthiopie ne doit pas être oublié. Il doit continuer à mériter notre attention constante et doit rester à l'ordre du jour jusqu'à ce que la paix définitive soit atteinte.

Il est de notre devoir de ne pas abandonner les populations à leur sort alors qu'elles sont confrontées à une grave crise humanitaire, tout en encourageant tous les efforts de médiation visant à trouver une issue pacifique et définitive

à ce conflit.

La sécurité alimentaire sur notre continent doit également mériter notre attention car elle est une composante importante de la paix et de la sécurité. La rareté de la nourriture et de l'eau pour la consommation humaine a plusieurs causes que nos gouvernements tentent de surmonter avec différents projets et programmes.

Toutefois, la sécheresse sévère qui sévit dans certaines parties du continent provoque de véritables catastrophes humanitaires, comme cela se produit de manière saisonnière dans certains pays du Sahel, en Somalie et dans une partie du Kenya, pour n'en citer que quelques-uns.

Avec la sécheresse prolongée vient l'extrême pauvreté, la perte du bétail qui constitue parfois la seule source de richesse des populations. L'extrême pauvreté est un terreau fertile pour les trafiquants d'êtres humains à des fins de prostitution, d'émigration illégale vers l'Europe ou encore pour alimenter les rangs des mouvements fondamentalistes qui provoquent l'instabilité et favorisent le terrorisme sur le continent.

Nous ne pouvons pas baisser les bras face aux conséquences du changement climatique et à ses effets sur les populations et les économies, avec des effets négatifs sur la paix et la sécurité de nos pays.

Vos Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Au cours des deux dernières années, le monde a été confronté au problème difficile et complexe de la pandémie de COVID-19 et a dû chercher, parmi les incertitudes et les doutes, des solutions rapides et efficaces qui aideraient à réorienter la vie des personnes et des pays, non seulement pour faire face au problème et tenter de le surmonter, mais aussi pour trouver des formules qui aideraient à atténuer les effets très néfastes qu'une telle situation a créés dans nos sociétés, nos économies et nos vies en général.

Dans le contexte des faiblesses structurelles existantes sur notre continent, il est beaucoup plus compliqué et difficile de réparer les dommages que la pandémie de COVID-19 a causés aux économies de nos pays.

Dans ce contexte, notre lutte contre la pauvreté et les programmes que nous avons mis en œuvre à cette fin ont non seulement dû être reportés, mais nous ne pouvions plus compter sur les ressources dont nous disposions, qui n'étaient pas suffisantes, car elles avaient été canalisées vers la lutte contre le Covid-19 et l'atténuation de ses effets les plus directs.

Si nous admettons que la pauvreté s'est aggravée à la suite de ce que j'ai mentionné précédemment, nous devons reconnaître que la probabilité de voir apparaître de nouveaux facteurs de tension susceptibles de déboucher sur un conflit a augmenté de manière exponentielle.

Je crois que nous devons considérer cette situation avec l'objectivité nécessaire et essayer de la résoudre sur la base d'une utilisation rationnelle et responsable des ressources dont nous disposons, afin d'éviter que des forces adverses ne profitent malicieusement de ces difficultés.

Vos Excellences,

Mesdames et Messieurs

Il n'y avait aucune raison de croire qu'un nouveau problème aux répercussions mondiales pourrait émerger aussi rapidement après COVID-19. Il aurait un impact aussi dramatique sur l'appauvrissement des familles africaines en raison des difficultés d'accès aux intrants agricoles et aux denrées alimentaires de base causées par le conflit entre la Russie et l'Ukraine.

En tant que partie intégrante de ce monde global, nous prônons non seulement la paix et la sécurité pour notre continent, mais aussi la paix et la sécurité universelles.

Nous plaidons pour la paix au Moyen-Orient, pour la résolution du conflit israélo-palestinien à la lumière des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies, nous plaidons pour une résolution négociée et pacifique du conflit dans la péninsule coréenne, ainsi que pour la nécessité de parvenir à un cessez-le-feu immédiat et à la reprise des négociations pour mettre un terme définitif à la guerre en Ukraine.

Merci beaucoup !

**S.E.M. Monsieur João Manuel Gonçalves LOURENÇO**  
Président de la République d'Angola





# S.E.M. Jose Maria Pereira NEVES

Président de la République du Cabo Verde



Nous saluons tous les participants et remercions le Président Macky Sall pour le chaleureux accueil en ces terres de la Téranga.

Ici et maintenant, nous voulons représenter une Afrique positive, une Afrique pleine d'ambition, une Afrique qui aspire au développement, une Afrique qui veut la dignité pour tous les Africains.

Nous voulons que ce XXI<sup>e</sup> siècle nous permette de redonner le sourire aux hommes et aux femmes d'Afrique.

Il est clair que nous avons d'immenses défis à relever. L'ordre mondial se transforme et la pandémie de COVID-19 a révélé les immenses vulnérabilités et fragilités qui persistent sur le continent africain. Il s'agit notamment des effets du changement climatique, mais aussi de l'insécurité alimentaire, des poches importantes de pauvreté, des inégalités et des conflits qui perturbent la paix et la stabilité dans les différents pays et régions de notre continent.

Ici, en Afrique de l'Ouest, les ruptures constitutionnelles, qui finissent par compromettre nombre de nos efforts de développement, mais aussi le terrorisme dans le corridor du Sahel, les migrations, sont des phénomènes qui nous montrent les vulnérabilités et les fragilités que nous avons encore sur le continent africain.

Le COVID-19 a aggravé ces phénomènes et place le continent africain devant un énorme défi.

Que faire?

Tout d'abord, nous devons faire ce que nous devons faire. Sur notre continent, nous devons réformer efficacement l'Union africaine, créer un véritable système de gouvernance multi-niveaux avec une répartition du travail entre l'Union, les organisations sous-régionales et les Etats ; réaliser des réformes structurelles dans chacun de nos pays ; disposer d'institutions politiques et économiques inclusives capables de rassembler et de mobiliser toutes nos forces et énergies et de les mettre au service du développement. Créer les conditions nécessaires pour mettre en place, au niveau de nos pays, des politiques publiques capables de répondre aux attentes, aux demandes et aux exigences des hommes et des femmes africains, en particulier des jeunes.

Ensuite, nous devons opérer les changements

nécessaires pour faire face au changement climatique, réduire et éliminer l'info-exclusion, réaliser la transition numérique et la transition énergétique, et créer les conditions nécessaires à une croissance inclusive et à la compétitivité dans nos pays, et ainsi créer les conditions d'une plus grande stabilité sociale et assurer la paix et la sécurité dans nos pays.

Il est important que le continent africain continue de travailler à la prévention des crises et des différents conflits. Ce ne sont pas des fatalités. Ils sont l'expression des insuffisances, des faiblesses et des vulnérabilités que nous avons encore sur notre continent. Et nous, les nouveaux dirigeants africains, devons œuvrer pour que ces changements soient effectivement mis en œuvre. Si nous créons ces conditions, si nous assumons nos responsabilités, alors nous serons en mesure de mobiliser les partenariats nécessaires au niveau international pour financer nos efforts de développement.

Amilcar Cabral, héros des indépendances de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert, avait coutume de dire que « aussi chaude que soit l'eau de la source, elle ne fera pas cuire notre riz ! Nous aurons toujours besoin d'eau de source ». Nous devons donc, faire notre travail pour que cette eau de source puisse être utile au développement et à la transformation de nos pays.

Nous savons à quel point la dévastation causée par le COVID-19 est énorme, nous savons à quel point il est difficile de faire face aux effets de la guerre en Ukraine. Mais nous savons aussi que l'Afrique a des ressources, des talents, des capacités, une énorme diaspora répartie dans le monde entier, et si nous parvenons à mobiliser toutes ces ressources, tous ces talents et toutes ces capacités, nous pourrions construire l'Afrique que nous voulons. Une Afrique de paix, une Afrique de stabilité, une Afrique forte, une Afrique unie, une Afrique moderne, une Afrique plus inclusive, une Afrique prospère où tous les Africains peuvent vivre avec beaucoup plus de dignité.

Merci infiniment de votre attention !

**S.E.M. Jose Maria Pereira**

Président de la République du Cabo Verde



# Monsieur Mario Soares SAMBU

Vice –Premier Ministre de la République de  
Guinée-Bissau

**Son Excellence, Monsieur le Président Macky SALL**

**Excellences Chefs d'État et de Gouvernement,  
Distingués invités,**

**Mesdames et Messieurs,**

**Chers participants et invités,**

Au nom de Son Excellence le Général Úmaro Sissoko EMBALO, Président de la République de Guinée-Bissau, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO et en mon nom propre, je salue S.E.M. Macky SALL, Président de la République du Sénégal, et toutes les personnalités ici présentes.

Un an après, nous sommes à nouveau réunis pour la huitième édition du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique.

Cette fois-ci, non pas pour discuter exclusivement et largement de la pandémie de Covid 19 et de ses diverses implications sur le continent, mais nous nous proposons de conjuguer nos efforts pour répondre aux défis majeurs auxquels nous sommes tous confrontés en tant que dirigeants et gouvernants africains.

Aujourd'hui plus que jamais, il est urgent de s'attaquer aux maux et aux chocs exogènes auxquels l'Afrique est confrontée et qui, par conséquent, remettent de plus en plus en question la stabilité et la souveraineté de nos États et du continent.

Sous le thème **L'AFRIQUE FACE AUX DÉFIS EXOGÈNES : LES DÉFIS DE LA STABILITÉ ET DE LA SOUVERAINÉTÉ**, ce Forum international a clairement défini les priorités de notre action commune en tant qu'Africains dans le contexte d'un monde globalisé.

Selon un rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), pas moins de 25 pays africains

importent plus d'un tiers de leur blé de Russie et d'Ukraine.

On estime que la région connaîtra une pénurie d'engrais comprise entre 1,2 et 1,5 million de tonnes, soit entre 10 et 20 millions de tonnes en équivalent de céréales. En moyenne, l'Afrique devrait connaître une baisse de 20 % de sa production agricole en 2022 par rapport aux niveaux de 2017-2020.

Cette dépendance à l'égard des importations de céréales et d'engrais agricoles, combinée à l'augmentation du prix du baril de pétrole, accroît le risque d'une récession économique définitive, dont le début se fait déjà sentir dans la hausse des prix de tous les produits.

En effet, l'indice FAO des prix alimentaires a augmenté de 12,6 % en mars 2022 par rapport à février 2022 et a atteint son niveau le plus élevé depuis sa création en 1990.

Face à cette situation complexe, qui accroît la marginalisation politique et économique de notre continent, il est impératif de s'interroger sur l'avenir d'une Afrique qui peine à garantir sa souveraineté alimentaire, énergétique, technologique, numérique, sanitaire, etc.

Il est urgent de réfléchir à la **stabilité** de notre continent, sans laquelle nous ne pouvons envisager une souveraineté réelle et effective.

La situation s'est considérablement détériorée ces dernières années, caractérisée par l'instabilité récurrente des institutions républicaines, le développement accéléré du terrorisme, la résurgence des mouvements rebelles, les catastrophes naturelles, l'insécurité alimentaire, la crise sanitaire et les difficultés de la reconstruction post-conflit. Du Mali au Mozambique, en passant par le golfe de Guinée, la Libye et la région des Grands Lacs, l'arc d'instabilité propage la violence en masse avec les déplacements internes et les innombrables victimes causées par le phénomène djihadiste.



**Excellences, Mesdames et Messieurs,**

Malgré quelques avancées notables, la situation sécuritaire dans notre région déjà fragile reste très préoccupante. La criminalité transnationale organisée est en augmentation, de même que le trafic illicite d'armes légères et de petit calibre, d'êtres humains et de drogues.

Une autre préoccupation est liée aux attaques terroristes qui se sont intensifiées et étendues à d'autres zones, à savoir la CEDEAO, une communauté que la Guinée-Bissau a le grand honneur et la responsabilité de présider en cette période trouble où les changements de l'ordre constitutionnel ont été une constante, exigeant une réponse urgente et rapide de nos États, qui ne peut être obtenue que par des actions conjointes, concertées et efficaces.

Enfin, je souhaite qu'ensemble nous puissions construire un environnement de sécurité, de paix et de stabilité, condition sine qua non pour relancer les économies mondiales, notamment celles de l'Afrique, avec une attention particulière à l'urgence de la stabilité et de la sécurité dans la sous-région et sur le continent africain, conditions nécessaires à l'émergence et au développement économique de nos pays.

Comme vous pouvez le constater, les défis sont énormes et difficiles, mais je suis convaincu et certain de notre capacité de résilience, fondée sur une coopération efficace entre les forces vives de nos pays, qu'il s'agisse des gouvernements, des autorités locales, des entrepreneurs, des investisseurs ou des organisations internationales, régionales et sous-régionales.

Avant de terminer, je voudrais vous remercier de votre attention et vous souhaiter à tous une excellente réunion.

**Monsieur le Président,**

**Chers participants,**

Il faut poursuivre les efforts visant à promouvoir l'amélioration de l'environnement des affaires, la mobilisation et le développement du secteur privé et à dynamiser l'économie, grâce à des accords de partenariat à différents niveaux et notamment entre les institutions financières et les agences d'investissement et de développement.

**Tous ces défis ne pourront être relevés** que si nous sommes en mesure d'assurer la stabilité et la sécurité au niveau sous-régional, régional et international. **La sécurité n'a pas de frontières, c'est le fondement même de notre concept stratégique de défense nationale en Guinée-Bissau,** et c'est pourquoi nous appelons la communauté internationale et tous nos États à continuer à soutenir les efforts pour assurer la sécurité dans la région du Sahel, et dans d'autres parties de l'Afrique et du monde.

**Excellences, Mesdames et Messieurs,**

Je crois, comme ce Forum l'a souligné, qu'il existe une relation de cause à effet entre les défis de sécurité et, bien sûr, les objectifs de stabilité et de développement et, à cette occasion, j'espère que tous les participants contribueront énergiquement à la recherche de solutions globales dans ce contexte de reprise économique.

**Merci de votre aimable attention.**

**Monsieur Mario Soares SAMBU**

Vice -Premier Ministre de la République de Guinée-Bissau



**Son Altesse Prince  
Faisal Bin Farhan AL SAOUD**  
Ministre des Affaires étrangères du Royaume  
d'Arabie saoudite

**Excellence Monsieur le Président Macky SALL,  
Président de la République du Sénégal,**

**Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de  
Gouvernement,**

**Mesdames et Messieurs,**

*Assalâmour Aleykoum Wa Rahmatoullâhi Wa  
Barakâtouhou,*

C'est avec un réel plaisir que je prends part à cette huitième édition du Forum International de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique. Cette rencontre fait partie aujourd'hui, des plus importantes du continent africain et représente un haut lieu de dialogue et d'échange d'expérience sur les questions stratégiques du continent.

Il m'est agréable de vous transmettre les salutations du Serviteur des Deux Saintes Mosquées ainsi que celles de Son Altesse Royale le Prince Héritier et leurs souhaits pour davantage de progrès et de développement pour le Peuple sénégalais Frère. Je remercie Son Excellence le Président Macky SALL pour avoir bien voulu présider cet important évènement mais aussi, pour l'accueil chaleureux et fraternel qui m'a été réservé ainsi qu'à ma délégation.

Le Royaume d'Arabie Saoudite apprécie à juste titre le rôle joué par la République du Sénégal en Afrique de l'ouest et à travers sa présidence actuelle de l'Union Africaine. Le Royaume d'Arabie Saoudite envisage de renforcer davantage ses relations et sa coopération avec les pays africains dans les domaines de la paix, de la sécurité, de l'énergie, du commerce, de l'investissement et des services logistiques. Aussi, nous souhaitons mettre l'accent sur le rôle du secteur privé pour la recherche des opportunités d'investissements rentables pour nos pays et pour nos peuples respectifs.

**Chers frères,**

Compte tenu de nos obligations envers nos peuples et envers le monde, ainsi que nos

responsabilités envers les générations futures, le Royaume d'Arabie Saoudite réaffirme son engagement continu en faveur des principes de légalité internationale pour préserver la paix et la sécurité à travers le monde. De même, le renforcement de la coopération commune basée sur le respect mutuel de la souveraineté des Etats et la nécessité de régler les conflits de manière pacifique et éviter l'escalade ou encore le recours à la force.

Le processus de construction de la paix, le relèvement des défis ainsi que l'atteinte d'un développement économique global nécessitent une action commune, ainsi que le renforcement des partenariats et des échanges culturels et civilisationnels. C'est pour ces raisons que le Royaume d'Arabie Saoudite continuera à encourager le multilatéralisme grâce à sa ferme conviction en sa capacité de contribuer au règlement des conflits et faire face aux défis auxquels est confronté notre monde. Également, pour l'émergence d'un monde plus juste et plus équitable à même de garantir plus d'équité pour les peuples du monde et pour les générations à venir. Pour cela, le Royaume d'Arabie Saoudite réaffirme son soutien aux efforts internationaux qui tendent à trouver une solution pacifique à la crise russo-ukrainienne afin de préserver les vies humaines et les biens ainsi que la paix et la sécurité régionale et internationale. Le Royaume d'Arabie Saoudite réitère son appel et réaffirme sa disponibilité pour la conduite d'une médiation dans ce sens.

Le Royaume d'Arabie Saoudite accorde une grande importance aux efforts qui visent à faire face aux défis majeurs de notre temps, notamment la sécurité alimentaire ainsi que les difficultés signalées au niveau des voies d'approvisionnement et le changement climatique.

Ayant saisi l'importance des enjeux du changement climatique et la nécessité d'atténuer ses conséquences, le Royaume d'Arabie Saoudite compte tout mettre en œuvre pour la réalisation des objectifs du Sommet de Paris sur le climat. C'est ainsi que le Royaume a mis en place deux initiatives : l'Arabie Saoudite verte et le Moyen-Orient vert pour soutenir



les efforts nationaux et régionaux sur le climat. L'Arabie Saoudite s'est également donné des objectifs ambitieux pour la diversification des sources d'énergies. De même qu'il a mis en place des initiatives de qualité pour préserver la nature, encourager le reboisement durable et la réduction des émissions à 278 millions de tonnes annuels à l'horizon 2030 et atteindre le niveau d'émission de zéro carbone à l'horizon 2060 à travers l'économie circulaire de carbone.

L'initiative du Moyen-Orient Vert se tiendra au mois de novembre prochain à Charm El Cheikh en marge de la Cop 27. Le Royaume d'Arabie Saoudite invite tous les pays africains à y contribuer largement et à partager leurs expériences pour la réussite de ses objectifs.

Le Royaume d'Arabie Saoudite a longtemps été victime du fléau du terrorisme et de la radicalisation. Les activités des organisations terroristes sont de nature à mettre en cause la paix et la sécurité de nos Etats ainsi que la stabilité régionale et internationale. Elles constituent par ailleurs, une menace pour la sécurité des voies de navigation maritimes internationales avec ses conséquences destructrices sur l'économie mondiale. Tous les Etats ont l'obligation de s'engager à lutter contre ce fléau et faire face aux pays qui soutiennent le terrorisme. Le chaos et l'anarchie sont les conditions favorables à la propagation des idéologies terroristes qui ont pour objectif de saper nos efforts de développement et de progrès.

Le Royaume d'Arabie Saoudite a toujours été engagé dans la lutte contre le terrorisme. Il a contribué à la mise en place du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme pour un montant 110 millions de dollars US. De même qu'il a mis en place la coalition islamique militaire pour la lutte contre le terrorisme. Cette coalition comprend actuellement 42 pays dont 25 pays africains. Le Royaume d'Arabie Saoudite a également créé un groupe spécialisé au sein de la coalition internationale pour faire face aux menaces croissantes de Daesh en Afrique. Il y a lieu ici de réitérer le soutien du Royaume d'Arabie Saoudite aux efforts de ce groupe spécial et à toutes les actions de lutte contre le terrorisme.

Le Royaume d'Arabie Saoudite accorde une grande importance au continent africain et compte contribuer au développement de ses pays qui regorgent d'importantes ressources. Le Fonds des investissements publics travaille avec un grand nombre d'entreprises saoudiennes pour davantage de partenariats commerciaux et d'investissements dans le continent africain dans les domaines des mines, de l'énergie, des télécommunications de l'alimentation et dans d'autres secteurs. Le Fonds Saoudien de Développement contribue également depuis quatre décennies en accordant des prêts et des dons à plus de 45 pays africains. Le Royaume d'Arabie Saoudite compte travailler avec les pays africains pour un développement continu et dans l'intérêt de tous.

Enfin, le Royaume d'Arabie Saoudite réitère sa ferme volonté d'œuvrer dans le cadre du multilatéralisme pour faire face à nos défis communs et construire des partenariats à mêmes de créer un environnement qui garantisse la capacité des pays à tirer profit de ses ressources pour davantage de progrès et de prospérité et répondre aux objectifs de développement continu.

**Son Altesse Prince**

**Faisal Bin Farhan AL SAUD**

Ministre des Affaires étrangères du Royaume d'Arabie saoudite





**Monsieur YAMADA KENJI**  
Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires  
étrangères du Japon



**Son Excellence Monsieur Macky SALL, Président de la République du Sénégal,**

**Excellences,**

**Mesdames et Messieurs les participants,**

C'est un grand honneur pour moi d'avoir l'occasion de prononcer un discours à l'ouverture du huitième Forum international de Dakar au nom du Gouvernement du Japon. Je voudrais tout d'abord rendre hommage au Président Macky SALL et au Gouvernement du Sénégal pour l'organisation de ce forum. Je suis honoré que le Japon continue de soutenir cette importante rencontre depuis sa création.

Le Japon travaille avec l'Afrique depuis le lancement du processus de la TICAD en 1993. En août 2022, le Japon a organisé la TICAD 8 en Tunisie, coprésidée par le Président Macky SALL en qualité de Président de l'UA. Lors de la TICAD 8, le Japon a réaffirmé son engagement à continuer de promouvoir la consolidation de la démocratie et de l'État de droit, la prévention des conflits et la consolidation de la paix, ainsi que le renforcement des capacités des communautés.

Les chocs exogènes, thème de ce Forum, menacent la paix et la stabilité dans différentes régions d'Afrique, dont la Corne de l'Afrique et le Sahel. L'unité de la communauté internationale est essentielle dans sa réponse. Le meilleur exemple en est les mesures contre l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Les effets néfastes des actions de la Russie sur la communauté internationale sont énormes et graves, et les fondements dont nous dépendons, notamment les Nations Unies et le droit international, sont remis en question. En Afrique, la sécurité alimentaire est une question urgente, et le Japon s'est engagé à fournir une aide alimentaire d'urgence ainsi qu'un soutien pour renforcer la production alimentaire et encourager les ressources humaines dans l'agriculture.

Les pandémies et les maladies infectieuses, notamment la COVID-19, continuent d'être des facteurs de déstabilisation. Lors de la TICAD 8, le Japon a exprimé son plein engagement en faveur de la réalisation de la Couverture Sanitaire Universelle (CSU) dans les pays africains, ainsi que sa volonté de poursuivre et de renforcer ses efforts pour améliorer l'accès aux vaccins et aux médicaments.

Le changement climatique est également une question qui ne peut être dissociée de la paix et de la stabilité en Afrique. Avant la COP27, qui se tiendra en Égypte en novembre, le Japon a annoncé

le lancement de l'« Initiative japonaise pour une croissance verte avec l'Afrique (GGA) » lors de la TICAD 8. Dans le cadre de cette initiative, le Japon et le Sénégal ont signé en août un Mémorandum de Coopération concernant le Mécanisme conjoint d'octroi de crédits (Joint Crediting Mechanism ou JCM).

Afin de contribuer à la construction d'économies et de sociétés africaines résilientes, capables de résister à de tels « chocs exogènes », le Japon soutiendra les efforts visant à renforcer la connectivité par le développement d'infrastructures et d'autres mesures, et à promouvoir l'intégration régionale de l'Afrique, et contribuera à la paix et à la sécurité afin de maintenir et de renforcer l'ordre maritime fondé sur l'État de droit, dans le cadre de l'initiative « Indopacifique libre et ouvert (FOIP) ». Dans cette perspective, le Japon a nommé un Ambassadeur pour la Corne de l'Afrique, dans le but de maintenir la paix et la sécurité dans la région reliant l'Asie à l'Afrique, au Moyen-Orient et à l'Europe.

**Excellences,**

Le Japon sera Membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour deux ans à partir de janvier 2023. Le Japon mettra pleinement à profit son expérience du douzième mandat, et jouera un rôle plus important dans le traitement des questions liées à la paix et à la sécurité en Afrique, tout en écoutant la voix des populations des pays africains. En outre, il est urgent de renforcer les fonctions de l'ONU afin de revenir aux principes de la Charte des Nations Unies et de restaurer la confiance en l'ONU. En particulier, en ce qui concerne la réforme du Conseil de Sécurité, nous souhaitons engager des actions avec l'Afrique pour y parvenir.

Le Japon est un « Partenaire qui se développe avec l'Afrique ». Pour un développement durable mené par l'Afrique elle-même, une approche globale de la paix et de la stabilité est indispensable. Travaillons sur des actions concrètes pour mettre en œuvre les résultats de la TICAD 8, et coopérons pour la paix et la sécurité en Afrique.

Merci pour votre attention.

**Monsieur YAMADA KENJI**  
Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires étrangères du Japon







# Madame Chrysoula ZACHAROPOULOU

Secrétaire d'État chargée du développement, de la Francophonie et des partenariats internationaux de la République Française

**Monsieur le Président de la République du Sénégal,**

**Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,**

**Mesdames et Messieurs les ministres et représentants d'organisations internationales,**

**Chers collègues,**

C'est un plaisir de vous retrouver pour cette huitième édition du forum de Dakar, que la France est fière de soutenir depuis sa création. Au sommet de Bruxelles en février dernier, Monsieur le Président, vous défendiez la « culture du dialogue et de la concertation » C'est tout le sens de ce forum ». Aujourd'hui, nous avons plus que jamais besoin de ce dialogue et de cette concertation. Nous sommes en effet à un moment de l'histoire où le risque de division, voire de fragmentation du monde, est au plus haut depuis la fin de la guerre froide.

Nos deux continents font face à des défis sans précédent. Sur le continent africain, nous affrontons de multiples crises sécuritaires, qui appellent des réponses fortes et collectives. Et pour nous, européens, l'agression que mène la Russie sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine représente une menace existentielle pour la stabilité et l'intégrité de notre continent. Cette agression a brutalement remis en cause les acquis de 70 ans de paix sur le continent. Tous les européens le vivent ainsi. C'est pour cette raison que nous exprimons, aujourd'hui, une attente de solidarité à l'égard de l'Afrique. D'autant que cette agression a aussi des conséquences pour l'ensemble de la planète. Elle a provoqué une déstabilisation économique mondiale, qui a des coûts exorbitants pour le continent africain. Et nous ne le dirons jamais assez : la Russie est la seule responsable de ces crises économique, énergétique et alimentaire qui nous affectent tous. Pour autant, ni la France ni l'Europe ne souhaitent réactiver une nouvelle guerre froide, ou guerre d'influence, sur le continent africain.

Notre seul agenda, c'est d'éviter une grande fragmentation du monde. Notre seul agenda, c'est le renforcement de la solidarité internationale, comme nous l'avons montré sur les vaccins, les engrais, ou encore les droits de tirage spéciaux. Notre seul agenda, c'est surtout le renforcement de la souveraineté africaine. Et contrairement à d'autres, nous ne misons ni sur l'intimidation, ni sur la désinformation, ni sur

la fracturation du monde. Nous misons, nous européens, sur la lucidité et la souveraineté de nos partenaires africains. Et sur le renforcement de nos partenariats.

Alors, je suis fier de représenter aujourd'hui un pays, la France, et un continent, l'Europe, qui sont pleinement et sincèrement engagés aux côtés des pays africains, pour leur sécurité. Nous sommes des partenaires qui ne venons pas en substitution de l'action des pays africains. Nous venons en appui aux mécanismes africains de résolution des crises africaines. C'est pour cette raison que nous avons soutenu le G5 Sahel. C'est pour cette raison que nous soutenons aujourd'hui les efforts déployés dans le cadre de l'initiative d'Accra. Et c'est enfin pour cette raison que la ligne constante de la France a été de soutenir les principes fondateurs de la CEDEAO.

En 2013, la France s'est engagée aux côtés du Mali à sa demande, pour lutter contre une menace qui était alors existentielle pour le Mali. Cet engagement, courageusement relayé par les pays de la région, les pays européens et la communauté internationale, a été décisif. Il a empêché : l'effondrement du Mali et l'installation d'un califat, comme au Levant.

Ce combat a coûté la vie à 48 soldats français au Mali. 59 sont morts dans la région du Sahel. Il a aussi coûté la vie à 174 casques bleus. Nous devons rendre hommage aux héros dont le sang a coulé sur le champ de bataille : pour la protection du Mali et pour la stabilité du Sahel.

Face à des autorités maliennes qui ont décidé de privilégier leur propre survie politique, au détriment de la lutte contre le terrorisme, les conditions politiques n'étaient plus réunies pour que la France continue de travailler aux côtés des forces armées maliennes. La force Barkhane s'est donc retirée du Mali, en bon ordre, et en coordination avec ses partenaires et les forces armées maliennes.

Face à une menace terroriste qui reste forte, et qui cherche à s'étendre vers le sud et vers les pays du golfe de Guinée, nous restons pleinement engagés. Nous agissons en soutien de tous les États de la région qui font le choix de la lutte contre le terrorisme, dans le respect de la coexistence entre les communautés. Nous appuyons le renforcement et l'équipement des forces armées de ces pays, pour renforcer leur sécurité et leur souveraineté.



C'est pour cela que la France soutient l'Académie Internationale de lutte contre le terrorisme, avec la Côte d'Ivoire et de nombreux partenaires européens et africains. Cette académie forme les cadres africains de la lutte anti-terroriste. Nous accompagnons aussi les États dans leurs politiques de réinvestissement des zones fragiles, pour permettre le retour de la sécurité, des services publics de base, et le développement économique de ces régions parfois marginalisées.

Notre partenariat euro-africain va au-delà de la sécurité. Il vise à construire un axe de solidarité entre deux souverainetés et deux partenaires égaux.

Le Président Emmanuel MACRON l'a plusieurs fois exprimé : nous devons agir sur tout le spectre : de la sécurité à la santé, en passant par l'environnement, l'agriculture, mais aussi l'éducation et la culture. C'est là aussi toute l'ambition que nous avons affirmée, ensemble, lors du sommet de Bruxelles, que nous avons organisé pendant la présidence française du conseil de l'Union Européenne. Et je tiens à saluer aussi l'engagement de la présidence sénégalaise de l'Union Africaine.

Ensemble, nous avons renforcé la souveraineté sanitaire africaine, face à l'urgence soulignée par la pandémie covid. C'est l'Union Européenne qui a été le premier partenaire pour lancer la production de vaccins sur le continent africain. Et je serai fier de visiter ce soir l'Institut Pasteur de Dakar, qui est aujourd'hui à la pointe de cette production, en Afrique et pour l'Afrique. Ensemble, nous renforçons la souveraineté énergétique et alimentaire africaine, face à l'urgence. C'est tout le sens de l'initiative lancée par le Président de la République française : pour permettre au continent africain d'accéder aux engrais qui font aujourd'hui défaut ; mais aussi pour permettre demain, comme nous l'avons fait pour les vaccins, au continent africain de produire ce qu'il consomme sur son propre territoire.

Enfin, nous sommes aux côtés des États africains pour répondre aux attentes de la jeunesse africaine, en soutenant de très nombreux pays dans les domaines de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'entreprenariat.

## **Mesdames et Messieurs,**

Nous sommes aujourd'hui dans une ville nouvelle, Diamniadio, qui incarne le renouveau de l'Afrique, le dynamisme et la créativité du continent africain. En quelques années, nous y voyons ce que l'Afrique est capable de faire de plus grand. C'est-à-dire de déployer des infrastructures modernes au service d'un projet d'innovation et de croissance partagée.

Ce qui est fait ici peut être une inspiration. Notre vision, c'est celle d'une CEDEAO constituant un modèle de dynamisme et d'attractivité pour tout l'axe euro-africain. C'est cet agenda de développement économique, de création d'emplois, et de souveraineté, que la France soutient, et que la France continuera à appuyer.

Je vous remercie.

## **Madame Chrysoula ZACHAROPOULOU**

Secrétaire d'État chargée du développement, de la Francophonie et des partenariats internationaux de la France

# Panel de haut niveau



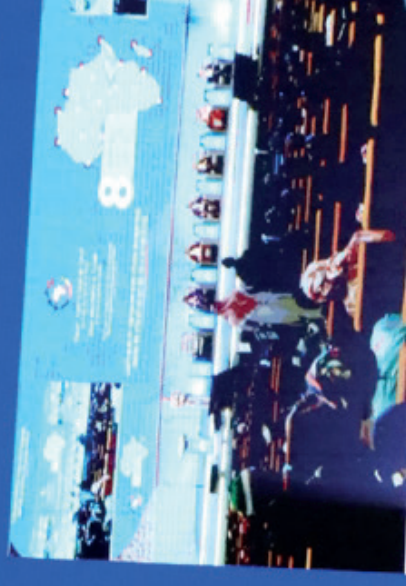
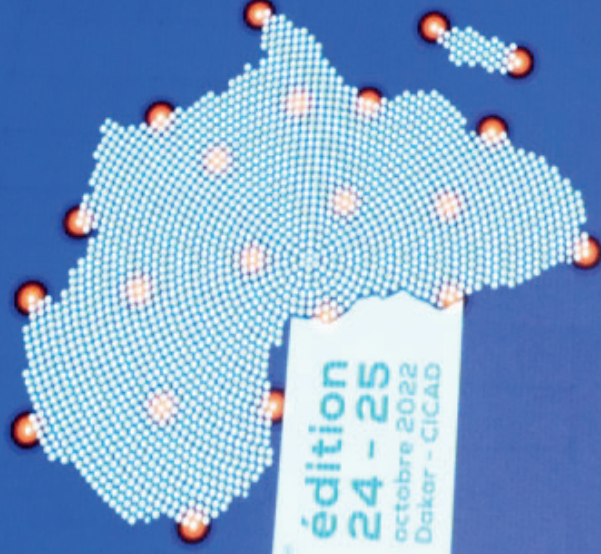
Forum International de Dakar  
sur la Paix et la Sécurité

# Niveau 8

L'Afrique à l'épreuve des chocs exogènes:  
Défis de stabilité et de souverainetés

Afrique à l'épreuve des chocs exogènes:  
Défis de stabilité et de souverainetés

L'Afrique à l'épreuve des chocs exogènes:  
Défis de stabilité et de souverainetés





**Lundi 24 octobre 2022**

**10H00  
12H00**

*Centre International  
de Conférences  
Abdou Diouf*

## **Panel de haut niveau**

**S.E.M. Macky SALL**

*Président de la République du Sénégal*

**S.E.M. João Manuel Gonçalves LOURENÇO**

*Président de la République d'Angola*

**S.E.M. José Maria Pereira NEVES**

*Président de la République du Cabo Verde*

**Monsieur Mario Soares SAMBU**

*Vice- Premier Ministre de la République de Guinée Bissau*

**Son Altesse Prince Faisal bin Farhan AL SAOUD**

*Ministre des Affaires étrangères du Royaume d'Arabie saoudite*

**Monsieur Yamada KENJI**

*Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires étrangères du Japon*

**Madame Chrysoula ZACHAROPOULOU**

*Secrétaire d'État auprès de la Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux de la France.*

**«Les règles qui gouvernent le système mondial sont en déphasage avec la réalité. Soixante-dix ans après la Seconde Guerre mondiale, les règles de l'ONU n'ont pas changé.**

**Il en est de même pour les institutions de Bretton Woods qui fonctionnent avec des quotas qui permettent aux pays développés de disposer de 80% des DTS.**

**Il faut avoir le courage de faire des réformes.**

**Il faut réformer le système parce qu'il ne répond plus aux besoins du monde et cela suppose un changement de mentalité. »**

**Président Macky SALL**

# Panel de haut niveau

Le panel de haut niveau est animé par :



## Mme Anne-Marie DIAS BORGES

*Journaliste d'origine cap-verdienne*

Radio France Internationale

Anne-Marie DIAS BORGES, est journaliste capverdienne forte de 20 ans d'expérience à la télévision et à la radio. Elle est actuellement présentatrice et productrice pour BBC Business à Londres.

Quand elle n'est pas à l'antenne, elle se consacre à des activités caritatives ou se mobilise auprès des d'organisations non gouvernementales, en particulier au Cabo Verde où elle a organisé avec succès les deux premières campagnes nationales de lutte contre la drogue, en partenariat avec les Nations Unies.



## Monsieur Cheick YVHANE

*Homme de média ivoirien*

Monsieur CheiCk YVHANE est un homme de média pluridisciplinaire. Il est depuis 2016 administrateur et directeur général de Radio Nostalgie Côte d'Ivoire et depuis 2017 le directeur des programmes de NCI, La Nouvelle Chaîne Ivoirienne.

Il a décroché deux fois (2006 et 2013) le Prix Ebony du meilleur journaliste radio de Côte d'Ivoire et devient par la même occasion, à 25 ans, le plus jeune lauréat de l'histoire des Ebony. Il a également reçu le prix Rfi-Rsf-Oif, Prix Jean Hélène 2008 du meilleur reporter de l'espace francophone décerné au Canada par la Gouverneure \_Centrale.

S.E.M Michaele Jean.

## Monsieur Cheikh YVHANE

*Excellence Monsieur Macky SALL, Vous avez toujours porté le combat pour la paix et l'émergence de l'Afrique, notamment en votre qualité de Président en exercice de l'Union Africaine. La question que l'on se pose toute de suite, c'est : quelles pourraient être les réponses de l'organisation panafricaine que vous dirigez face à la question de la consolidation des souverainetés des pays africains ?*



## S.E.M. Macky SALL, Président de la République du Sénégal

Merci beaucoup, c'est avec plaisir que je vais répondre à votre question. Je voudrais aussi féliciter votre consœur pour la belle présentation ainsi que Madame Arame NDAW. Oui, le continent est à la croisée des chemins. Si nous voulons apporter des réponses durables pour la souveraineté de nos Etats en matière de sécurité, il faut d'abord taire les

armes sur le continent. Il faut une promotion de la paix, la stabilité du continent. L'Union Africaine a déjà engagé ce débat, taire les armes pour la décennie en cours. Mais il faut, pour faire taire les armes, s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité du continent. Evidemment cela peut remonter très loin mais parmi ces causes, on peut noter ces changements inconstitutionnels qui peuvent être des coups d'Etat militaires, mais aussi des changements provoqués de l'intérieur et tout cela constitue des facteurs sur lesquels nous devons travailler pour assurer la stabilité des pays, qui est le gage, en tout cas, pour une sécurité durable en Afrique. Il nous faut également refuser de servir de relais aux ingérences étrangères sur le continent ; ce qui participe à fragiliser nos Etats et à rendre inefficace l'action de nos institutions régionales. Il faut aussi apaiser les espaces politiques nationaux par la promotion du dialogue, de la concertation et même du partage du pouvoir parce qu'en réalité, toute la finalité, c'est en réalité la gestion du pouvoir. On voit bien que c'est un des facteurs de déstabilisation du continent, il





faut à ce niveau que la promotion du dialogue et la concertation puissent permettre d'assurer une stabilité des pays. Il nous faut aussi nous focaliser, je l'ai rappelé dans ma communication, sur les défis fondamentaux de l'heure à savoir le développement humain, le développement économique. Evidemment, il faut des efforts des Etats au niveau intérieur:

- Effort dans la mobilisation de ressources nationales ;
- Effort dans la bonne gouvernance des ressources ;
- Effort dans l'affectation des ressources aux préoccupations essentielles des populations ;
- Effort dans la construction de nos armées. Nous devons avoir des armées capables d'assurer la défense de leurs territoires et l'indépendance de leurs Etats ;
- Effort dans la mise à niveau des forces de sécurité pour lutter efficacement contre le trafic transfrontalier, trafic de drogue, trafic de bois en ce qui nous concerne mais également, pouvoir stabiliser l'espace politique ; cela me paraît essentiel et à cela il faut ajouter, bien entendu, le développement de l'emploi parce que nous avons une population extrêmement jeune, population nombreuse, qui est pressée. Il faut répondre à cette demande pressante de la population. Il faut éduquer cette population, quand on parle de dividende démographique et qu'on ne donne pas une formation adéquate, on a une illusion devant nous et un risque de déflagrations majeures.

Donc l'éducation, la formation, la promotion de l'entrepreneuriat, l'emploi bien entendu constituent des facteurs de stabilité. Ça, ce sont des préalables. Par rapport maintenant à la gestion régionale de la stabilité du continent, il faut effectivement comme l'a rappelé Chrysoula, que le partenariat avec nos partenaires extérieurs du continent se fasse sur la base de la demande de l'Afrique et sur la base en tout cas, des analyses que nous-mêmes nous faisons. Un exemple pour terminer, nous avons au niveau de l'Union Africaine une architecture de paix ; nous avons mis également en place la Force Africaine en Attente dans les cinq régions. On demande à chaque région de pouvoir mobiliser à tout moment 5000 soldats

équipés capables d'intervenir. Alors plus ou moins, on n'est pas tout à fait au point même si du point de vue théorique, du point de vue de tout ce qu'il faut faire dans l'architecture tout est fait, les soldats existent, la volonté de combattre le terrorisme existe, le seul frein c'est le financement de ces opérations. Donc l'Afrique a besoin de moyens, d'argent pour parler plus terre à terre et ce problème d'argent, nous ne pouvons seuls le résoudre sans la solidarité internationale et c'est ce que nous disons depuis des années pour changer la gouvernance mondiale, faire en sorte que les pays africains qui ne sont pas pauvres en réalité mais qui sont appauvris quelque part par le système lui-même qui ne leur permet pas de tirer plein profit des ressources naturelles qui sont bien sûr dans leurs sous-sols. Il y a bien entendu des raisons internes mais l'essentiel c'est le système qui ne nous permet pas d'être efficient et la COVID-19 nous l'a montré. La guerre en Ukraine nous l'a montré et toutes les crises qui sont devant nous vont montrer l'inefficacité de nos Etats parce que simplement le système dans lequel ils évoluent est un corset qui ne permet pas le plein épanouissement de l'Afrique.

Voilà où moi je situe le combat ; c'est un combat de partenariat gagnant-gagnant et dans lequel tous les pays du monde auront un gain. Si l'Afrique se développe, c'est un marché d'un milliard quatre cent mille habitants et tous ceux qui ont des services à vendre, pourront le faire valablement en Afrique. Donc c'est cette compréhension qui doit être la compréhension nouvelle, c'est pour cela que nous estimons que le combat pour la représentation du continent au Conseil de Sécurité des Nations Unies pour que l'Afrique ait des sièges comme membre permanent, est un combat fondamental. Le combat pour que l'Afrique soit membre à part entière du G20 en tant que 7<sup>ème</sup> économie mondiale, l'UA avec plus d'un milliard quatre cent millions (1.400.000.000) d'habitants, doit être supporté par les pays membres du G20 pour montrer une perspective de solidarité telle que Sa Sainteté le Pape François l'a dit, il

# Panel de haut niveau

faut un monde plus solidaire et dans ce monde plus solidaire, nous gagnerons le pari de la lutte contre le terrorisme, le pari également de la stabilité et du plein emploi.

## Madame Anne Marie DIAS BORGES

*Excellence Monsieur João LOURENCO, ainsi qu'il ressort du thème de ce Forum, comment appréhendez-vous le défi de la consolidation des souverainetés en Afrique ?*



**S.E.M. João Manuel Gonçalves LOURENCO**

Les derniers pays ont eu leur indépendance dans les années 70-75-76 à part quelques exceptions. A partir de cette date jusque-là, nous avons eu le temps de faire le diagnostic des principaux problèmes qui affligent notre continent. Ce sont des problèmes qui sont identifiés et très bien connus. Pour défendre de mieux en mieux notre souveraineté, je comprends qu'il n'est pas seulement nécessaire d'avoir des militaires, des forces armées fortes. On ne défend pas la souveraineté et l'indépendance de nos pays avec des armes à la main. Donc on doit élever le niveau culturel de nos populations, le niveau d'éducation, de scolarité de nos jeunes ; surtout nous avons besoin de développer nos pays du point de vue économique et social parce qu'avec des économies fortes, on sera dans de bonnes dispositions pour défendre nos souverainetés.

En ce qui concerne le développement, il vient seulement si on réussit à résoudre le problème de la plus grande offre d'électricité, de l'eau et si on arrive à garantir les infrastructures nécessaires pour le développement de nos pays comme les routes, les chemins de fer, les ports et aéroports qui servent de base pour que le secteur privé de nos économies puisse faire des investissements dans des domaines qu'on croit le mieux et ça doit être le secteur privé national et aussi étranger. Cela attirera plus facilement des investissements directs étrangers là où on trouvera ce genre d'infrastructures de base et les aidera à mettre en œuvre leurs idées économiques. On aura

une plus grande souveraineté si nous arrivons à donner de l'emploi à nos jeunes. Les jeunes auront de l'emploi s'il y'a des industries. Donc les secteurs privés sont ceux qui donnent le plus d'emploi. C'est pour cela que l'Etat doit motiver les secteurs privés à investir dans plusieurs domaines de l'économie sans oublier que sans ces investissements, on n'aura pas d'offres d'emploi pour notre population en général et de manière particulière, pour la jeunesse.

Les pays africains étaient d'accord en tant que pays membres de l'UA pour développer ce que nous appelons la ZLECAF. Mais on voit bien que dans sa mise en œuvre, des difficultés de circulation des personnes et des biens continuent encore à l'intérieur de notre continent. Nous n'avons pas de manière générale, des liaisons faciles par voie terrestre, maritime etc. pour qu'un citoyen africain puisse se déplacer d'un pays à un autre. C'est un problème qui doit nous préoccuper et qui est vraiment une limite surtout du point de vue des infrastructures portuaires, maritimes, aériennes. L'investissement dans les infrastructures comme le disait le Président SALL, est très coûteux et on n'a pas les ressources propres pour faire de grandes infrastructures. On doit toujours recourir aux financements internes ou externes et c'est à partir de là que les institutions financières comme la BAD et les autres institutions financières du continent doivent jouer un rôle prépondérant et aider nos pays à se développer.

Les pays, je le répète, pourront se développer s'ils ont des infrastructures. Avec des infrastructures, nous allons avoir plus de garantie d'être des Etats souverains et aussi dépendre moins des autres continents. Etant membres des mêmes institutions financières, nous sommes en droit de nous adresser à ces institutions pour qu'elles puissent faire ces financements, ce qui pourra nous sortir de ce marasme que nous vivons il y a de cela des décennies. Le continent est indépendant depuis des décennies mais il y a beaucoup de théories en ce qui concerne notre développement. La vérité est que le pas concret qui nous permet d'atteindre les résultats qui





nous permettent de sortir de cette situation n'est pas encore franchi. Nous devons faire de tout notre mieux pour qu'on puisse courir. Il y a du temps perdu donc on ne doit plus marcher maintenant mais plutôt courir pour qu'on puisse combler le retard.

En résumé, la souveraineté dépend d'un ensemble de facteurs, pas seulement la sécurité militaire de nos frontières mais aussi de l'éducation de notre peuple parce que plus le peuple est éduqué, plus facilement nous serons souverains et nous aurons une bonne économie avec des infrastructures capables de connecter les différents pays du continent. Ainsi, ce sera plus facile d'atteindre la souveraineté qu'elle soit individuelle ou continentale.

### Madame Anne Marie DIAS BORGES

*Excellence Président NEVES, les impacts des chocs exogènes préoccupent les pays africains. Vous considérez qu'avec la consolidation des souverainetés en Afrique, ces chocs pourront avoir peu d'impact ?*

### S.E.M. José Maria Pereira NEVES



Je pense que oui, si nous réussissons à obtenir le développement du continent africain dans le sens des idées déjà esquissées par le Président SALL et le Président LOURENÇO ; nous avons ici des différents piliers à partir desquels nous pouvons nous développer. Tout le processus de développement du continent depuis les investissements dans les infrastructures pour créer les facteurs qui puissent attirer les investissements et les facteurs qui puissent développer l'économie en Afrique. Il y a des investissements faits dans l'éducation et la santé mais il y a également des investissements dans le domaine des énergies de la production d'eau, de l'assainissement et de toute la problématique de la sécurité alimentaire. Si nous développons tous ces piliers, alors nous aurons un développement plus inclusif et ainsi l'Afrique sera certainement plus résiliente et de là nous pourrons garantir la durabilité du développement. Ce qui nous

rendra plus résilients aux chocs externes notamment la pandémie et nous devons nous préparer pour que nous puissions faire face à d'éventuelles nouvelles crises sanitaires, que nous puissions faire face à la crise alimentaire et c'est seulement par le développement inclusif de notre continent que nous pourrons faire face à ces chocs exogènes.

### Madame Anne Marie DIAS BORGES

*Merci beaucoup Monsieur le Président.*

### Monsieur Cheikh YVHANE

*Monsieur Mario Soares SAMBU, vous êtes le Vice- Premier Ministre de la Guinée Bissau ; la Guinée Bissau qui, on le sait, assure la présidence en exercice de la CEDEAO. Quelle est la place qu'occupe l'objectif de consolidation de la souveraineté des pays africains justement dans votre mandat ?*

### Monsieur Mario Soares SAMBU



Merci, je voudrais d'abord vous répondre au nom du Président de la République de Guinée Bissau, parce qu'il n'a pas pu répondre à l'invitation aimable de son ami et frère Macky SALL sur ce thème de la Paix et la Sécurité. Nous parlons ici des effets de la stabilité et la Paix sur notre continent en particulier dans notre sous-région ouest africaine. Présentement Monsieur le Président est à Moscou. Il se rendra à Kiev ensuite où il va porter le message de paix parce que la paix est fondamentale pour le développement dans le monde et dans les pays de manière générale.

En ce qui concerne en particulier notre sous-région, le message qu'il nous a confié pour que nous le délivrerions ici, dans cette auguste assemblée et en sa qualité de président en exercice de la CEDEAO, est : La recrudescence d'incivilités politiques, qui se traduit par les changements de régime par des coups d'Etat

# Panel de haut niveau

est également ce qui a facilité la propagation du terrorisme. Il a également parlé des crimes transnationaux, de trafics de stupéfiants et du trafic illégal d'armes, tous les éléments qui ne concourent pas à la stabilité de la sous-région de la CEDEAO.

Donc la paix et la stabilité internationales ont un impact sur notre sous-région et sur notre continent africain.

## Madame Anne Marie DIAS BORGES

*Votre Altesse Prince Faisal, l'ampleur des chocs exogènes inquiète beaucoup dans le monde. Que vous inspire le débat sur la place de l'Afrique dans la gouvernance mondiale ?*

## Son Altesse Le Prince Faisal Bin Farhan Al SAOUD,



Merci beaucoup. L'Afrique joue un rôle de plus en plus important dans les forums mondiaux et dans la gouvernance mondiale et nous devons savoir beaucoup plus que ça. Le Président SALL a mentionné le multilatéralisme et je pense que c'est essentiel, il faut que les pays soient en mesure de parler pour eux-mêmes. Les pays les moins développés ne peuvent accéder à leurs ressources, à leur plein potentiel, que par la coopération multilatérale. C'est pourquoi il est très important que l'Afrique continue d'être à l'avant-garde et de plaider pour un multilatéralisme repensé. Donc nous avons l'occasion de faire plus parce qu'au cours des dernières années l'Afrique est au-devant de la scène avec le Forum de Dakar. Nous voyons que l'Afrique joue de plus en plus un rôle important. L'Afrique a un rôle à jouer non seulement dans son propre contexte pour servir ses propres intérêts mais également pour travailler à renforcer le multilatéralisme, la coopération et la possibilité de travailler avec les autres régions du monde. Donc nous allons tenir le sommet Afrique-monde arabe. Ce sera l'occasion de parler de l'importance du multilatéralisme, l'importance de la gouvernance mondiale et donc d'avoir une voix plus forte dans la gouvernance mondiale. Je crois que l'Afrique encore une fois doit jouer un rôle et l'Afrique continue de jouer ce rôle-là.

Nous avons également entendu dans certaines interventions la mobilisation des ressources en interne, l'Afrique doit compter sur elle-même et il serait absolument essentiel en tant que partenaire d'aider l'Afrique dans ce sens. Nous avons la responsabilité de faire en sorte que cela puisse servir cette intention de travailler ensemble pour rendre ça possible.

Nous avons également entendu parler de l'importance de l'investissement, c'est un aspect très important. Au Royaume d'Arabie Saoudite, nous croyons au potentiel de l'Afrique. Le potentiel de l'Afrique est énorme mais pour libérer ce potentiel, il faut autonomiser les économies africaines, c'est la seule voie durable pour le développement. Il faut renforcer les partenariats, renforcer les investissements. Nous avons parlé d'infrastructures, des énergies renouvelables, je crois que tous ces éléments doivent être importants. Nous voulons être un partenaire pour que l'Afrique puisse tirer avantage de ses propres ressources, profiter de sa propre économie non seulement pour le succès de l'Afrique mais également le succès de la communauté internationale.

## Monsieur Cheikh YVHANE

*Madame ZACHAROPOULOU, vous êtes Secrétaire d'État auprès de la Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux. Vous avez prononcé toute à l'heure une allocution plutôt édifiante, j'aimerais que l'on revienne un peu sur la question des crises globales dont l'impact est saisissant. Dans un tel contexte mondial quel partenariat avec l'Afrique peut être envisagé ?*

## Madame Chrysoula ZACHAROPOULOU



Merci beaucoup pour cette question parce que j'ai eu la chance de travailler avec le Président sénégalais pour préparer des sommets de l'UA et l'UE à Bruxelles et ce qu'on a vu que tous les deux continents nous avons envie d'avoir un vrai partenariat pour faire face à ces défis





globaux parce qu'on se rend compte aujourd'hui que la crise de la COVID 19 nous a fait comprendre comment nous sommes interdépendants. Et alors si vous voulez aujourd'hui, avec l'agression russe en Ukraine, on vit des conséquences dramatiques sur la sécurité alimentaire. Je pense que le continent africain risque d'être très abimé par tout ça. Alors aujourd'hui on travaille beaucoup ensemble pour faire face à la crise sur l'environnement, à la crise alimentaire, parce qu'on sait très bien que tout cela est responsable d'augmentation de conflits et de tensions.

Alors vous m'avez demandé quels types ? Pour moi il y a un type de partenariat, il y a des solutions africaines pour des problèmes africains et nous, en tant qu'Européenne en tant que France, nous sommes là pour soutenir et nous en avons quelques exemples. Quand le Président SALL est venu à Bruxelles le mois d'avril 2021, il voulait justement que l'Afrique produise ses propres vaccins, trois mois plus tard, moi j'étais ici, on était en train de signer l'accord pour qu'aujourd'hui, à l'Institut Pasteur, il y ait la production de vaccin ici sur le continent pour le continent et c'est très important de le rappeler.

Je vais dire aussi d'autres choses que nous avons faites. La France, l'Europe sont toujours à vos côtés et en Europe, on a eu 750 milliards d'euro dans le cadre du plan économique contre la crise de Covid. Le Président Macron a organisé à Paris un sommet sur le financement des économies africaines. Les Droits de Tirage Spéciaux ont été une volonté des Présidents de la France, de l'Europe, de l'Afrique de faire avancer et de faire bouger tout le monde. Et là on est au rendez-vous parce que la France par exemple a réalloué 30% des DTS et on a fait appel partout où je suis allée mener le plaidoyer, pour que les autres continuent à réallouer. Vous voyez par exemple pour l'environnement, on a maintenant la Cop 27, on travaille avec le Sénégal et les différents pays africains pour voir comment on peut les accompagner pour avoir accès à l'énergie et une transition juste tout en respectant l'environnement car les défis de la planète nous concernent tous. C'est ce type de partenariat que nous portons et je suis très fière de le porter comme Ministre de la

République française, comme une Européenne et je vois que c'est l'unique solution dans un monde où chacun a un rôle, dans un monde où on est tous interdépendants.

En ce qui concerne en particulier notre sous-région, le message qu'il nous a confié pour que nous le délivrions ici, dans cette auguste assemblée et en sa qualité de président en exercice de la CEDEAO, est : la recrudescence d'incivilités politiques, qui se traduit par les changements de régime par des coups d'Etat est également ce qui a facilité la propagation du terrorisme. Il a également parlé des crimes transnationaux, de trafics de stupéfiants et du trafic illégal d'armes, tous les éléments qui ne concourent pas à l'instabilité de la sous-région de la CEDEAO.

Donc la paix et la stabilité internationales ont un impact sur notre sous-région et sur notre continent africain.

### **Madame Anne Marie DIAS BORGES**

*Monsieur le Ministre KENJI, pouvez-vous nous parler de la TICAD et de ses objectifs ?*



### **Monsieur Yamada KENJI**

Merci beaucoup, la TICAD a été lancée par le Japon en 1993 comme je l'ai dit comme forum pionnier sur le développement africain. Ce forum s'est tenu huit fois. La TICAD plaide pour l'importance de l'appropriation par les pays africains et plaide aussi pour le partenariat par la communauté internationale dans le développement de l'Afrique. La Paix et la stabilité ont été deux des trois piliers de la TICAD et constituent un domaine important avec la coopération japonaise avec l'Afrique, en plus de l'appui direct à la prévention des conflits, à la médiation, à la conciliation. Le Japon contribue de manière active au développement des peuples et aux mécanismes par le développement des ressources humaines et par le renforcement des institutions comme initiative à moyen et long terme.



# Panel de haut niveau

En août de cette année, le Japon a organisé la TICAD en Tunisie coprésidée par le Président Macky SALL en sa qualité de Président de l'UA a exprimé son engagement à promouvoir davantage ses efforts sur la base de la nouvelle approche pour la paix et la sécurité en Afrique.

## Madame Anne Marie DIAS BORGES

*Excellence Monsieur le Président NEVES, qu'en est-il des attentes des pays insulaires comme le Cabo Verde face aux défis des changements climatiques.*

## S.E.M. José Maria Pereira NEVES



Le Cabo Verde est un petit Etat insulaire en voie de développement. Il y a trente-huit (38) Etats membres des Nations Unies qui sont de petits insulaires en développement. Dans notre région, nous avons le Cabo Verde et la Guinée-Bissau, mais au niveau du continent africain nous avons d'autres petits Etats insulaires en développement qui sont des Etats avec des caractéristiques spéciales. Au cours d'un sommet en 1992, ces groupes de pays ont été considérés par les Nations Unies pour qu'ils puissent avoir des traitements spéciaux. Les pays insulaires en développement ont beaucoup de contraintes qui rendent difficiles leur développement. Ce sont des territoires fragmentés, dispersés et les coûts élevés des infrastructures font qu'ils ont une capacité très réduite pour leur autofinancement. Ils ont de petites marges d'endettement et les petits pays insulaires en développement sont dans les océans et cette dimension crée des préoccupations, des inquiétudes en ce qui concerne les changements climatiques.

Nous au Cabo Verde, nous sommes neuf (9) îles dans l'Océan atlantique. Naturellement, nous sommes exposés non seulement à la montée des eaux, à la pollution et nous voulons dans le cadre des conférences internationales que la

question de la vulnérabilité des pays insulaires soit considérée. Il est évident que les Nations Unies travaillent à travers un groupe de haut niveau et multidimensionnel et nous espérons qu'il ait un consensus au niveau de l'ONU autour de cette question pour qu'on prête une attention particulière aux pays insulaires pour qu'ils puissent faire face aux problèmes de changement climatique et pour qu'ils puissent aussi faire face également à la question du financement. C'est pourquoi les petits pays insulaires sont favorables au multilatéralisme dans la coopération pour mobiliser les partenariats internationaux suffisants pour le financement de leur développement d'une part, le développement inclusif, le développement durable et qui soit viable et d'autres espaces multilatéraux en plus des Nations Unies pour que nous puissions faire face aux changements climatiques.

D'autre part, les petits pays insulaires en voie de développement considèrent qu'il est essentiel que la communauté internationale soit plus attentive aux vulnérabilités économiques et sociales des petits pays insulaires et là aussi, nous avons l'Océan atlantique, l'Océan indien. Dans le Sud de la mer de Chine, ce sont également de petits pays en voie de développement. Nous devons mériter de la part de l'UA une attention particulière pour que nous puissions faire face au changement climatique et aux défis de développement. C'est seulement à travers un développement durable que nous pourrons faire face aux défis du changement climatique de façon globale.

## Monsieur Cheikh YVHANE

*Excellence Macky SALL, vous avez évoqué il y a quelques minutes la nécessité de la conjugaison des efforts des Etats. Votre homologue angolais vous a aussi emboîté le pas, Madame ZACHAROPOULOU a parlé d'interconnexion des Etats. C'est bien la preuve que la question de la paix et la sécurité ne peut être envisagée à la seule échelle des différents pays pris isolément. Ce qui m'amène à ouvrir le chapitre de la coopération internationale, on vous voit au quotidien défendre les intérêts de l'Afrique sur des questions internationales, la*





question qu'on se pose légitimement est : quels sont aujourd'hui les défis qui se posent pour que ces revendications soient prises en compte ?



**S.E.M. Macky SALL**

Merci beaucoup. Alors je voudrais dire que l'Afrique fait partie du monde on le sait c'est une évidence. Nous devons avoir des interactions positives entre les différentes parties du monde, les différents continents. Nous sommes en réalité interdépendants et depuis la fin de 2<sup>de</sup> Guerre Mondiale (GM), nous avons bâti un système autour du multilatéralisme et de la complémentarité et ce système ne devrait pas être aujourd'hui remis en cause.

S'il est remis en cause, c'est parce qu'il est soit inadapté, parce que les règles qui gouvernent le système sont en déphasage avec la réalité du système lui-même.

Je prends l'exemple des Nations Unies, après la 2<sup>de</sup> guerre mondiale, les pays qui ont gagné la guerre ont lancé les institutions de Bretton Woods, la création de l'ONU, défini les règles et mis en place les organes de gouvernance, dont le plus important est le Conseil de Sécurité. Alors on a des pays qui ont des statuts bien particuliers, ce sont les membres permanents avec droit de veto ; c'est une résultante de la 2<sup>de</sup> guerre mondiale. Près de 80 ans après, on garde les mêmes règles alors que le nombre des pays membres a été multiplié par trois (3), puisque toutes les anciennes colonies sont devenues quasiment toutes indépendantes en sont membres de droit.

Ils doivent avoir sinon les mêmes droits ou au moins être représentés de façon équitable et juste. Il en est de même des institutions de Bretton Woods ; nous parlons de la réallocation parce qu'il y a eu l'allocation c'est à dire les droits de tous les pays et ce sont des droits tellement faibles parce que lorsqu'il s'est agi d'instituer ces institutions, le FMI et la BM, et toutes ces institutions qui gouvernent le monde aujourd'hui au plan économique et financier ont des règles et des quotas qui ont été fixés à

l'époque qui font que des pays comme les Etats-Unis à eux tous seuls font plus de 25% du pouvoir du FMI, les pays développés réunis font presque 80% voire 90% du pouvoir de décision. Donc les droits de tirage quand on voit leur répartition, on se rend compte que sur une échelle de six cent cinquante (650) milliards, l'émission qui a été faite, c'est un exemple, l'Afrique n'a eu droit qu'à 33 milliards dont 23 pour l'Afrique subsaharienne.

Voilà la réalité du monde ; nous disons qu'il faut avoir le courage de faire des réformes. Nous savons que les réformes sont toujours difficiles ; elles font peur parce que ceux qui sont dans le confort de l'existant ont toujours peur de plonger et si nous ne plongeons pas nous allons vers l'inconnu.

Il faut réformer le système parce qu'il ne répond plus aux besoins actuels du monde. C'est pourquoi, ce que nous demandons ce n'est pas simplement une revendication, j'allais dire une révolution. Nous demandons simplement des réformes où le monde va travailler ensemble dans un partenariat juste et équitable. Cela suppose naturellement un changement de mentalité.

En 2022, nous ne sommes plus à l'ère coloniale, nous sommes en 2022 ; donc les pays, même s'ils sont pauvres, sont d'égale dignité. Il faut qu'on traite leurs problèmes avec le même respect.

L'Afrique n'est pas contre l'Ukraine. Il ne faut pas qu'on ait l'impression que les Africains sont insensibles à la situation de l'Ukraine. Ce n'est pas ça du tout. Nous l'avons dit : beaucoup de pays africains ont soutenu presque toutes les résolutions. D'autres ont soutenu à la carte, en fonction de leur compréhension des situations. Très peu en réalité ont voté contre ces résolutions en tant que pays africain. Mais les Africains disent qu'au même moment où l'Ukraine est en guerre, envahie, agressée, l'Afrique est permanemment agressée par le terrorisme international, par les maladies, par le manque de financement et nous demandons le changement des règles pour l'accès aux finances du monde pour nous permettre d'assurer le minimum qu'un pays doit assurer pour

# Panel de haut niveau

ses citoyens notamment, la sécurité, la santé, l'éducation, etc. C'est tout ce que l'Afrique demande. Et encore une fois, si cela est accepté, c'est pour le grand bénéfice de tout le monde parce qu'en ce moment, l'Afrique sera un acteur majeur de la mondialisation, un grand marché pour tout le monde et donc je crois que dans ces partenariats, nous allons travailler de façon vraiment positive avec les grands partenaires développés du Nord.

L'accès, par exemple, au G20 de l'UA devait être fait depuis longtemps puisque je ne demande pas l'accès pour le Sénégal ou pour l'Angola ou pour l'Égypte, c'est pour toute l'Union Africaine, tout le continent qui fait deux mille six cent (2600) milliards de PIB annuel, ce qui en fait la 7<sup>ème</sup> économie mondiale. On parle des vingt (20) premières économies mondiales, nous sommes la 7<sup>ème</sup> et on est toujours invité et c'est quand ça dépend du pays. Si le pays n'est pas afro compatible, il faudra attendre la prochaine invitation.

Je dois remercier la France avec le Président Macron qui m'a déjà confirmé le soutien de son pays pour cette adhésion de l'UA au G20, je remercie le Président du Conseil Européen Charles Michel qui m'a écrit, je dois aussi remercier le Président de la République Populaire de Chine S.E.M. Xi Jinping qui non seulement m'a écrit pour soutenir mais également au nom de tous les BRICS+, je dois remercier aussi le Président Poutine qui m'a écrit pour donner le soutien de la Russie à cette adhésion, le soutien de l'Arabie Saoudite et d'autres pays membres du G20.

Je crois qu'à Bali, très prochainement, nous devons acter et ça va être un pas très important vers le multilatéralisme ressuscité. Après il restera bien sûr la réforme du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui doit aussi être actée. Il faut juste un peu plus de courage, un peu plus de solidarité. Moi je crois au multilatéralisme et je pense qu'il faut tout faire pour le préserver malgré la guerre en Ukraine. C'est pourquoi nous,

nous pensons après avoir condamné, cette guerre, qu'il faut quand même que les acteurs principaux se concertent, il faut que les gens se parlent, Américains, Européens, Russes et Ukrainiens avec la disponibilité des Africains, des Sud-américains, de l'Inde et de tous ces pays. Nous devons être capables d'arrêter cette guerre qui est en train de détruire le monde et après nous verrons qu'est-ce qu'il faut réparer parce qu'une guerre crée naturellement, des dommages et des dégâts notamment humains. Je vous remercie.

## Madame Anne Marie DIAS BORGES

*S'agissant de la coopération à l'échelle globale, j'aimerais revenir à vous, Prince Al-Saoud. Votre Pays est l'un des plus influents au Moyen Orient. J'aimerais vous demander, ceux qui selon vous, seraient les secteurs clés pour renforcer la coopération entre l'Afrique et le monde arabe.*



## Son Altesse Le Prince Faisal Bin Farhan AI-SAOUD

Je l'avais dit plus tôt, il y a d'énormes potentiels en Afrique et il y a évidemment des liens historiques forts entre le continent africain et le monde arabe. Nous avons besoin de construire une meilleure coopération qui reposerait sur ces liens historiques forts. Nous devons tel que je l'avais dit, nous concentrer sur la construction d'un partenariat solide qui apporte la prospérité durable au peuple africain et au peuple arabe.

L'un des domaines de cette coopération est sans doute celui des énergies renouvelables. L'un des dirigeants du panel a parlé tantôt de l'importance de l'accès à l'énergie pour booster le développement du continent. C'est un aspect essentiel. Pour faciliter cela et pour faire face au changement climatique, les énergies renouvelables devront constituer un aspect clé. Nous y voyons un grand potentiel pour l'Afrique et le Moyen Orient dans ce domaine surtout pour augmenter les échanges commerciaux entre le Royaume d'Arabie Saoudite et le continent africain. Au Royaume, nous avons une vision





2030 très ambitieuse qui cherche à diversifier notre économie et qui fasse en sorte que notre économie soit résiliente. Il y a beaucoup d'opportunités pour le faire.

Nous avons parlé des ressources minières et tout le potentiel derrière. Mais il faut que l'Afrique puisse capter l'ensemble de la chaîne de valeurs pour que les bénéficiaires des ressources en Afrique restent en Afrique. Nous devons donc renforcer notre partenariat et cette chaîne de valeurs en nouant des partenariats avec nos entreprises et industries. Telles sont les principales opportunités. Il faut donc s'appuyer sur le modèle de croissance économique de prospérité économique qui aura un impact sur l'ensemble du continent.

#### **Madame Anne Marie DIAS BORGES**

*Pour les secteurs clés, le mot clé, c'est la durabilité pour un partenariat gagnant-gagnant comme le Président Macky SALL l'a mentionné. Merci beaucoup.*

#### **Monsieur Cheikh YVHANE**

*Nous l'avons dit, votre pays préside la CEDEAO. La sous-région, on le sait, est secouée par la question du terrorisme ; comment vous appréhendez la lutte contre ce fléau ?*



#### **Monsieur Mario Soares SAMBU**

Merci beaucoup encore une fois. C'est une question qui figure à l'agenda de la Guinée Bissau en tant que président en exercice de la CEDEAO. La question de la paix et de stabilité dans la sous-région et les changements de régime par des voies non souhaitables. Ce fut le cas en Guinée Conakry, au Burkina Faso. La question du terrorisme est une question qui a évolué de façon graduelle dans notre sous-région. La coopération internationale est un élément fondamental dans ce processus. Les pays doivent compter sur leurs efforts internes mais également sur la coopération des autres pays pour faire face à ce fléau, parce que si nous gardons le statut quo, il serait difficile de garantir

un développement durable souhaité par nos populations.

Il est important de mettre l'accent sur la mutualisation des ressources pour que nous puissions faire face à ce fléau. En insistant sur cette question, auprès de nos partenaires. En capacitant nos Forces de Défense et de Sécurité, nous allons pouvoir freiner l'évolution du terrorisme et du djihadisme dans notre sous-région, merci.

#### **Madame Anne Marie DIAS BORGES**

*Excellence, en ce qui concerne la sécurité, vous travaillez de manière ardue pour la fin des conflits dans la région des Grands-Lacs. Quelles sont les perspectives à moyen et long terme ?*



#### **S.E.M. Joao Manuel Gonçalves LOURENÇO**

En effet, nous travaillons depuis quelques temps de manière très ardue pour qu'on puisse passer à la région l'expérience de l'Angola qui a eu vingt-sept (27) années consécutives de conflit armé. On le dit souvent que c'est le conflit armé le plus long du monde. Pas seulement entre les frères angolais mais il y a aussi eu des interventions militaires étrangères des pays voisins tant au sud qu'au nord de notre pays.

Néanmoins, nous avons réussi à surmonter cette longue nuit qui a vraiment causé beaucoup de dégâts et de désolation dans notre pays.

Nous avons fait la paix avec ceux qui étaient en effet parties de ce conflit. Et aujourd'hui, ce sont ces mêmes gens avec lesquels on vit ensemble en tant que frères angolais de manière normale. Depuis 2002, il y a de cela vingt (20) ans que l'Angola vit une situation de paix et stabilité et de réconciliation entre les frères qui étaient en conflit.

C'est fort de ce succès que nous cherchons à aider nos frères des pays voisins, de la région des Grands-Lacs et des régions centrale et australe



# Panel de haut niveau

de l'Afrique, les pays qui ont des problèmes de sécurité dans leur pays. Pas seulement tenant compte du terrorisme mais aussi des conflits entre les pays voisins qui se disputent des richesses naturelles ou même des problèmes sécuritaires liés à la délimitation des frontières que les colons ont laissés.

Nous faisons des efforts pour rétablir la paix en République centrafricaine. Nous sommes optimistes parce que la pratique dit que la situation qui prévalait il y a 3, 4 ans en RCA que le mouvement rebelle était à l'entrée de la capitale Bangui, aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Grâce à un accord conclu avec eux sur le soutien de la CIRGL et des conférences successives à Luanda, ils ont accepté de déposer les armes de manière définitive. En principe, même ceux qui sont réticents ne remettent pas totalement en cause le cadre que nous accompagnons. Nous avons ici dans la salle une représentante du gouvernement de la RCA qui pourra bel et bien confirmer ce que nous faisons.

De la même manière, l'Angola s'est engagé entre deux pays frères, le Rwanda et l'Ouganda. Nous avons tenu plusieurs sommets à Luanda et ailleurs. Le sommet de Luanda a conduit à un sommet qui de manière courageuse a été réalisé à la ligne frontière entre les deux pays. Nous sommes allés à la localité du Gatuna Gatuna qui est un point frontalier entre les deux pays et les deux chefs d'Etat en présence du Président facilitateur, l'Angola et le Président Tshisekedi. Nous avons travaillé pour que le rétablissement des relations entre les deux pays puisse avoir lieu.

Depuis quelques mois, nous travaillons sur le différend entre la RDC et le Rwanda. Comme vous le savez, il y a un mouvement rebelle, le M23 qui était désactivé. Il a resurgi, nous ne savons comment et est en train d'être un facteur majeur entre le Rwanda et la RDC. Au sommet de Luanda, nous avons réussi quelques jours après, grâce à notre médiation, à garantir l'échange des

prisonniers entre les deux pays.

Nous œuvrons à renforcer la confiance nécessaire entre les leaders des deux pays. La commission mixte bilatérale entre les deux pays se réunit en règle générale dans un pays ou l'autre mais n'a pu se réunir, depuis plus de dix ans. Nous avons fait en sorte que les deux pays puissent constituer une commission mixte RDC-Rwanda à Luanda en Angola.

Tout cela nous amène à conclure qu'il y a de bonnes perspectives. Il serait prématuré de dire que la paix est revenue de manière définitive entre la RDC et le Rwanda mais, nous sommes tout près de réussir à le faire et nous croyons que nous réussirons à rétablir la paix à cette frontière. En dehors de ces efforts, les pays de la Communauté des pays de l'Afrique de l'Est qui se sont réunis à Nairobi, ont fait des efforts dans le même sens. Nous convenons des rencontres dans les capitales de Luanda et de Nairobi pour qu'on puisse constituer une force d'interposition des pays de la Communauté des pays de l'Afrique de l'Est. Avec le Président Macky SALL, nos pays, le Sénégal et l'Angola, ont contribué financièrement pour la constitution de cette force. Nous avons créé un mécanisme *ad hoc* de vérification à la frontière commune entre ces deux pays. Il s'agit d'un mécanisme qui a à sa tête un Général angolais qui est à Goma en RDC. Tout cela nous amène à conclure que nous sommes sur la bonne voie. Nous n'avons qu'à continuer à suivre ces pas pour avoir la conclusion.

Dans la région de la SADC, nous avons un seul conflit mais il y a la situation qui prévaut au Nord-Est du Mozambique. C'est une situation d'instabilité qui tient compte des interventions d'un mouvement fondamentaliste et qui a comme objectif l'intention de rendre difficile l'exploitation de puits de gaz que la province de Cap Delgado au Mozambique. Il existe déjà un contrat avec une multinationale de pétrole qui était censée en commencer l'exploitation. C'est le plus grand puits de pétrole en Afrique,





l'un des plus grands au monde. N'eut été ce conflit, avec la guerre en Ukraine, ce puits aurait pu être exploité. Malheureusement, le projet d'exploitation n'a pas encore commencé. Mais il y a un effort de la SADC, du Rwanda de l'Angola avec des troupes sur le terrain qui combattent ces insurgés au Cap Delgado. L'Angola contribue avec le transport des troupes aéroportées et des moyens pour projeter les forces de la SADC vers la région affectée.

Je conclus et je résume : il y a des perspectives de paix tant dans la région de la SADC que celle des Grands-Lacs. Ce sont de bonnes perspectives parce que nous croyons en la bonne volonté de tous afin qu'on puisse mettre nos énergies dans quelque chose de plus utile, dans le développement économique et social de nos pays, merci beaucoup.

### Monsieur Cheikh YVHANE

*Madame ZACHAROPOULOU, la France a annoncé une nouvelle stratégie dans la région du Sahel, relativement à la question du terrorisme. Est ce qu'on peut en connaître les piliers ? C'est un sujet plus que d'actualité.*



### Madame Chrysoula ZACHAROPOULOU

Tout d'abord, pour répondre à votre question, c'est toujours indispensable de rappeler qu'en 2013, la France, ensuite les Européens sont venus à la demande d'un Etat, le Mali et la CEDEAO, pour empêcher l'effondrement du Mali et la création d'un Califat comme au Levant. Ça, c'est très important.

Ensuite, notre action ces dernières années a permis de consolider la sécurité dans plusieurs pays mais en soutien à l'action des États notamment au Niger et dans certains pays du golfe de Guinée.

Au contraire, dans les territoires où l'Etat ne reprend pas la main pour prolonger l'action militaire par une action civile et politique, les groupes terroristes reviennent et prospèrent.

Aujourd'hui, vous voyez que la menace

malheureusement reste très forte comme nous l'avons aussi vu hier au Niger et en Somalie et cette menace évolue et cherche à s'étendre au Sahel vers le sud vers les pays du golfe de Guinée.

Ces défis nécessitent une adaptation et une réorganisation de notre action collective. Comme l'avait annoncé le Président Emmanuel Macron dès juillet 2021, la France continue et reste pleinement engagée pour la lutte contre le terrorisme aux côtés des pays africains. Parce qu'aujourd'hui, nous ne voulons pas d'une politique de substitution aux armées ni une substitution à l'administration nationale comme nous l'avons fait au Mali parce que sinon, nous nous retrouvons comptables des échecs qui ne sont pas les nôtres.

Cette nouvelle stratégie comme vous dites, c'est que nous venons en appui des États qui prennent quand même leur responsabilité. Nous venons en soutien aux Etats qui veulent vraiment consolider leurs zones fragiles. Nous soutenons les États qui agissent en même temps sur le plan sécuritaire et celui du développement. Nous venons en soutien, je le répète, en soutien. Nous l'avons fait avec le Bénin, la CEDEAO, avec l'initiative d'Accra, avec le Sénégal, le Niger, la Côte d'Ivoire pour renforcer les armées locales.

Dans le même temps, au cœur de notre stratégie, c'est la politique du développement que je suis très fière de porter au sein du gouvernement parce que nous construisons avec les États partenaires, des solutions au service de leurs populations. Vous voyez donc que notre politique du développement c'est aussi une politique de sécurité et de paix, merci beaucoup.

### Madame Anne Marie DIAS BORGES

*Monsieur le Président LOURENCO, le terrorisme n'épargne pas l'Afrique australe, quelles réponses à l'avancée du terrorisme dans la région ?*

# Panel de haut niveau



**S.E.M. Joao Manuel Gonçalves LOURENÇO**

Je disais que nous avons le conflit mozambicain qui n'est pas encore résolu dans la région de la SADC. Il nous faut l'union de tous les États membres. Nous sommes tous engagés dans la lutte contre le terrorisme au Mozambique et nous pensons que s'il y a une instabilité dans un pays, cela affecte toute la région. Ce qui nous pousse à travailler à éradiquer le terrorisme dans la région.

L'Afrique australe n'est pas la pire région du continent. La plus grande préoccupation c'est la région du Sahel, les pays du Sahel, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad. C'est surtout au niveau de cette région que vous devons consacrer notre plus grande attention sans en exclure d'autres régions du continent telles que l'Afrique australe, la corne de l'Afrique, la Somalie, le Kenya...

Pour que toutes ces populations puissent vivre en paix, il nous faut considérer le continent comme unique, c'est un seul continent. Mais présentement, nous pensons que la région la plus préoccupante, c'est la région du Sahel. Ce que nous devrions faire c'est continuer à unir les forces militaires africaines et tous les types de ressources politique, militaire, économique pour faire face à ce phénomène qui est en train de gangrener notre continent.

Cette situation pousse nos jeunes à immigrer en Europe. Le fait de rêver de l'Eldorado fait beaucoup de morts en Méditerranée sans conflit, sans guerre sur notre continent. Si nous pensons au développement, à l'industrialisation de notre continent, à l'exploitation de nos matières premières, nous pensons que nous parviendrons à retenir nos jeunes sur le continent pour travailler et créer les conditions pour que nos jeunes n'aillent pas ailleurs.

## **Madame Anne Marie DIAS BORGES**

*Merci votre Excellence. C'était important de mentionner cette relation entre le terrorisme et le développement.*

## **Monsieur Cheick YVHANE**

*Nous avons ouvert ce panel de haut niveau avec le Président Macky SALL. Nous le refermerons avec le Président Macky SALL. Quelles sont les solutions face aux défis du maintien de la paix dans un contexte de lutte contre le terrorisme ?*



## **S.E.M. Macky SALL**

Merci beaucoup. D'abord permettez-moi encore une fois de remercier le Président LOURENÇO, le Président NEVES ainsi que tous nos hôtes ici sur le présidium mais également tous ceux qui sont dans la salle qui rehaussent par cette présence ce forum de Dakar sur la paix et la sécurité, *Muito obrigado, merci, Choukrane, Dieureudeuf* à tous.

Oui, pour apporter une solution, la lutte contre le terrorisme bien sûr, il n'y a pas une solution mais bien sûr, nous avons une batterie de solutions qui passent par la réforme de la doctrine des Nations unies à mon sens. Les Nations Unies sont un instrument très important. Je pense que c'est le Général De Gaulle qui parlait de ce machin mais c'est quand même un machin très utile, un machin qu'il faut réorganiser un peu. Et qu'il faut repenser parce que c'est vrai que les Nations unies font la promotion de la paix. Donc elles sont automatiquement bloquées par ce fait. L'ONU dit qu'elle n'est pas là pour faire la guerre. S'il faut faire la guerre contre le terrorisme, les Nations unies devraient être capables de faire ce changement, de modifier les règles. Nous l'avons vu au Congo, vous l'avez dit M. le Président, lorsque le M23 à un moment donné, a constitué un véritable problème, on a changé avec un mandat robuste qui a été donné à la mission du Congo avec des hélicoptères d'attaque, des capacités offensives qui ont permis à un moment donné de régler le problème.

Nous pensons que l'argent dépensé dans le





département du maintien de la paix, en moyenne c'est 7 milliards de \$ par an. 7 milliards de \$ dont presque 80% se font sur le continent africain. C'est plus de 5,6 à 6 milliards de dollars. Si l'Afrique avait juste un milliard de \$ par an, les armées nationales avec leur partenariat avec certains pays pourraient apporter une réponse beaucoup plus significative, beaucoup plus efficace dans la lutte contre le terrorisme. Donc, pour nous, le problème, c'est le financement de la lutte. Les pays africains ont des armées engagées qui peuvent se battre et nous devons nous battre pour la sécurité du continent. Nous devons mourir sur le continent pour la défense de son indépendance, pour la sécurité de nos populations, c'est normal. Mais nos États ont tellement de priorités. On l'a vu sur l'éducation, sur la santé, sur les infrastructures que, assurer des dépenses militaires sur une longue période n'est pas à la hauteur de nos capacités. Il faut donc combiner les efforts internes du continent d'où l'effort aussi pour nos pays de comprendre qu'il faut faire un peu plus d'effort sur la sécurité et la défense dans les budgets nationaux.

Dans les budgets nationaux, faire un plus grand effort au moins autour de 4%-5% du PIB est devenu une nécessité absolue. Parce que si on ne le fait pas, ce qui va arriver c'est que lorsque le pays sera véritablement agressé au point de s'effondrer, c'est plus de 25%, 30 % du budget annuel qui est consacré. Il faut donc prévenir, anticiper, mettre à peu près 4%, 5% de PIB.

Évidemment, cela nécessite des discussions avec le FMI, avec les partenaires internationaux parce que la sécurité est devenue un intrant fondamental pour la stabilité du continent. Mais il faut également que les partenaires accompagnent l'Afrique dans le financement du Fonds de la Paix de l'UA, pour le moment qui est

alimenté à hauteur de 285 millions de \$ à 300 millions pour l'ensemble du continent.

Et nous avons eu tout à l'heure une petite revue et je remercie le Président LOURENCO sur la revue par rapport à l'Afrique australe et à l'Afrique de l'Est. Mais quid de l'Afrique centrale, de la corne de l'Afrique, du bassin du Lac Tchad, du Nigeria avec Boko Haram, du Sahel avec le Mali, le Burkina Faso, le Niger, des pays côtiers du golfe de Guinée, la situation en Libye qui se prolonge au Sahel ? Donc c'est énormément de crises qui nécessitent beaucoup de ressources. Et ces ressources doivent faire l'objet d'une plus grande solidarité, d'un partenariat qui permettra, j'en suis sûr, avec les efforts internes de mettre hors d'état de nuire le terrorisme international sur le continent africain. Et nous ne devons pas accepter que l'Afrique reste le ventre mou dans la lutte contre le terrorisme international. On a vaincu l'état islamique en Syrie, en Irak, aujourd'hui il n'est pas acceptable que l'Afrique soit le berceau qui va accueillir et qui va couvrir le terrorisme international. Donc je crois que c'est par le partenariat, l'effort collectif africain et l'effort de chaque pays. C'est comme le championnat du monde. Aujourd'hui, on va vers la coupe du monde. Si on n'a pas de bonnes équipes nationales, on n'aura pas une coupe du monde qui a un niveau relevé. Il faut que les pays aient déjà un minimum de capacités pour permettre à l'Afrique d'avoir des capacités minimales pour faire face à ce terrorisme. Je vous remercie de votre aimable attention.

# Programme





**Lundi 24 octobre 2022**

## **2<sup>ème</sup> demi-journée**

**Plénière 1**

**« Autonomisation stratégique du continent dans le domaine de la sécurité »**

**Atelier 1**

**« Réformer le secteur de la sécurité en Afrique : quelles réponses aux défis capacitaires des Armées ? »**

**Atelier 2**

**« Quelles solutions face à l'expansion de l'extrémisme violent : entre approches collectives et réponses nationales ? »**

**Atelier 3**

**« Les réponses communautaires aux défis de stabilité »**

# Programme



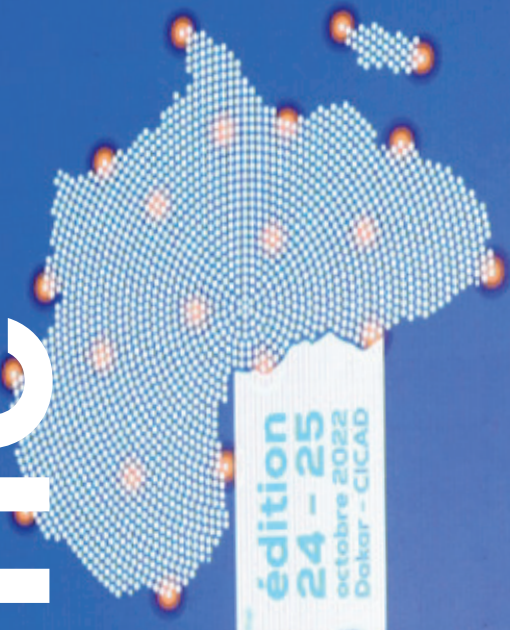
**Forum International de Dakar**

sur la Paix et la Sécurité en Afrique

**Dakar International Forum**

on Peace and Security in Africa

L'Afrique à l'épreuve des chocs exogènes:  
Défis de stabilité et de souverainetés



**8**  
édition  
24 - 25  
octobre 2022  
Dakar - CICAD

**L'Afrique à l'épreuve des chocs exogènes:  
Défis de stabilité et de souverainetés**





**Lundi 24 octobre 2022**

**14H45  
16H15**

*Centre International  
de Conférences  
Abdou Diouf*

## **Plénière 1**

# **Automatisation stratégique du continent dans le domaine de la sécurité**

**Modérateur : Monsieur Mamane SIDIKOU**

**Haut Représentant de l'Union africaine pour le Sahel**

### **Intervenants**

**S.E. Mme Sylvie Baipo TEMON**

*Ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Centrafricains  
de l'étranger, Centrafrique*

**Madame Chidi BLYDEN**

*Sous-Secrétaire à la Défense , USA*

**Monsieur Francisco ANDRE**

*Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Portugal*

**Docteur Omar Alieu TOURAY**

*Président de la Commission CEDEAO*

**Monsieur Abdou ABARRY**

*Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, Chef du  
BINUCA*

**Madame Emmanuela Claudia DEL RE**

*Représentante spéciale de l'Union Européenne pour le Sahel*

*« Il urge de réagir efficacement parce que notre case brûle.  
A toute situation exceptionnelle, des réponses exceptionnelles ».*

**Mamane SIDIKOU**

## Plénière 1

# Automatisation stratégique du continent dans le domaine de la sécurité

Modérateur : **Monsieur Mamane SIDIKOU Haut Représentant de l'Union africaine pour le Sahel**

Pour faire face à l'insécurité en Afrique, il s'avère urgent de développer une autonomisation stratégique du continent africain. Cependant, cette injonction pressante ne doit pas occulter la nécessité d'une démarche prospective adossée à une analyse lucide du contexte, une vision stratégique, des piliers viables et des objectifs opérationnels. C'est à cet exercice que se sont prêtés de fort belle manière les panélistes.

### Diagnostic lucide d'une situation complexe

Les pays africains ne constituent pas un ensemble ayant les mêmes caractéristiques que ce soit sur le plan de l'histoire, de la géographie, de la démographie, de la culture ou de l'économie. Et pourtant, ils sont globalement considérés comme un ensemble homogène, ce qui rend d'autant plus difficile, la réflexion stratégique sur l'autonomisation du continent en matière de sécurité.

Il s'avère donc nécessaire de prendre en compte toute la complexité de la situation sécuritaire à **travers les sources d'insécurité, les alliances et partenariats, les enjeux et les défis.**

La plénière a d'abord diagnostiqué les principales sources de l'insécurité en Afrique. Particulièrement :

- le terrorisme et l'extrémisme violent;
- la rébellion armée;
- les changements inconstitutionnels de gouvernements;
- les conflits communautaires;
- les changements climatiques et écologiques;
- la criminalité transnationale organisée;
- la piraterie maritime.

Il s'y ajoute une huitième source potentielle constituée par les fake news (infox) qui peuvent conduire à l'instrumentalisation de l'extrémisme violent.

Cependant, les contextes sécuritaires diffèrent

selon les zones et les pays chacun exigeant des réponses spécifiques. Pour le cas du Sahel par exemple, sa stabilité exige la prise en compte de toute la complexité des menaces, afin de permettre aux pays de cet espace, d'effectuer des demandes précises auxquelles il faut apporter des réponses pertinentes.

De ce fait, il est très complexe de parler du binôme sécurité-stabilité au regard du contexte sécuritaire africain actuel.

Ceci est d'autant plus difficile que les alliances et les partenariats doivent évoluer. Le partenariat traditionnel de l'Afrique en matière de sécurité fait de plus en plus l'objet de critiques en raison d'une part, de résultats mitigés du fait de la montée en puissance de l'extrémisme violent et du terrorisme, d'autre part à cause de l'inadaptation des modèles d'interventions, du développement d'une société civile critique et enfin, du fait que les populations s'intéressent davantage à la gouvernance de la sécurité.

Les pays africains développent, parallèlement, une tendance forte à s'ouvrir à de nouveaux acteurs qui sont essentiellement des pays émergents. Cependant, force est de constater que la coopération intra-africaine reste encore faible.

Face à cette situation complexe, se posent des questions stratégiques sur le rôle des pays africains dans la reconfiguration de la géopolitique mondiale sous forme d'enjeux et de défis d'autonomisation stratégique. Elles sont appréhendées grâce à une vision, des valeurs, des piliers ainsi que des axes opérationnels.

### Quelles vision et valeurs pour une autonomisation stratégique ?

- Les trois (03) éléments clés pour l'autonomisation stratégique du continent en matière de sécurité tournent autour des valeurs telles le savoir, la gouvernance,



l'éthique et surtout la solidarité. Cette dernière passe par une intensification du dialogue entre les pays et une plus forte inclusion de toutes les parties prenantes y compris les communautés.

- Elle se fonde ensuite, sur une vision endogène de la sécurité par une Afrique solidaire et au service de l'humanité. En effet, les panélistes pensent non seulement que l'Afrique peut produire des solutions viables pour son autonomisation stratégique en matière de sécurité à travers un partenariat renforcé avec les partenaires classiques et ouverts aux autres puissances mais, que ces modèles peuvent être valorisés dans le reste du monde.
- Enfin, en fonction des besoins et des objectifs, cette vision s'appuiera pour plus d'efficacité sur des axes stratégiques à court, moyen ou long terme.

### **Les axes stratégiques et opérationnels de l'autonomisation**

Deux (02) axes stratégiques ressortent principalement des interventions, notamment un modèle innovant et décomplexé de coopération et un financement endogène de l'autonomisation.

### **Un modèle innovant et décomplexé de coopération**

Il existe une impérieuse nécessité de revoir la coopération entre l'Afrique et ses partenaires. Il s'agit d'effectuer une revue de la coopération afin qu'elle soit plus équitable et plus équilibrée pour l'Afrique.

Selon les propositions des partenaires, les atouts, les contraintes, des engagements forts peuvent être pris.

**En ce qui concerne l'Union européenne**, elle reste un partenaire classique de l'Afrique dont la fiabilité et la stabilité ne souffrent d'aucun doute. La coopération de l'UE se focalise sur la gouvernance, la stratégie à long terme et la durabilité des solutions proposées. Elle soutient néanmoins, la présence des autres acteurs sur le continent africain.

De manière plus spécifique, la coopération bilatérale apporte des particularités comme c'est le cas avec le Portugal. Il entretient une coopération militaire ancienne avec plusieurs armées africaines. Le Portugal s'est engagé dans un processus de perfectionnement des réponses aux défis sécuritaires de l'Afrique à travers, une approche originale centrée sur la flexibilité

et la combinaison de l'intervention autour du triptyque paix-sécurité-appui humanitaire.

*« La paix c'est une urgence. ». Emmanuela Claudia Del RE*

**En ce qui concerne la coopération avec les Etats-Unis d'Amérique (USA)**, elle se restructure autour d'un repositionnement et d'un renouvellement de leur approche en Afrique à travers, la mise en œuvre d'un document stratégique. Il inclut les priorités des USA en Afrique avec leurs alliés dans le domaine de la sécurité. La coopération progresse aussi autour d'une restructuration du Département de la Défense en Défense diplomatique.

Elle s'opère dans différents domaines tels que :

- le renforcement des capacités des africains ;
- la synergie des opérations avec ses partenaires à des solutions africaines (USAID, etc.) ;
- la promotion d'un cadre fructueux d'échanges avec l'Afrique ;
- le renforcement de l'influence des pays africains dans les contextes de crise ;
- en tant que membre du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU), le soutien à l'Afrique pour l'obtention d'une place de membre permanent ;
- la reconnaissance à l'Afrique de développer de manière autonome et souveraine, des solutions pertinentes à ses problèmes sécuritaires.

« L'Afrique a une solution de force de souveraineté à travers l'Union Africaine ».

### **Un financement endogène de l'autonomisation**

Cet axe se justifie par les risques d'ingérence et de substitution extérieure en cas de dépendance sécuritaire et la nécessité de la gestion autonome d'un secteur de souveraineté.

Il se bâtit autour de deux (02) éléments essentiels à savoir : l'identification de sources de financement du secteur de la sécurité et la mutualisation des forces.

*« Il faut bâtir un continent qui se suffit à lui-même, car il ne faut pas créer les conditions pour que celui qui nous soutient, nous remplace ». Abdou ABARRY*

## En conclusion

La problématique de la réponse aux défis sécuritaires en Afrique n'est pas à considérer uniquement en termes de financement, mais elle est avant tout, une question de volonté. Il faut donc, travailler pour des solutions équitables, équilibrées et efficaces pour tous.

L'Afrique attend que les solutions à ses problèmes viennent d'ailleurs et pourtant c'est un continent d'opportunités (jeunesse de sa population, disponibilité des ressources naturelles, etc.).

Sous ce rapport, les Etats africains ont désormais, l'obligation de financer leur sécurité tout au moins une partie et ne plus tout attendre des partenaires extérieurs. Ils doivent mutualiser leurs forces. En effet, ce n'est que dans cette optique, que les africains seront en mesure de concevoir et de mettre en œuvre leurs solutions en fonction de leurs besoins.

Les panélistes ont convenu qu'il faut, certes, une solidarité intra-africaine plus agissante mais également, une coopération de l'Afrique avec ses partenaires qui soit plus équitable et équilibrée.

Les stratégies africaines des partenaires s'élaborent avec un critère de pertinence, c'est-à-dire, à partir des besoins propres aux pays africains ; ainsi la plupart des partenaires présents ont réaffirmé leur volonté d'accompagner le continent dans la recherche de solutions endogènes.

L'autonomisation stratégique repose aussi, sur des réformes profondes du système des Nations Unies parmi lesquelles la place à accorder à l'Afrique au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU).

A l'issue de cette plénière, plusieurs recommandations ont été faites parmi lesquelles :

- S'abstenir de déléguer sa sécurité car, elle ne se délègue pas ni ne se sous traite : les Africains doivent contribuer au financement de la sécurité du continent ;
- Encourager les solutions locales (dialogue entre les différents acteurs, médiation des chefs traditionnels, femmes, jeunes) et établir des relations de confiance entre civils et militaires ;
- Avoir une approche intégrée en termes de réformes structurelles (formation, renseignement) ;
- Affirmer la vision africaine par rapport aux

crises en cours (conflit russo -ukrainien) et refuser de faire les guerres par procuration sur notre continent ;

- Bâtir une résilience car toutes les crises dans le monde interpellent l'Afrique ainsi que la conscience de la communauté internationale.

*« Pour le financement de ses armées, l'Afrique doit apprendre à compter sur elle-même ». Abdou ABARRY*



# ATELLIER 1





**Lundi 24 octobre 2022**

**15H45  
17H45**

*Centre International  
de Conférences  
Abdou Diouf*

## **Atelier 1**

# **« Réformer le secteur de la sécurité en Afrique : quelles réponses aux défis capacitaires des Armées ? »**

**Modérateur** : Monsieur Ahmédou OULD-ABDALLAH

*Président du Centre pour la Stratégie et la Sécurité dans le Sahel Sahara (Centre 4S) étrangères, France*

### **Intervenants**

Madame Jocelyne NAHIMANA  
*Experte en RSS (Commission de l'Union Africaine)*

Madame Niagalé BAGAYOKO (PhD)  
*African Security Sector Network Chair (ASSN)*

Monsieur Philippe BOUTINAUD, Général (2S)  
*Conseiller sécurité et stratégie du Directeur du DCAF-Genève*

Général Aly Badara BASSANTE  
*(Ministère de La Défense de la Côte d'Ivoire)*

### **Discutant**

Monsieur Hervé TEMPOREL  
*Général (2S) Direction des Opérations, Conseiller Défense (Expertise France)*



## Atelier 1

# Réformer le secteur de la sécurité en Afrique : quelles réponses aux défis capacitaires des Armées ?

**Modérateur** : Monsieur Ahmédou OULD-ABDALLAH, Président du Centre pour la Stratégie et la Sécurité dans le Sahel Sahara (Centre 4S) étrangères, France

*L'atelier 1 intitulé « Autonomisation stratégique du continent dans le domaine de la sécurité » a pour ambition de proposer des réponses réalistes aux défis capacitaires actuels des armées nationales africaines, dans le cadre d'une réforme du secteur de la sécurité.*

*C'est ainsi que les principaux intervenants ont été invités à se pencher sur les principaux défis capacitaires majeurs actuels des armées africaines face à une insécurité mutante menaçant directement la stabilité de plusieurs Etats. Il s'agissait aussi de réfléchir sur le modèle de Forces de Défense et de Sécurité (FDS) aptes à faire face aux multiples défis sécuritaires qui minent le continent. Les autres points de questionnement ont porté sur l'identification des approches (nationale et internationale) pour des réponses appropriées et durables aux déficits de capacité identifiés au niveau des armées nationales d'une part, et d'autre part aux difficultés récurrentes de financement des processus de RSS en Afrique.*

Ces deux dernières décennies ont été marquées par l'apparition de nouvelles formes de menaces à la paix et à la sécurité du continent africain telles l'expansion du terrorisme, les conflits inter et intra étatiques mais aussi la recrudescence de coups d'Etats et autres changements anti constitutionnels de gouvernement. Face à cela, il devient impératif pour les Etats africains, de mettre en place des moyens efficaces de lutte contre ces fléaux qui mettent en péril la paix, la stabilité et par conséquent, constituent des freins au développement économique et social

de l'Afrique.

Dans cette optique, les Etats africains doivent envisager une réforme du secteur de la sécurité. Toutefois, ils doivent surmonter un certain nombre de défis notamment ceux liés aux capacités des armées. Dès lors, pour faire face aux nouvelles menaces, il faut tout redéfinir la sécurité d'abord dans sa notion traditionnelle centrée sur l'Etat relativement à sa sécurité, à sa survie et à sa protection contre toute agression extérieure par des moyens militaires ; mais aussi selon la notion non militaire de la sécurité basée sur les impératifs politiques, économiques, sociaux et environnementaux, et les Droits de l'homme.

- **Rationaliser et optimiser les ressources humaines des armées : "il n'est de richesse que d'hommes"**

Les armées ne sont pas toujours aptes à faire face aux nouvelles menaces à la paix et à la sécurité du continent africain, Aujourd'hui, les cadres légaux et stratégiques en vigueur, sont peu adaptés aux nouveaux dangers qui planent sur les Etats africains. En outre la formation des personnels des armées, répond difficilement aux exigences contemporaines. A cela, s'ajoutent des effectifs insuffisants pour assurer la couverture de l'ensemble des territoires africains notamment dans les zones rurales et lointaines, une absence de matériels et d'infrastructures adéquats, sophistiqués pour contrecarrer de manière efficace la menace. Tous ces aspects sont parfois interdépendants et constituent un frein à l'optimisation des capacités des armées. De plus, la sécurité assurée par les armées, suscite de la méfiance auprès des populations.

On observe également au sein des armées, des dysfonctionnements dans la gestion des ressources humaines. En effet, les procédures de

recrutement, de promotion et même de retraite ne sont pas systématiquement respectées et conformes aux textes et règlements qui les encadrent. En réalité, ces processus sont souvent fondés sur les relations ou encore les solidarités pouvant exister au sein d'une armée. C'est le lieu de préciser qu'elles sont parfois composées d'une communauté prédominante en termes ethnique ou religieux. C'est fréquemment une source de rupture de la cohésion interne des appareils militaires se traduisant par l'existence de chaînes de commandement parallèles et/ou des solidarités communautaires.

A cet effet, il est important de souligner que la **capacité d'une armée se mesure non pas à travers ses matériels et équipements mais par la qualité de ses hommes** ; il en découle la nécessité de créer des conditions adéquates de vie et d'exercice des personnels militaires, dans le cadre du renforcement de leurs capacités. Sous ce rapport, il importe de procéder à une profonde réforme de la formation des forces de défense et de sécurité en concevant des modules adaptés pour prévenir et répondre aux menaces sécuritaires actuelles et futures.

Depuis plusieurs décennies, un effort conséquent est réalisé au profit des « élites » et des formations de « spécialisation » souvent en format régional au détriment de la mise en place d'écoles de formation initiale, pour les corps intermédiaires. Cet effort, indispensable pour faire face aux défis technologiques et capacitaires des conflits modernes souvent conduits dans un contexte multinational, s'est traduit par un certain délaissement de l'intérêt des partenaires pour les formations initiales au profit des sous-officiers et des militaires du rang. Or, le premier et souvent l'ultime maillon du commandement sur le terrain, garant de l'exécution efficace de la mission (éventuellement jusqu'au sacrifice suprême) et du bon comportement vis-à-vis des populations, est assuré par les jeunes sous-officiers. La **réactivation ou la création d'Écoles nationales de sous-officiers** et de Centres de formation initiale, renforçant la cohérence opérationnelle et la cohésion des Armées, pourrait être encouragée avec l'appui des coopérations bilatérales et multilatérales.

Par ailleurs, il est indispensable de soutenir le développement d'une politique sociale des armées. Pour décider d'aller au bout de son engagement, le militaire doit notamment

pouvoir se référer à des valeurs communes de cohésion, de confiance envers son encadrement, nourrir un sentiment d'appartenance et de reconnaissance de la société qu'il défend. Sans être exhaustif, ces éléments passent par la mise en place d'une politique « sociale » dans les domaines du traitement et du suivi des blessés, des familles, des veuves (pensions de réversion), du versement de soldes « décentes » et « bancarisées », de la reconversion et des retraites entre autres.

Enfin, il faut **des armées qui soient véritablement nationales**. Par conséquent, elles doivent intégrer toutes les composantes sociales sans discrimination ou prédominance d'un genre, d'un sexe, d'une communauté. L'enrôlement des femmes dans le secteur de la défense et de la sécurité est vivement encouragé. Il importe également d'envisager l'intégration de composantes civiles dans le secteur de la sécurité pour aborder les questions relatives aux Droits de l'homme et à la sécurité humaine. La sécurité générale, rappelons-le, doit intégrer la notion de la sécurité humaine et ne plus être limitée à la survie, à la seule protection de l'Etat contre les agressions extérieures. Elle doit aussi garantir la protection des populations dans le but d'instaurer un climat de confiance entre les forces de défense et le peuple en vue de promouvoir leur coopération.

Aujourd'hui plus que par le passé, il est impératif de procéder à une valorisation des ressources humaines car **"il n'y a de force qu'humaine"**. Sans l'existence d'armées valablement constituées, formées et conscientes de leur mission de protecteur et défenseur des frontières, on ne peut aspirer au maintien efficace de la paix et de la sécurité en Afrique.

#### **- La gestion des budgets et le financement des réformes du secteur de la sécurité**

Il est noté également parmi les principaux défis capacitaires majeurs, des lacunes dans la gestion des budgets et des chaînes de paiement qui constituent une entrave à l'émergence de Forces de défense et de sécurité fortes et efficaces. Il faut donc promouvoir une gestion transparente des budgets, en particulier des budgets de défense et de sécurité.

Concernant le financement, l'Union africaine



encourage ses Etats membres à allouer annuellement des fonds suffisants à la réforme du secteur de la sécurité, à partir du budget de l'Etat. Dès lors, pour surmonter les défis capacitaires des armées, il faut une appropriation par l'Etat et une volonté politique suffisante afin de consacrer un pourcentage défini du PIB (environ 4%) à la défense et à la sécurité. C'est le prix à payer pour assurer efficacement la paix et la stabilité.

Le développement de partenariat bilatéral et multilatéral stratégique à long terme est aussi à promouvoir.

#### - **Le défi technologique maîtrisé**

C'est un axe d'effort important de la coopération. Les Etats africains disposent généralement de matériels mais font face à des problèmes d'uniformisation, de maintenance et de durabilité des parcs, d'une part, et de simplification des procédures opérationnelles et de gestion, d'autre part.

Dès lors, il s'agit, pour les partenaires, de mieux écouter et de mieux coordonner leurs actions afin d'éviter la multiplication de micro-parcs impossibles à maintenir. Pour les Armées africaines, il s'agit d'exprimer leurs besoins, à la lumière de l'existant, des capacités de leurs formations techniques et des possibilités de maintenance, en vue de relever le défi de la « durabilité » dans un environnement souvent budgétaire contraint.

#### - **Intégrer résolument l'environnement humain**

Au-delà de leurs missions militaires de protection, des défis de survie et de stabilité des territoires africains, les forces de défense et de sécurité doivent agir sans entrave avec l'appui des populations. En d'autres termes il faut promouvoir la coopération entre les FDS et les populations mais cela doit être fondé sur la confiance entre les deux parties d'où l'importance des formations "éthique" et "comportementale" du combattant par des sessions pratiques adaptées dans des cadres adéquats. Cela permet d'affermir le lien Armée-Nation et de renforcer la position de neutralité bienveillante des Armées.

Il est également envisageable de développer un "contrôle interne" des Armées. En effet, le renforcement et l'élargissement des compétences d'un Inspectorat des Armées permettrait de promouvoir les bonnes pratiques et de rectifier les mauvaises.

Au terme des échanges, des constats majeurs ont été faits ainsi que des recommandations fortes dont les principales sont :

- Un renforcement des capacités du capital humain à travers des formations adéquates liées aux urgences actuelles, l'intégration de toutes les composantes de la population, sans discrimination ou prédominance d'un genre ou d'une quelconque communauté ;
- une promotion de la coopération entre les armées et les civils pour faire face aux défis liés à la sécurité et instaurer un climat de confiance entre les différentes parties;
- une meilleure appropriation par l'Etat des besoins et pistes de réformes des FDS;
- une gestion transparente des fonds et le respect un pourcentage défini du PIB consacrer à la défense et à la sécurité du pays;
- l'intégration effective dans l'ordonnancement juridique interne des Etats des Conventions et Actes de l'Union africaine et des Communautés économiques régionales relatifs à la paix et à la sécurité.



# Programme





**Lundi 24 octobre 2022**

**15H45  
17H45**

*Centre International  
de Conférences  
Abdou Diouf*

## **Atelier 2**

### **Pour des solutions à l'expansion de l'extrémisme violent : entre approches collectives et réponses nationales**

**Modérateur :** Laure Olga GONDJOUT, *Ancienne Ministre  
des Affaires étrangères du Gabon*

#### **Intervenants :**

**Abdourahmane DIENG**  
*Chef de la Division sécurité de la CEDEAO*

**Sayoko UESU**  
*Chercheuse associée au National Graduate Institute for Policy  
Studies (Japon)*

**Ould Sid'Ahmed Ely Mohamed ZNAGUI**  
*Expert défense et sécurité au G5 Sahel*

**Lori-Anne THEROUX-BENONI**  
*Directrice du Bureau régional de l'Institute for Security Studies en  
Afrique de l'Ouest*

#### **Discutants**

**Mathurin C. HOUNGNIKPO**  
*Chercheur indépendant, expert en stratégie, en RSS et en gouvernance  
démocratique*

**Lieutenant-colonel Amadou Tidiane CISSE**, *Chef du Bureau de la  
Sécurité et de la Coordination de la Lutte contre la Fraude de la  
Douane sénégalaise*

## Atelier 2

# Pour des solutions à l'expansion de l'extrémisme violent : entre approches collectives et réponses nationales

Modérateur : Laure Olga GONDJOUT,

Ancienne Ministre des Affaires étrangères du Gabon.

*Dans cet Atelier 2, intitulé : « Quelles solutions face à l'expansion de l'extrémisme violent : entre approches collectives et réponses nationales ? » l'objectif visé est de proposer des réponses réalistes au défi actuel de l'expansion de l'extrémisme violent sur le continent, dans le cadre d'approches nationales et d'actions collectives sous l'égide de l'UA, des CERs ou de structures de coopération sécuritaires ad hoc.*

*Pour explorer cette thématique, les intervenants ont été appelés à répondre aux questions suivantes : Quelles solutions pour disposer de systèmes nationaux de sécurité capables de contrecarrer l'expansion de l'extrémisme violent ? Comment renforcer la coopération dans la lutte contre l'extrémisme violent entre les Etats aux niveaux sous régional et régional ? Quelle approche nationale inclusive pour une prise en charge efficace du caractère multidimensionnel de l'extrémisme violent ? Quelle place pour les partenaires internationaux dans la lutte contre l'extrémisme violent ?*

### Points chauds de l'insécurité en Afrique

Depuis la vague des indépendances des années soixante, il est apparu que les systèmes politiques en Afrique se soient révélés incapables de répondre aux besoins multiformes des populations. La sédimentation des urgences a plongé le continent dans une spirale de menaces sécuritaires. L'extrémisme violent menant au terrorisme semble être la plus dévastatrice d'entre elles, notamment dans certains pays sahéliens qui en sont devenus l'épicentre après que le Nord et l'Est de l'Afrique ont été les premiers touchés. Les points chauds de l'extrémisme violent dans le continent peuvent être classés en trois catégories. La première est constituée des pays qui forment la ligne de front au Sahel, notamment la région du Liptako-Gourma (la zone frontalière entre Burkina Faso, Mali, Niger),

mais aussi des pays comme le Mozambique, le Nigéria, la Centrafrique et l'Ouganda. La deuxième catégorie englobe les pays en alerte avancée et dont certains sont membres de l'initiative d'Accra (Benin, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo). Enfin, la troisième catégorie inclut les pays en alerte permanente, situés dans le prolongement des lignes de front et pouvant servir de profondeur aux groupes armés terroristes.

### L'expansion constante de l'extrémisme violent

Aucun pays n'est à l'abri de l'expansion du terrorisme qui est le résultat de dynamiques externes et de vulnérabilités internes. Les récents événements dans des pays côtiers marquent une évolution inquiétante mais prévisible depuis la bande sahélienne vers les pays côtiers. Elle traduit le besoin de ressources des groupes armés terroristes pour se développer, ressources fournies par l'exploitation illégale des ressources naturelles, la criminalité organisée avec des trafics divers en particulier celui de la drogue, d'êtres humains et d'armes, notamment dans les espaces transfrontaliers: ceci remet en mémoire l'expression du Président Bazoum lors du septième Forum : « la djihadisation des bandits et la banditisation des djihadistes. »

Il ressort des interventions que s'il est courant de considérer le caractère exogène de la menace qui ne viendrait que de l'extérieur, elle doit dorénavant être perçue comme une réalité endogène. En effet, des décennies successives de mauvaise gouvernance ont fait le lit d'une insurrection radicale et violente contre des gouvernements centraux incapables de répondre aux attentes de la population. À ces facteurs, s'ajoutent la croissance exponentielle de la démographie, la pression sur les terres, l'existence d'outils de communication modernes plus difficiles à contrôler, la pauvreté et le désœuvrement de jeunes prêts à vivre de



nouvelles aventures. Tout ceci constitue un terrain propice à l'extrémisme violent sous toutes ses formes, et aux acteurs instrumentalisant la religion pour masquer leurs activités criminelles.

Subséquemment, bien que parfois lié à des courants idéologiques plus larges, l'extrémisme violent est principalement motivé par des causes profondes (diverses formes d'exclusion, accès inéquitable aux services sociaux, sentiment d'injustice, pauvreté, etc.) que les groupes armés terroristes exploitent pour s'implanter et recruter, notamment au sein de la jeunesse. C'est pourquoi ***il s'avère urgent, dans les pays africains, de renforcer les efforts de démocratisation politique par une démocratisation sociale et économique*** pour une plus grande inclusion.

### **Les approches et moyens pour faire face à l'extrémisme violent**

Le caractère transnational de la menace fait de la coopération à divers niveaux un impératif. L'intervention française de 2013 au Sahel a disloqué, sans anéantir, le phénomène qui a amorcé une avancée vers les zones côtières. En l'absence de réponses continentales et régionales efficaces, les Etats ont développé des solutions nationales et des alliances de défense dont l'efficacité reste limitée. Ainsi, le G5 Sahel, déjà ralenti par les difficultés inhérentes au soutien de ses activités, a perdu de son dynamisme depuis le retrait du Mali ; celui-ci a non seulement laissé une discontinuité territoriale mais aussi provoqué une paralysie des instances décisionnelles de l'organisation.

Aujourd'hui, l'attention des décideurs est rivée sur l'extension du terrorisme vers les pays côtiers alors que, comme déjà démontré supra, les incidences sécuritaires ne sont que la saillance d'une réalité plus profonde, celle de maquiller des objectifs criminels avec un vernis religieux, ethnique, de la stigmatisation. Cet aspect multiforme de la menace, la nécessité de couper les sources de financement et d'approvisionnement des Groupes armés terroristes, impose une cohérence d'ensemble avec des actions intégrées couvrant un large spectre géographique.

Avec un regard rétrospectif, on peut noter, un déficit de réflexion stratégique au début de l'expansion du terrorisme au Sahel. Par ailleurs, les rivalités institutionnelles (UA, CEDEAO, G5 Sahel) ont globalement conduit à une léthargie, minant

les mécanismes africains de sécurité collective. Malgré le cadre d'action cohérent et durable fourni par les instruments adoptés par l'ONU, l'Union africaine ainsi que ceux de la CEDEAO, notamment la Stratégie de contreterrorisme de 2013 et le Plan d'action 2020-2024, la multiplicité des différentes initiatives déployées en Afrique de l'Ouest ont ôté à l'Organisation régionale l'essentiel de son leadership dans la lutte contre le terrorisme. Les états membres sont invités à sérieusement considérer la nécessité d'une approche holistique, nourrie par une réflexion endogène pragmatique et efficace.

Il est bien évident que le rôle de l'Etat demeure central dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. Les systèmes nationaux de sécurité qui en sont capables doivent être articulés autour de FDS formées, équipées, respectueuses des droits humains et outillées pour mener à bien leurs missions régaliennes de protection de l'intégrité territoriale et de garantie de la circulation des personnes et des biens. Une piste importante est traduite par le fait que les ***FDS doivent intégrer en leur sein toutes les composantes de la société sans exclusive afin d'obtenir la confiance, le soutien et l'adhésion des populations au profit desquelles elles agissent.***

Cette dynamique sécuritaire ne concerne pas seulement le triptyque classique (Police Gendarmerie, Armée) mais les Services des eaux et forêts et des Douanes sont à intégrer davantage, eu égard à leur apport potentiel sur certaines facettes de la menace ; la *Résolution de Punta Cana* de l'Organisation Mondiale des Douanes attribue à celles-ci un rôle en matière de lutte contre le terrorisme.

Eu égard à la multiplicité des acteurs et des facteurs, la contribution des civils ne saurait être écartée. Dans cette dynamique, les pays africains doivent disposer de stratégies de sécurité nationale bâties autour d'outils militaires et non militaires et prenant en compte la prévention de l'extrémisme violent.

### **La nécessité de repenser les partenariats**

Les échanges ont fait apparaître un paradoxe apparent entre l'affirmation fortement exprimée de solutions africaines aux problèmes africains et ce besoin d'être soutenu par les partenaires puisque les pays africains peinent à assurer leur propre sécurité.

En effet, les orientations et les choix stratégiques en matière de sécurité doivent émaner des États africains afin de garantir leur souveraineté sur leurs territoires. Toute collaboration dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent doit être alignée sur les priorités de sécurité des États africains. Ils ont cependant besoin de moyens technologiques, de connaissances et de moyens financiers pour développer leur résilience

L'extrémisme violent menant au terrorisme est un fléau mondial qui exige une solidarité internationale, D'un point de vue opérationnel, les partenariats sont importants pour apporter le soutien technologique indispensable, les ressources financières et aider l'Afrique à maintenir ses efforts dans le domaine de la sécurité. Dans cette perspective, il convient de repenser les rapports entre les États africains et leurs partenaires de sécurité.

Au-delà du prisme national, l'aspect régional a été à nouveau évoqué : la multiplication des stratégies et des initiatives étrangères dans un espace comme celui de la CEDEAO entraîne une dilution des efforts, une forme d'inefficacité générale et un affaiblissement de l'organisation régionale dont le rôle, eu égard aux principes de subsidiarité et de complémentarité, devrait être de fédérer les diverses stratégies développées avec les partenaires.

### Principaux constats et recommandations

Constats
1. L'expansion du terrorisme est le résultat de dynamiques externes et de vulnérabilités internes.
2. La coopération est un impératif absolu puisqu'aucun Etat ne peut faire face seul.
3. Il subsiste un problème d'agendas entre les pays africains et leurs partenaires sur les problèmes de sécurité.
4. L'absence de réactions efficaces des organisations continentale et régionales a poussé les Etats à développer des réponses nationales et des alliances ponctuelles de défense.
5. Les systèmes nationaux de sécurité capables de faire face à l'extrémisme violent sont composés de FDS formées, équipées et respectueuses des DH.
6. La multiplicité des initiatives impacte leur qualité et affaiblit la CEDEAO.
7. La douane peut jouer un rôle important dans la lutte contre le terrorisme alors qu'elle est reléguée au 2 <sup>nd</sup> plan.
8. La dimension économie criminelle est importante dans le mobile et la stratégie des Groupes armés terroristes.

### Recommandations



1. La CEDEAO et les autres communautés économiques régionales doivent reprendre le leadership dans la lutte contre le terrorisme dans la sous-région.
2. Chaque Etat doit avoir une Stratégie de sécurité nationale intégrant à la fois les outils militaires et non militaires.
3. Pour couper les sources de financement et d’approvisionnement des Groupes armés terroristes, les actions doivent porter sur un large spectre géographique pour être efficaces.
4. Redéfinir les rapports avec les différents partenaires. L’Afrique doit être souveraine dans les orientations, mais est ouverte à tout accompagnement sur les priorités qu’elle s’est fixées, elle -même.
5. Il faut aménager une place à la Douane et au Service des Eaux et Forêts dans la lutte contre le terrorisme.
6. Une articulation des préoccupations de sécurité nationale et de sécurité humaine est nécessaire pour endiguer les incitations à l’extrémisme violent
7. Les systèmes nationaux doivent s’articuler autour de FDS bien formées, respectueuses des droits de l’homme et bien équipées pour mener à bien leurs missions régaliennes de protection de l’intégrité territoriale et tout en garantissant la de circulation des personnes et des biens.
8. Trouver des moyens de gérer les vagues de désertion dans les rangs des groupes extrémistes et la réintégration des anciens membres de ces organisations.

# Programme





**Lundi 6 décembre 2021**

**15H45  
17H45**

*Centre International  
de Conférences  
Abdou Diouf*

### **Atelier 3**

## **« Les réponses communautaires aux défis de stabilité »**

**Modérateur :** Professeure Ndioro NDIAYE

*Coordonnatrice du « Réseau Francophone pour l'Égalité Femme  
Homme », Sénégal*

### **Intervenants**

Dr. Fatima AKILU

*Directrice exécutive de la Fondation Neem, Nigéria*

Dr. Bakary SAMBE

*Directeur de Timbuktu Institute–African Center for Peace  
Studies, Sénégal*

### **Discutante**

Katja AHLFORS

*Directrice du Centre de médiation pour la paix du Ministère  
des Affaires Étrangères, Finlande*

## Atelier 3

# Les réponses communautaires aux défis de stabilité

Modérateur : Professeure Ndioro NDIAYE

Coordonnatrice du « Réseau Francophone pour l'Égalité Femme Homme », Sénégal

*L'atelier 3 sur le thème : « Les réponses communautaires aux défis de stabilité » a pour ambition d'identifier les défis majeurs actuels de stabilité du continent et proposer des réponses communautaires réalistes pouvant leur être apportées, en complément des efforts des Etats.*

*Les questions soumises aux intervenants ont porté sur les rôles des communautés dans le renforcement de l'unité nationale et la promotion du vivre ensemble en Afrique. Les réponses communautaires à envisager face aux conflits sociaux récurrents notamment entre sédentaires et nomades, autochtones et allogènes. Enfin, les approches communautaires et intercommunautaires pour améliorer la prévention et la lutte contre l'insécurité notamment dans les zones frontalières ont été également proposées.*

Les communautés constituent des parties prenantes indispensables pour la paix et la stabilité. Leur ancrage local en fait des acteurs à la base qui subissent le plus les chocs exogènes alors qu'ils ne disposent que de ressources endogènes comme le dialogue et la participation pour y faire face. Considérées comme des acteurs clés au moment des indépendances, les communautés ont vécu de multiples exclusions provenant d'un modèle de gestion administrative découlant du système colonial. Cette exclusion est d'autant plus marquée dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique. L'insertion de la thématique sur les réponses communautaires dans les défis de la stabilité du continent montre l'intérêt de plus en plus croissant porté aux communautés.

L'atelier aborde justement cette problématique à travers deux expériences. La première est menée au niveau du Lac Tchad et montre l'importance des dialogues dans la reconstruction de la stabilité. La seconde montre l'échec des réponses strictement militaires aux problèmes

de sécurité et propose une analyse fondée sur la recherche, sur l'importance de la dimension communautaire dans la construction de la stabilité. Ces deux expériences africaines sont mises en perspective par la pratique finlandaise de la médiation.

### Les dialogues comme mécanisme de reconstruction

Les communautés sont souvent porteuses de solutions plus efficaces que les approches « top down ». C'est pour cette raison que la recherche de la paix doit se faire au niveau communautaire. L'expérience qui est menée depuis plusieurs années autour du Lac Tchad en est un exemple patent. L'objectif de ce travail consiste à créer un espace de dialogue sûr réunissant les communautés pour un partage d'expériences. L'exercice est conduit par des facilitateurs et toutes les couches de la population y sont associées. En cas d'échec, une enquête est menée pour identifier les blocages en vue de les lever et de progresser.

C'est au regard de cette méthodologie que trois processus de dialogue ont été conduits dans les régions autour du Lac Tchad. Le premier visait une réflexion autour du « Pourquoi le dialogue ne marche pas ». Le constat fait a identifié le pardon comme point nodal. Les acteurs locaux, les leaders communautaires et religieux ont échangé pendant deux ans sur le pardon et décidé ensemble de ce que la communauté pouvait collectivement pardonner, ce qui est mutuellement acceptable en son sein. Lorsque le pardon s'avérait difficile au sein d'une communauté, les raisons sont recherchées et des solutions trouvées pour y accéder. Cette méthode a été utilisée avec Boko Haram et a permis de réintégrer d'anciens membres dans leurs espaces sociaux d'origine.

Le deuxième processus concerne le dialogue



inter et intra – communautaire notamment entre les agriculteurs et les éleveurs. Une recherche a d'abord été menée sur les causes d'animosité entre ces deux communautés. Ensuite, le dialogue a été conduit en s'appuyant sur les femmes des deux groupes avant d'y associer les hommes. L'exercice a été mené pendant deux ans avant d'arriver à une solution. Les discussions ont révélé que les deux groupes ne voulaient pas être différenciés. Ce processus a abouti à la création d'un Bureau commun de lutte contre les violences communautaires. Dans d'autres cas, des acteurs étatiques et non étatiques ont été associés pour mettre en place des mécanismes d'alerte précoce et d'identification en amont des signes de conflits. Les signalements sont inscrits dans un tableau de bord et les communautés sont invitées à apporter une réponse et en cas d'échec, le contentieux est soumis à l'arbitrage des acteurs de la sécurité.

Le troisième processus de dialogue expérimenté consiste à soigner le traumatisme des communautés, un élément qui ne doit pas être minimisé. Cette activité nécessite de créer un espace de traitement et un cadre de formation de conseillers au support psychologique. A ce titre, les appuis des partenaires et bailleurs devraient intégrer la dimension psychologique dans les processus de résilience dans les zones affectées. Les médias constituent également une aide indispensable car ils permettent de diffuser des messages de contre – discours et d'atteindre un public plus large.

La recherche, la collecte et l'analyse des données sont aussi importantes avant d'entamer tout processus de dialogue avec les communautés. Les solutions ex-nihilo sont à éviter car elles ne sont pas en phase avec les réalités locales.

Un autre constat est qu'à travers le continent, les populations se mobilisent et s'unissent non seulement pour prévenir et régler les conflits mais surtout pour bâtir des communautés fortes capables d'imposer une paix durable.

### **Les ressources culturelles endogènes comme facteur de résilience des communautés**

Depuis quasiment une décennie, une crise multidimensionnelle s'est installée au Sahel dans la recherche de solutions, jusqu'à présent, la dimension communautaire est négligée au

profit de la dimension militaire. Le résultat est sans appel : les groupes terroristes ne sont pas vaincus,, ils se sont multipliés et déployés dans de nouveaux espaces.

Dans l'espace francophone, il y a une confusion dans l'approche des Etats entre la lutte contre le terrorisme qui vise essentiellement à lutter contre des cibles terroristes et la prévention de l'extrémisme violent qui consiste à s'attaquer aux causes structurelles.

Les études menées au Niger, au Mali, au Tchad et au Burkina Faso montrent que les niches de radicalisation violente se trouvent dans l'intersection entre la faible capacité d'inclusion sociale des Etats, la situation d'exclusion ressentie par les populations et la capacité des groupes armés à fournir des réponses aux besoins des communautés. Dans la perception locale, la dimension communautaire est importante car les conflits sont multidimensionnels (Bassin du lac Tchad, Sahel, Bénin, Nigéria). En sus, on note, un choc entre la perception externe des groupes armés et celle des communautés sur ces mêmes groupes.

Cet état de fait génère plusieurs interrogations parmi lesquelles : « faisons – nous fausse route ? Avons-nous reconnu la dignité de nos communautés et respecté leurs stratégies endogènes de prévention et de règlement des conflits locaux ?

Ce questionnement s'est poursuivi avec un partage sur les communautés des régions touchées par l'extrémisme violent et le terroisme.

### **Les conflits communautaires sont souvent entourés de tabous**

Au Centre du Mali, des conflits d'une extrême gravité avec des massacres entre communautés qui ont toujours vécu ensemble se poursuivent et sont préoccupants. Un autre aspect a été évoqué avec les heurts entre éleveurs et agriculteurs au Burkina Faso, au Nigéria et dans la zone des trois frontières (Liptako-Gourma). On y évoque un conflit du pastoralisme mais qui émane en réalité de stigmatisations et de frustrations anciennes. En effet, durant la période coloniale, les aménagements du territoire ont été conçus au profit des agriculteurs, ce qui en situation de changement climatique se révèle crisogène. Les frustrations ont perduré dans les communautés

et les promesses des États n'ont pas été respectées entraînant de nouvelles frustrations. Les groupes terroristes profitent de ces tensions en y intégrant une dimension religieuse et en poussant les pays étrangers à intervenir. Ainsi, au Nigéria, des religieux ont produit un narratif au profit de Boko Haram.

Au Niger des solutions ont été trouvées, contrairement au Mali et au Burkina Faso. Par rapport à ce dernier, qui a suscité des craintes, une alerte a été lancée : « si rien n'est fait au Burkina Faso, un nouveau Rwanda se prépare » !

Les analystes ont également posé le constat suivant : la combinaison entre l'arrogance des injustes et l'ignorance des victimes est aussi une cause de la radicalisation. Au Bénin et au Ghana, les dialogues communautaires ont eu lieu car qu'il y avait des communautés qui cohabitaient sans dialoguer. Les femmes se sont mobilisées en interconnectant les communautés. On retrouve également le précepte selon lequel « l'idéologie ne se combat pas avec des armes » ; cela se fait avec l'éducation et le respect de la femme et c'est le substrat de l'initiative du Réseau des Femmes du G5 Sahel.

La dimension transfrontalière est également très importante au regard de la dimension transnationale des communautés.

Il est de plus en plus évident que les réponses militaires ne peuvent pas régler de tels conflits et pourtant la logique sécuritaire est toujours privilégiée : tout en étant nécessaire, elle se révèle insuffisante !

Il a été suggéré de dépasser le paradigme de la militarisation de la lutte contre le terrorisme comme c'est le cas en Algérie. Il faut développer une approche prospective et préventive faisant participer les acteurs locaux et en valorisant les initiatives en cours.

Cette reconnaissance des approches communautaires est actuellement adoptée par des organisations comme l'ONU et la CEDEAO qui ont respectivement lancé une conférence pour une évaluation des besoins des communautés au Sahel et un programme pour valoriser les initiatives locales endogènes.

Pour s'ouvrir à d'autres expériences, un modèle

a été présenté, celui de la Finlande suivi d'un focus sur le rôle des femmes et des jeunes.

**La médiation à la paix et la prévention : le modèle finlandais**

La médiation à la paix et la prévention des conflits constituent une priorité pour le Gouvernement de la Finlande qui a développé un programme de renforcement de capacités à destination de l'Union européenne.

Au mois de juin dernier, le Gouvernement finlandais a organisé une grande conférence sur le dialogue national qui a permis de réunir des experts de trente (30) pays africains évoluant dans différents contextes. L'analyse des difficultés a mis en exergue l'exclusion comme facteur crisogène. La solution proposée et la plus grande recommandation de ce dialogue est de croire en l'inclusivité puisque les communautés souhaiteraient participer à la prise de décision. Les Etats gagneraient donc à impliquer les populations pour une solution durable aux conflits et menaces liées à l'extrémisme violent. Il est préconisé de surtout s'appuyer sur les communautés en coordination avec les niveaux régional et international.

Cependant, il faut reconnaître que toutes les réponses émanant des communautés ne sont pas toujours forcément les meilleures. Certaines peuvent être mauvaises, contreproductives. Il a également été signalé l'importance de la prise en compte des conséquences des solutions. En effet, il est advenu dans certaines situations que des initiatives ayant permis d'apaiser le climat sécuritaire aient aggravé les conséquences écologiques d'activités communautaires. Par conséquent, le développement des réponses communautaires ne saurait donc se faire sans une prise en compte des enjeux liés au changement climatique.

L'information et la communication ont également constitué un axe de réflexion. Les médias sociaux et les technologies de l'information et de la communication sont devenus une partie des problèmes d'insécurité à travers les fake news : ils doivent donc être une partie de la solution en renforçant l'éducation et la responsabilité médiatiques.



Une frange importante, celle des leaders religieux et traditionnels a également été identifiée avec une meilleure prise en compte de leur rôle dans la prévention et la résolution des conflits communautaires.

Les échanges ont également abordé la cible femmes et jeunes.

### **Moins de répression pour une plus grande inclusion des femmes et des jeunes**

Au Sahel, les communautés n'étaient pas préparées à des réponses militaires. Les conséquences de ces dernières se sont avérées parfois désastreuses. Au Mali, lors des conflits communautaires, des parents ont été brutalisés devant leurs enfants, ce qui a entraîné un désir de vengeance. Des jeunes, frustrés à la suite d'un affrontement avec les Forces de défense et de sécurité, ont versé dans l'extrémisme violent. Pour certaines communautés, il y a une perception de stigmatisation, venant grever le faible capital de confiance envers les FDS.

Les femmes et les jeunes sont au cœur des réponses communautaires à divers niveaux. Ainsi à titre illustratif, l'exemple des « Cases culturelles de citoyenneté et de bon voisinage » pour faciliter le dialogue dans les zones frontalières du Sénégal prennent en compte ce rôle des femmes et des jeunes et l'aspect transnational. Au Gabon, une expérience intéressante a été menée entre le Gabon, le Cameroun et le Tchad autour du projet des « Jeunes tisserands pour la paix ».

Au niveau régional, la Déclaration de Lomé de 2015 incite les Etats à impliquer davantage les femmes dans la lutte contre l'extrémisme violent et à faciliter les relations entre les communautés de la CEDEAO et de la CEEAC. Le RESPFECO a mis en place un groupe de jeunes pour favoriser la dynamique communautaire dans l'espace régional.

Les chocs exogènes exigent des réponses endogènes soutenues par une diplomatie panafricaine forte et accompagnée par les FDS.

### **Recommandations**

- Privilégier les solutions endogènes en reconnaissant la valeur et la dignité des solutions provenant des communautés ;
- Donner sens aux dimensions communautaires des conflits qui nécessitent des réponses complémentaires à la réponse militaire ;
- Investir dans les ressources culturelles africaines en prenant en compte les réalités

locales ;

- Croire en l'inclusivité pour développer les solutions des communautés tout en prenant en compte les enjeux liés au changement climatique et à la communication digitale ;
- Déterminer les conditions du dialogue et ses modalités dans la recherche de solutions aux crises ;
- Faire de la recherche, de la collecte de données et de la formation des supports aux solutions aux conflits dans les communautés ;
- Valoriser les expériences existantes et privilégier le caractère transnational des solutions et leur durabilité
- Consolider les initiatives qui visent à renforcer l'implication des femmes et des jeunes dans les processus de décisions.
- Initier un Forum de la jeunesse sur la paix et la sécurité afin que les jeunes portent un discours et des projets sociaux.



# Programme



**Mardi 25 octobre 2022**

## **3<sup>ème</sup> demi-journée**

**Bloc 2 : « Défis de souverainetés »**

**Plénière 2 : Crises globales et consolidation des souverainetés en Afrique**

**Atelier 4 :** Coopération entre l'Afrique et ses partenaires dans les domaines de la défense et de la sécurité

**Atelier 5 :** Place du Secteur privé dans la construction de nouvelles souverainetés en Afrique

**Atelier 6:** Jeunesse, citoyenneté et souveraineté: les défis de l'éducation et de la formation



# Programme



Forum International de Dakar  
sur le Paix et la Sécurité en Afrique  
Dakar International Forum  
on Peace and Security in Africa

L'Afrique à l'épreuve des chocs exogènes.  
Défis de stabilité et de souverainetés

8<sup>ème</sup> édition  
24 - 25  
octobre 2022  
Dakar - CICAD

DakarForum.com

**Mardi 25 octobre 2022**

**09H00  
10H30**

*Centre International  
de Conférences  
Abdou Diouf*

## **Plénière 2**

# **« Crises globales et consolidation des souverainetés en Afrique »**

**Modérateur : S.E.M. Mamadou TANGARA**

*Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale  
et des Gambiens de l'Extérieur, Gambie*

### **Intervenants**

**S.E.M. Mevlüt ÇAVUŞOĞLU**

*Ministre des Affaires étrangères de la Turquie*

**S.E. Mme Najla ALMANGOUC**

*Ministre des Affaires étrangères de la Libye*

**S.E.M. Abdoulaye DIOP**

*Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération  
Internationale du Mali*

**S.E.M. Ali Elsadig ALI**

*Ministre des Affaires étrangères du Soudan*

**S.E.M. Vellamvelly MURALEEDHARAN**

*Vice-Ministre des Affaires étrangères de l'Inde*

**Madame Giovane BIHA**

*Représentante Spéciale adjointe du Secrétaire Général de  
l'ONU, Cheffe adjointe UNOWAS*

## Plénière 2

# « Crises globales et consolidation des souverainetés en Afrique »

Modérateur : S.E.M. Mamadou TANGARA

*Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et des Gambiens de l'Extérieur, Gambie*

La globalisation des économies préside au développement des relations internationales depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Elle renforce les interdépendances entre les Etats. Bien que favorisant un équilibre des forces entre les puissances et constituant un puissant levier de solidarité internationale, il n'en demeure pas moins que les pays les plus pauvres sont enchevêtrés dans un cercle vicieux de pauvreté, de fragilité et de dépendance à telle enseigne que les crises globales y produisent des impacts souvent néfastes. La majeure partie des pays africains subissent les crises globales et les grandes tendances prospectives. Ces crises contemporaines trouvent leur origine dans l'esclavage et la colonisation qui ont plongé le continent dans la grande nuit (Achille Mbembé). Comment s'en sortir ? Quelles sont les pistes de construction et de consolidation des souverainetés africaines ? Face aux nouveaux enjeux géopolitiques mondiaux, l'objectif de cette plénière est d'explorer comment les systèmes africains pourraient développer de nouveaux modèles de souveraineté politique, économique, sécuritaire, alimentaire, sanitaire et énergétique, les rendant ainsi capables de s'adapter et d'absorber durablement les chocs exogènes.

Les constats principaux issus de la plénière, animée par des intervenants de haut niveau et composée de ministres des Affaires étrangères de pays africains (Lybie, Mali, Gambie), asiatique (Inde) et européen (Turquie), et des Nations Unies (UNOWAS) concernent principalement le diagnostic du nouvel environnement géopolitique mondial, et les pistes de consolidation des souverainetés à travers les relations de l'Afrique avec le reste du monde et les stratégies opérationnelles multisectorielles.

### **L'Afrique face à un monde qui change : à la croisée des chemins entre vulnérabilités et résiliences**

Depuis plus de deux décennies, les attentats du 11 septembre et les réactions qu'ils ont engendrées constituent le point de départ d'une série de crises globales. Elles sont de nature sécuritaire (montée du terrorisme, guerres), idéologique (extrémisme), financière (subprimes), alimentaire, sanitaire (SARS, COVID19). Bien que ces crises trouvent leur source dans des cadres exogènes à l'Afrique, les scénarii prospectifs les plus pessimistes sont généralement attendus sur le continent. Les effets néfastes de ces crises globales y sont aisément constatés avec l'exemple du Sahel qui est devenu l'un des principaux foyers de l'extrémisme violent et du terrorisme.

Les causes profondes de cette situation se trouvent d'une part dans une application systématique de l'approche réaliste des relations internationales par les puissances sur le continent africain, dénotant ainsi un paradigme qui s'enracine encore aux sources profondes de la colonisation. De ce fait, les politiques de développement socioéconomique des pays africains se conçoivent à travers un modèle de coopération multilatérale ou bilatérale répondant à des objectifs dont la réalisation s'avère encore inefficace dans l'usage des ressources, faiblement pertinent comparativement aux besoins des communautés surtout les jeunes et inefficace en termes de résultats.

Les pays du continent africain semblent ne pas disposer des réponses adéquates pour faire face à ses crises. Ils sont encore confrontés aux effets négatifs de la balkanisation, du racisme, de la xénophobie et à l'épineuse question de la



migration irrégulière. Les replis identitaires ainsi que l'extrémisme violent favorisent le développement du terrorisme et traduisent les difficultés des pays africains à mettre en place des politiques de développement efficaces et accessibles. A cela, s'ajoutent les problèmes de frontières issues d'un processus de décolonisation souvent inadéquat encore au service des puissances étrangères. Les principes de base de la démocratie contemporaine que sont le respect des droits humains et la bonne gouvernance sont faibles.

Les vulnérabilités de l'Afrique proviennent à la fois de facteurs exogènes et endogènes. Toutefois, elles ne sont pas une fatalité. Le continent africain prouve depuis plusieurs décennies sa capacité de résilience aux chocs autant endogènes qu'exogènes. En effet, force est de constater que ces deux décennies lui ont permis de réaliser de multiples progrès. Ils se manifestent à travers leur capacité à :

- maintenir une dynamique de croissance économique positive ;
- améliorer les taux de scolarisation ;
- réduire les inégalités de genre ;
- prévenir certains conflits internes ou guerres civiles ;
- systématiser l'organisation régulière d'élections ;
- changer le narratif sur l'Afrique;
- monter en puissance sur l'échiquier international.

Ces nouvelles configurations manifestent des changements plus profonds, souvent faiblement perçus par les puissances internationales. En effet, ces dernières éprouvent encore des difficultés à appréhender les mutations profondes en cours sur le continent.

Dans un tel contexte, la consolidation des souverainetés en Afrique face aux crises globales repose sur plusieurs leviers.

### **La consolidation des souverainetés africaines : quels leviers ?**

La souveraineté qui renvoie à la liberté d'action de l'Etat et à l'indépendance d'un territoire, recouvre diverses dimensions dont certaines sont subséquentes à l'émergence de crises globales et menaces nouvelles. Les nouvelles formes de souveraineté s'exercent dans un champ où s'enchevêtre la satisfaction de besoins

énergétiques, migratoires, climatiques, sanitaires, technologiques, économiques et sociétales.

L'inexistence de mécanismes globaux pour atténuer les effets des crises exogènes sur les pays africains exige une consolidation des acquis en matière de souveraineté avec des stratégies endogènes. Les piliers de cette consolidation sont de quatre ordres à savoir sécuritaire/militaire, socioculturel, politique et économique.

### **L'Afrique face à ses souverainetés, entre nécessité d'appropriation, d'intégration, de diversification et d'adaptation**

Les relations de l'Afrique avec le reste du monde, surtout avec les pays occidentaux, restent encore largement affectées par le passé colonial et le glissement vers un néocolonialisme latent ou manifeste. Ces relations sont également marquées par le multilatéralisme, avec notamment la problématique de la réforme du système des Nations Unies. L'absence de l'Afrique au niveau décisionnel empêche à la fois la construction de puissances africaines capables de supporter des partenariats au niveau continental, une prise en compte des intérêts des populations africaines.

Pendant, les différences de choix stratégiques et opérationnels entre l'Afrique et le reste du monde lors des deux dernières crises globales que sont la pandémie de COVID 19 et la guerre russo-ukrainienne marquent des évolutions récentes. Elles démontrent que l'Afrique se positionne désormais par rapport à sa vision propre. Par exemple, bien que les pays africains aient subi beaucoup de pressions pour se prononcer et prendre position sur la guerre russo-ukrainienne, le choix de l'abstention est demeuré quasi constant et conforme aux intérêts actuels du continent.

### **Pour une appropriation des indépendances**

On note encore une faible appropriation de l'Histoire de l'Afrique indépendante. La colonisation a laissé une forte empreinte sur le continent. Les clés de compréhension de l'Afrique résident encore dans son passé. Par conséquent, cette identité coloniale constitue le lit des relations entre les africains et le reste du monde.

Le processus de décolonisation et les évolutions contemporaines sont peu documentés et les Africains sont restés prisonniers de certains

stéréotypes, en raison d'une appropriation insuffisante des processus de décolonisation effective.

Pourtant, depuis le début des années 2010, les « printemps arabes et les mouvements sociaux en Afrique subsaharienne dénotent des amorces de changement sociopolitique sur le continent. La réhabilitation populaire, puis institutionnelle des Pères des indépendances comme Lumumba, Nyéréré manifeste une nouvelle volonté d'appropriation des indépendances dans la construction de la souveraineté.

*«Il faut que nous ayons confiance en nous-mêmes. Que nous ayons conscience de ce que nous représentons et de notre responsabilité par rapport aux défaillances de l'Afrique pour pouvoir apporter des réponses appropriées par rapport à ces questions».*

*Abdoulaye DIOP, Ministre malien des Affaires étrangères*

### **Souveraineté économique et financière : le défi de la gouvernance des ressources naturelles**

Les évolutions des pays africains sont souvent freinées par leur dépendance à l'aide au développement. De ce fait, l'Afrique doit revoir sa position sur l'échiquier mondial en refusant notamment d'être le théâtre de compétition des puissances et de conditionnalités adossées au financement, notamment dans les secteurs stratégiques comme la santé et l'éducation. Par conséquent, la consolidation de la souveraineté passe par le développement de partenariats plus équilibrés et l'accroissement des investissements nationaux. Cela nécessite une évolution commune dans les choix politiques autant des pays africains entre eux que de leurs partenaires par la promotion d'accords économiques profitables à toutes les parties prenantes en lieu et place de relations de confrontation ou d'exploitation.

De grandes tendances ressortent des différentes interventions en ce qui concerne la souveraineté économique des pays africains. Il s'agit :

- de la nécessité de développer une

- collaboration pour une prospérité partagée
- du renforcement du secteur privé national
- de la réduction de la dépendance extérieure pour ce qui concerne les secteurs stratégiques comme la santé et l'agriculture
- d'un meilleur contrôle de la gouvernance et de l'exploitation des ressources naturelles et
- de l'aspiration au bien-être des communautés.

L'Afrique dispose d'atouts considérables : ses ressources naturelles et humaines. Les richesses du continent en ressources naturelles en font un acteur potentiel majeur qui jusque-là est demeuré un enjeu de la géopolitique mondiale.

Mais en l'absence de capacités suffisantes dans le domaine de la sécurité, peut-elle arriver à la souveraineté économique et culturelle ?

### **Réforme et gouvernance du secteur de la sécurité : au service de la paix**

La souveraineté de l'Afrique dans ce domaine découle de la mise en œuvre d'une réforme globale du secteur de la sécurité. Elle doit être un outil efficace pour stabiliser et prévenir les conflits. L'établissement de la paix en Afrique et la confrontation avec les défis externes, les conséquences et les méthodes pour parvenir à la paix et à la souveraineté exigent un lien étroit entre la transformation économique et la réforme du secteur de la sécurité dans les pays africains.

### **Construire les souverainetés à la base : mettre en exergue les aspirations des communautés**

Les considérations géopolitiques ne doivent pas primer sur la vie des populations. La course pour l'exploitation des ressources naturelles en Afrique justifie les moyens de « vaincre sans avoir raison ». Les conséquences de ce phénomène sur les populations et les communautés sont néfastes et ont généralement pour nom : insécurité, famine, migration irrégulière, faible accès à l'eau et à l'électricité, affaiblissement de l'agriculture et de l'éducation.

Actuellement, les besoins des populations africaines sont en pleine mutation. Elles tendent à une aspiration croissante, notamment de la part des jeunes et des femmes, au bien-être économique et social. Ceci impose une meilleure gouvernance des ressources humaines et naturelles et un devoir

de redevabilité, d'équité et de transparence ainsi qu'une plus grande légitimité des pouvoirs publics

### **Diversification souveraine des partenariats et intégration régionale et continentale.**

Les nouveaux partenaires de l'Afrique semblent être conscients de la nécessité de traiter avec les Etats africains d'égal à égal. La diversification des relations bilatérales avec les pays émergents comme l'Inde et la Turquie dans un cadre de respect mutuel demeure une opportunité. Elle s'opère déjà à travers plusieurs mécanismes et une ouverture de ces pays à travailler avec les pays africains.

L'Afrique doit avoir une position cohérente pour faire face aux défis géopolitiques régionaux et internationaux. Selon les voix africaines, cette option n'est possible qu'à travers une prise de responsabilité souveraine sur les enjeux stratégiques par le dialogue, la solidarité et la mutualisation des forces entre les pays dans la construction et la consolidation des souverainetés.

*«Il est également possible de constater la perte d'efficacité de l'Organisation des Nations Unies dans la résolution des conflits en Afrique et la persistance de plusieurs questions non résolues depuis des années».*

**S.E.Mme Najla ALMANGOUCHE,**  
*Ministre des Affaires étrangères  
de la Libye*

### **Constats et recommandations**

#### Constats

- L'Afrique manifeste de multiples difficultés pour s'adapter aux changements globaux. Toutefois, elle fait preuve d'une grande capacité de résilience ;
- Les pays africains ont pris conscience de la nécessité de consolider leurs souverainetés face à une solidarité internationale défaillante comme cela a été le cas durant la pandémie de COVID 19 ;
- La Jeunesse et les ressources naturelles constituent les principales richesses de l'Afrique. Elles nécessitent de nouvelles formes de gouvernance ;

- Les relations néocoloniales sont encore latentes dans les rapports de certains Etats occidentaux avec l'Afrique. Cependant, la diversification des partenariats et la prise de conscience des partenaires traditionnels ouvrent de nouvelles perspectives pour une coopération plus équitable ;
- Les pays africains sont capables d'avoir une vision commune et stratégique et de la défendre sur le plan international en dépit des pressions comme c'est le cas pour le conflit russo-ukrainien ;
- Le système des Nations Unies n'arrive pas à proposer des mécanismes globaux et efficaces pour atténuer les chocs exogènes en Afrique. La réforme du système des Nations Unies constitue un besoin du continent ;
- La consolidation de la souveraineté de l'Afrique passe par une approche à la fois globale et intégrée.

#### Recommandations

- S'attaquer aux causes profondes de l'instabilité et de l'insécurité en Afrique ;
- Diversifier les partenariats du continent et privilégier les partenariats gagnant-gagnant ;
- Faire de l'éducation de la jeunesse un levier de développement de l'Afrique
- Changer le narratif sur le continent africain ;
- Transformer les économies pour offrir plus de perspectives aux jeunes.



# Programme



**Mardi 25 octobre 2022**

**10H15  
12H15**

*Centre International  
de Conférences  
Abdou Diouf*

## **Atelier 4**

# **« Coopération entre l’Afrique et ses partenaires dans les domaines de la défense et de la sécurité »**

**Modérateur :** Monsieur Abdoulaye FALL

*Général (CR), ancien Chef d’Etat-major Général des Armées, Sénégal*

### **Intervenants**

Monsieur Auguste Denise BARRY

*Colonel (Er), Expert indépendant, membre du panel indépendant de haut niveau pour la sécurité et le développement au Sahel, Burkina Faso*

Monsieur Bernard QUINTIN,

*Directeur général adjoint Afrique du Service européen pour l’action extérieure (SEAE), France*

Monsieur Oswald PADONOU

*Chef de Bureau résident du Centre de Genève pour la Gouvernance du secteur de sécurité (DCAF), Mali*

### **Discutante**

Madame Amandine GNANGUENON

*Chercheuse associée, Université des Nations-Unies – Institut d’études comparatives d’intégration régionale (UNI-CRIS), France*

## Atelier 4

# Coopération entre l'Afrique et ses partenaires dans les domaines de la défense et de la sécurité

**Modérateur :** Monsieur Abdoulaye FALL

*Général (CR), ancien Chef d'Etat-major Général des Armées, Sénégal*

*L'atelier avait pour but de faire le bilan de la coopération bilatérale et multilatérale dans le domaine sécuritaire et, en l'occurrence, d'explorer les voies et moyens d'impulser, sur de nouvelles bases, une coopération mutuellement bénéfique entre l'Afrique et les partenaires extérieurs.*

*A cet égard, plusieurs questions ont été traitées par les intervenants parmi lesquelles : Quelles sont les entraves à une coopération de défense et de sécurité entre l'Afrique et ses partenaires extérieurs ? Quelles nouvelles bases instaurer entre Etats pour une coopération sécuritaire efficace ? Quel type de coopération (bilatérale, multilatérale, privée) promouvoir dans la lutte contre l'extrémisme violent ? Quelles mesures envisager pour mieux adapter les missions onusiennes de maintien de la paix aux impératifs sécuritaires des pays d'accueil?*

Au lendemain des indépendances, les États africains ont principalement développé une coopération bilatérale avec les anciens pays colonisateurs tout en étant intégrés, à travers le système des Nations Unies, à une coopération multilatérale. Ces relations entre l'Afrique et ses partenaires concernent plusieurs domaines notamment l'éducation, la formation, la santé mais aussi la défense et la sécurité. La coopération en matière de défense et de sécurité articulée autour d'un concept d'assistance technique bilatérale a connu plusieurs évolutions en fonction des bouleversements géopolitiques qui ont touché le continent au fil des années. Elle a permis le renforcement des capacités des armées pour permettre à l'Afrique de construire sa propre sécurité. Les interventions se manifestent généralement sous forme d'appui ponctuel afin de relever des défis sécuritaires.

Depuis deux décennies, le contexte est en mutation, que ce soit au niveau de l'Afrique ou au niveau mondial. Ainsi, à l'aune de ces transformations dans divers domaines, une évolution de la coopération est indispensable, avec un passage de témoin pour une autonomisation des pays africains.

En Afrique, il est aisé de mettre en exergue la dégradation de la situation sécuritaire avec à titre d'illustrations, plusieurs États africains du Bassin du Lac Tchad, du Sahel et de l'Afrique centrale qui enregistrent des perturbations politiques et sécuritaires comme les coups d'Etat et le terrorisme.

A une autre échelle, les nouvelles rivalités géopolitiques mondiales placent l'Afrique au cœur du système mondial. Dans le même temps, une nouvelle dynamique s'enclenche avec la capacité des pays du continent à augmenter le taux de scolarisation, à maintenir des taux de croissance économique positifs, à s'inscrire dans la réalisation du dividende démographique, à abriter une société civile indépendante et à découvrir et exploiter des ressources naturelles.

Des opportunités s'ouvrent pour le repositionnement de l'Afrique dans la géopolitique mondiale et favorisent la diversification des partenaires. Dès lors, il est nécessaire de repenser la nature de la coopération en matière de défense et de sécurité en réinventant les rapports entre l'Afrique et ses partenaires à travers l'autonomisation stratégique du continent, la diversification des partenariats, des modèles de collaboration et le développement d'un modèle économique stratégique.

### **Le développement de l'autonomie stratégique**

La coopération entre l'Afrique et ses partenaires remonte au début des indépendances, durant la guerre froide. Elle soulève plusieurs questionnements sur l'apport des partenaires, les survivances de la Guerre froide, et notamment le complexe de supériorité de certains partenaires vis-à-vis des Etats du continent. En outre, le manque de vision et de cohérence de certains États africains, les divergences d'intérêts aussi bien entre États africains qu'entre ceux-ci et leurs partenaires est problématique. Il s'y ajoute également l'inadéquation entre les intérêts de souveraineté



et les intérêts de sécurité collective. Enfin, la survivance de l'esprit colonial, « l'infantilisation » de certains États africains sont autant de freins à des coopérations équitables. En définitive, les États africains, dans une « position de faiblesse », ne peuvent aspirer à une coopération équitable et donc profitable.

Il apparaît un défi de communication pour changer les perceptions et les narratifs sur une réalité qui s'est considérablement transformée. Une nouvelle conscience se dessine sur le continent.

Il a été rappelé que d'un point de vue historique et sociologique, les crises peuvent être à l'origine de progrès. Ainsi, la situation actuelle peut être une opportunité pour les pays africains de réaliser leur autonomie stratégique. C'est un impératif, pour que les États puissent faire des arbitrages libres, en fonction de leurs intérêts et jouer également en tant qu'État stratège sur l'intelligence d'une situation pour faire les meilleurs choix stratégiques.

### **La diversification des partenariats et des collaborations**

Face aux changements qui se produisent, de nouveaux défis et enjeux se profilent pour la coopération entre l'Afrique et ses partenaires. Les armées ont été formées pour lutter contre les menaces classiques ; ainsi, faire face aux défis sécuritaires actuels et émergents exige une adaptation ayant pour corollaire la diversification des partenaires, ainsi que des transformations dans les modèles de collaboration.

C'est ainsi que l'Afrique accueille de nouveaux partenaires comme la Turquie, la Russie et les Émirats Arabes Unis. Cette collaboration se matérialise sous forme d'équipement, de renseignement, de soutien financier et induit des changements dans la coopération.

Il découle de cette diversification, qu'en ce qui concerne les partenaires classiques, la collaboration doit s'améliorer à travers une plus grande autonomie des pays africains à choisir, en fonction de leurs besoins et d'une approche réaliste, des partenaires en matière de défense et de sécurité.

L'analyse révèle que cette ouverture est plutôt extravertie puisque l'on note qu'au niveau du continent, la coopération entre les pays est très faible et se traduit par la création d'ensembles

souvent à l'initiative des partenaires étrangers. Il en résulte une dispersion des ressources de par la duplication des organisations à travers plusieurs initiatives comme le G5 Sahel, l'Initiative d'Accra en sus des organisations régionales telles que la CEDEAO et l'UEMOA. En termes de résultats, on ne peut donc se targuer ni d'efficacité, ni d'efficience. Il s'avère donc indispensable de renforcer le partenariat entre les pays africains à leur initiative et selon leurs propres conditions.

### **Pour un modèle d'économie stratégique**

Tirant des leçons de la crise liée à la pandémie de COVID 19 et la guerre russo-ukrainienne, les pays africains doivent travailler à assurer leur autonomie stratégique. Celle-ci désigne la capacité à agir de manière autonome en utilisant ses propres ressources dans les principaux domaines stratégiques et en coopérant avec des partenaires lorsque cela est nécessaire ou préférable.

En effet, dans un contexte d'inexistence d'une industrie d'armement, d'une faible maîtrise des technologies de cybersécurité et d'un échange commercial non optimal pour les pays africains, les collaborations ponctuelles des partenaires ne permettent pas de relever les défis sécuritaires à moyen et long terme.

L'Afrique doit donc mobiliser ses ressources naturelles pour promouvoir des États autonomes soutenus par une stratégie cohérente permettant une anticipation des évolutions géopolitiques. Continent dynamique et plein d'espoir, l'Afrique doit saisir les opportunités offertes par la diversification des partenariats et les exploiter au mieux de ses intérêts pour un bénéfice mutuel.

### **Un modèle de partenariat à inventer**

La nécessité de faire preuve d'imagination pour envisager des solutions innovantes en termes de partenariat est une des idées fortes de l'atelier. Cette évolution passe par un dialogue stratégique et une autonomisation des pays africains à travers divers leviers comme :

- l'engagement politique par une stratégie prospective et opérationnelle,
- l'ouverture à des compétences locales non disponibles au sein des armées (avocats, diplomates) pour une meilleure négociation

- des contrats en matière d'équipement,
- le renforcement des capacités des armées à faire face aux chocs exogènes,
- la réinvention des rapports entre l'Afrique et ses partenaires,
- un effort budgétaire plus soutenu pour la capacitation des armées nationales,
- la définition d'une vision claire en matière de défense et de sécurité,
- la promotion d'un engagement multilatéral par une coopération entre les armées nationales,
- la prise en compte des causes profondes de la radicalisation afin de développer des solutions préventives appropriées.

- des milices au regard des populations.
- La coopération qui n'évolue pas du fait d'éventuels agendas cachés des pays partenaires. C'est le cas de la coopération en matière de renseignement.

### Recommandations

- Affermir la volonté politique des États africains.
- Faire un effort budgétaire plus soutenu pour la capacitation des armées nationales.
- Avoir une approche duale dans les réponses face aux menaces par des partenariats bilatéraux au niveau sous régional, continental, etc.
- Consolider les écoles à vocation régionale, des écoles de formation spécialisées.
- Favoriser l'autonomie stratégique pour faire des arbitrages en fonction des intérêts de l'Afrique.
- Repenser la coopération pour mieux lutter contre l'extrémisme violent.
- Utiliser les ressources internes et s'ouvrir aux partenariats en cas de nécessité.
- Diversifier les partenariats, en prenant conscience, au niveau géostratégique, de la possibilité pour l'Afrique de tirer profit de la multitude de partenaires potentiels.
- Construire l'autonomie stratégique de l'Afrique.
- S'ouvrir à des compétences locales non disponibles au sein des armées, Exemple : avocats, diplomates, etc pour permettre une bonne négociation des contrats en matière d'équipement.
- Prendre en charge la dimension normative au sein des initiatives africaines
- Faire preuve d'imagination pour envisager toutes les solutions possibles en termes de partenariat.
- Faire l'état des lieux des partenariats existants pour en identifier les forces et faiblesses.
- Dépolitiser les armées africaines.
- Consolider la Force africaine en attendant de renforcer les armées nationales.
- Réajuster certaines initiatives africaines en s'inspirant des solutions qui marchent.

## Principaux constats et recommandations

### Constats

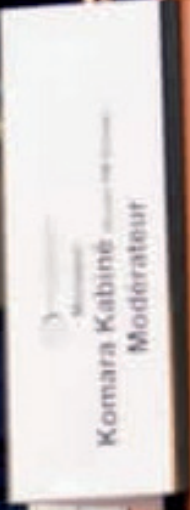
- Repositionnement de l'Afrique dans la géopolitique mondiale entre trois périodes : Période coloniale, guerre froide et post guerre froide.
- L'émergence de nouveaux partenaires : Turquie, Emirats Arabes Unis, Chine, etc. en matière d'équipement, de renseignement, de formation, de soutien financier, etc.
- Complexe de supériorité de certains États.
- La politisation des armées.
- La survivance de l'esprit colonial.
- Le manque de vision de certains États africains.
- Les rivalités géopolitiques qui placent l'Afrique au cœur du système mondial et permet la diversification des partenaires.
- La persistance de questionnement sur l'apport des partenaires traditionnels tel que la France, les Etats Unis, etc.
- L'intérêt de l'Afrique pour les partenaires compte tenu du traitement différencié selon la cible sur la mobilisation des moyens en appui aux armées.
- Les dialogues stratégiques et besoins opérationnels parfois contradictoires.
- La dispersion des ressources par la duplication des organisations, G5 Sahel, Initiative d'Accra etc.
- L'existence de constantes et de variables dans la compréhension du modèle de partenariat.
- L'armée n'est pas une fin en soi mais plutôt un moyen.
- La légitimité des armées face à l'émergence







# Programme



**Mardi 25 octobre 2022**

**10H15  
12H15**

*Centre International  
de Conférences  
Abdou Diouf*

## **Atelier 5**

# **« Place du secteur privé dans la construction de nouvelles souverainetés en Afrique »**

### **Président**

Kabiné KOMARA  
*Ancien Premier Ministre de la Guinée*

### **Intervenants**

Madame Candide BAMEZON-LEGUEDE  
*Directeur général ARCANDIA Consulting et Services,  
Présidente Fédération Femmes d'Affaires (FEFA) CEDEAO*

Monsieur Mor Talla KANE  
*Directeur exécutif de la Confédération nationale des  
Employeurs du Sénégal (CNES)*

Madame Eveline TALL  
*Présidente du Conseil d'Administration de CGF Bourse et  
CGF Gestion), Ancienne DGA d'ECOBANK*

Monsieur Bachir Ismaël OUEDRAOGO  
*ancien Ministre de l'Energie et des Mines du Burkina Faso.*

### **Discutant**

Monsieur Franck KIE  
*Expert en cybersécurité. Managing Partner de Ciberobs  
Consulting, Président de Ciberobs - Make Africa Safe*

## Atelier 5

# « Place du secteur privé dans la construction de nouvelles souverainetés en Afrique »

### Président

Kabiné KOMARA

ancien Premier Ministre de la Guinée

*L'atelier 5 avait pour objectif de déterminer la place du secteur privé dans l'émergence de nouvelles souverainetés et sa contribution à la pérennisation de ces dernières.*

*Les points de discussion ont porté sur les facteurs de vulnérabilité du secteur privé en Afrique face aux tensions et crises internationales ainsi que sur la question de savoir comment le secteur privé peut en amoindrir les effets. « Comment le secteur privé peut-il être le fer de lance dans la construction de nouvelles souverainetés ? Quel pourrait être son rôle dans la viabilité de ces dernières ? Dans quelle mesure le secteur privé peut-il impulser et soutenir une souveraineté alimentaire sur le continent ? Quid de la souveraineté énergétique ? Comment optimiser l'endogénéisation du potentiel économique du numérique en Afrique ? Quels pourraient être les contours d'une souveraineté numérique en Afrique ? »*

**« C'est l'heure des grands choix pour le continent et son secteur privé peut et doit y jouer un rôle majeur »** Monsieur Mor Talla KANE

L'interconnexion des économies accentue l'interdépendance entre les pays. De ce fait, les chocs exogènes de nature à impacter l'économie mondiale, favorisent des situations de risques majeurs d'instabilité politique et sécuritaire.

A côté de ces chocs exogènes, l'un des principaux constats de cet atelier, est que l'insécurité et le terrorisme au Sahel, puisent aussi leurs racines dans la pauvreté chronique et les inégalités sociales. Elles se manifestent à travers le faible accès à l'emploi et aux services sociaux de base. Même si les partenariats tentent d'apporter des solutions à l'accès aux services sociaux de base,

l'absence d'un secteur privé national fort, prive les populations de cadre d'accès à un mieux-être. Ces chocs réduisent aussi la capacité des Etats à être compétitif sur le plan économique et financier de même que sur le plan de la défense et de la sécurité.

Pour apporter des solutions à ces vulnérabilités, le secteur privé national peut être un acteur majeur. Le rôle de ce dernier consiste à créer de la valeur et de la richesse ; contribuer à redistribuer la richesse par les emplois créés et par la contribution aux revenus fiscaux nationaux et participer à un développement durable.

C'est dans cette mesure que le rôle du secteur privé est stratégique. C'est dire que le secteur privé national a besoin de visibilité et de conditions d'accroissement du stock de capital. Ce qui passe par la mise en place de conditions de conception, de développement et de production de services, d'infrastructures et d'équipements.

Pendant, le diagnostic posé montre que le secteur privé national reste confronté à de multiples vulnérabilités. Elles sont à la fois de nature endogène et exogène.

En effet, même en dehors des périodes de crise, le secteur privé est confronté aux difficultés de l'environnement des affaires (juridique et judiciaire, pression fiscale, etc.). Les crises installent l'incertitude dans la durée, le renchérissement des facteurs de production, du coût des services ainsi que la difficulté des sources d'approvisionnement. En plus, l'environnement sécuritaire instable caractérisé par le terrorisme, les rebellions armées, le crime organisé et le blanchiment d'argent, impactent négativement le secteur privé.



Quant aux chocs exogènes comme la pandémie à COVID-19, la guerre en Ukraine et les changements climatiques, ils ont des impacts socioéconomiques néfastes. Par exemple, face à la pandémie à COVID-19, l'Afrique a dû adopter des solutions ne correspondant pas aux réalités sociales et économiques comme le confinement ; elle a manqué de vaccins et la majorité des populations n'y a pas eu accès. La guerre en Ukraine produit à la fois, une situation d'inflation et un impact négatif sur les sources d'approvisionnement en produits agricoles, en ressources énergétiques ; la rareté des engrais fera baisser la production de céréales en Afrique de 20 %. Enfin, les changements climatiques produisent des effets néfastes marqués récemment par des inondations dévastatrices dans de nombreux pays africains.

Pour déterminer la place du secteur privé dans l'émergence et la pérennisation des nouvelles souverainetés, l'atelier l'a explorée sous trois (03) angles, le géostratégique et le politique d'une part, l'économique et le financier d'autre part, et enfin le social.

### **L'analyse sous l'angle géostratégique et politique**

Les effets des chocs exogènes sur les économies africaines se situent entre une faible attractivité des investissements étrangers et des risques de faible conquête de marché pour le secteur privé national. Une telle situation rend indispensable le renforcement de la place du secteur privé national voire régional. En effet, le secteur privé doit participer à la construction des souverainetés avec le monitoring des Etats, des organisations sous-régionales et régionales. De ce fait, le secteur privé doit s'impliquer comme un acteur majeur de la diplomatie africaine. Ce rôle lui permettra de mieux tirer parti des opportunités offertes par les partenaires nationaux et internationaux.

Toutefois, cette tendance à la souveraineté nationale ou régionale ne doit pas constituer une entrave à l'intégration des économies africaines au marché mondial et à la conquête des entreprises africaines de parts de marché dans cette économie mondiale où la place de l'Afrique reste encore très faible comparativement à ses ressources naturelles et humaines.

Le secteur privé doit être le fer de lance de la construction de nouvelles souverainetés alimentaires, sanitaires, énergétiques, numériques et même diplomatiques. Et ce, dans le cadre d'un partenariat public-privé fort. Les Etats se chargeant de la mise en place des infrastructures nécessaires qui appellent des investissements massifs et des réformes importantes, le secteur privé national doit prendre le risque à long terme et les banques locales ne peuvent s'affranchir de la question du financement adéquat de l'économie.

L'intégration constitue aussi une solution viable. La démographie de l'UEMOA, de la CEDEAO et du continent africain qui compte respectivement 130 millions, 400 millions d'habitants et 1.4 milliard de personnes, fait de l'Afrique un marché à très fort potentialité des entreprises plus fortes, car à caractère régional. La création d'un secteur privé fort correspond à l'idéal de la création de la CEDEAO (création de grands blocs commerciaux, promotion d'entreprises communes).

### **Dans cette optique, quelle place donner à l'intégration africaine dans le renforcement d'un secteur privé tourné vers la construction des nouvelles souverainetés en Afrique ?**

Une politique de libre échange se traduit inévitablement, à long terme, par une amélioration de la compétitivité des économies. L'Afrique de l'Ouest compte deux (02) zones d'intégration et cinq (05) sur le continent. Cependant, force est de constater les résultats mitigés pour certaines Communautés Economiques Régionales (CER) au regard de l'ancienneté, des objectifs assignés et atteints et des motifs d'échec. L'Afrique doit s'approprier le concept de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Pour que cette dernière soit une véritable opportunité qui permettrait aux pays africains de stimuler leur croissance à long terme, des mesures doivent être prises pour libérer les pressions concurrentielles du marché et les gains de compétitivité devraient être diffusés au sein des économies.

La construction de nouvelles souverainetés ne saurait se faire sans la prise en compte de l'évolution rapide du numérique. L'explosion du volume des données, la domination du marché des data par les entreprises Google-Apple-Facebook-Amazon-Microsoft (GAFAM) et les géants chinois, la domiciliation de l'essentiel des fournisseurs de solutions cloud, (serveurs et hébergement) aux

Etats Unis, font de la souveraineté numérique un enjeu géopolitique. Il y'a donc nécessité pour les Etats africains de travailler aux déploiements de leurs infrastructures numériques et d'investir dans des data center sur leur territoire et former des ressources humaines spécialisées. Les jeunes montrent la voie avec leur maîtrise du numérique et leur ingéniosité. Le développement de ce secteur fait appel à des besoins d'investissements colossaux auxquels le secteur privé national pourrait difficilement répondre. Tout en évaluant les menaces qui pèsent sur leurs souverainetés, les Etats doivent penser à mettre en œuvre des stratégies intelligentes et efficaces en nouant des partenariats public-privé avec les professionnels du secteur numérique (Cameroun, Sénégal et Afrique du Sud). A titre illustratif dans la guerre du cyberspace, on peut citer la mise en place de structures dédiées au Maroc (stratégie de cybersécurité) et au Sénégal (Ecole nationale de cybersécurité à vocation régionale et un laboratoire contre la cybercriminalité), dans l'espace CEDEAO, etc.

Évoquer les questions de paix et de sécurité d'une part et, de souverainetés dans le domaine du secteur privé d'autre part, implique également de se pencher sur le phénomène du commerce des armes car ce sont elles qui concourent à la violence armée et à déstabiliser les pays africains et à troubler la paix. Par exemple, les Groupes armés non étatiques, ont des arsenaux identiques à ceux des armées régulières : comment en distinguer les fournisseurs ? Le secteur du commerce des armes est de plus en plus florissant, puisque plus il y a des conflits plus il prospère et la prolifération s'accroît. Les Etats africains ne sont pas pour autant producteurs d'armes. Ils ont donc la responsabilité de renforcer le contrôle de la circulation des armes. En effet, nos Etats doivent faire face aux problèmes liés à la porosité des frontières et à l'absence d'application des textes en matière de commerce d'armes.

### **L'analyse sous l'angle économique et financier**

Le second angle envisagé par l'atelier est d'ordre économique et financier. Le secteur privé est le moteur de l'économie par sa capacité à contribuer à la création d'emplois, à la production des richesses agricoles, énergétiques, numériques et au bien-être des populations.

### **Quels sont les facteurs de vulnérabilité du secteur privé face aux tensions et crises internationales ?**

Le secteur privé africain fait face à des vulnérabilités de multiples natures tels que l'insécurité juridique, la précarité de l'emploi, l'accès au financement et les pressions fiscales. Le caractère très extraverti des économies a pour conséquence une grande exposition des entreprises aux chocs exogènes. Les équipements, pièces de rechange, intrants et matières premières sont quasiment importés. Les chaînes d'approvisionnement sont longues et occasionnent des surcoûts qui diminuent la compétitivité. Le déficit de financements notamment sur le long terme ou les secteurs à risque comme l'agriculture, bloque les initiatives. Dès lors, face aux conséquences de la crise russo- ukrainienne, il est important que les Etats africains réfléchissent sur les moyens de soutenir les entreprises africaines pour produire en Afrique.

Il faut reconnaître que le partenariat public-privé est actuellement considéré comme le plus avantageux des modes de commande publique. Or, les textes légaux et réglementaires de nos pays prônent trop souvent l'attraction des investissements directs étrangers (IDE). Il est, en conséquence primordial, de mener des réflexions profondes sur la consolidation du secteur privé national largement immergé dans l'informel.

### **Quid de la place de l'Afrique dans le commerce international**

Le continent africain détient une part de 5 % dans le marché international, ce qui est très faible. Les différentes parties prenantes doivent réfléchir sur les types d'entreprise que nous voulons pour booster l'économie africaine capables d'impacter significativement sur les échanges commerciaux mondiaux mais aussi régionaux.

Le décollage économique de l'Afrique est freiné par le système de demande de crédits lourds et répétitifs, qu'il faut par la suite rembourser à des

taux parfois élevés.

Emprunter à l'extérieur, consommer puis rembourser, ne permet pas de capitaliser les ressources. Certes, l'Afrique peut avoir des potentiels de production mais comparativement à son potentiel de consommation faible, des écarts restent à combler.

- *La gestion et l'utilisation durables des terres arables en Afrique*

Les Etats africains doivent veiller sur la gestion et l'utilisation durables des terres arables. Au Sénégal, par exemple, celles-ci doivent être capitalisées non pas seulement par les investissements sénégalais, mais aussi, associer les capitaux ivoiriens, guinéens, etc., pour une production destinée au marché ivoirien, guinéen, etc.

- *Le renforcement de l'investissement dans les zones rurales*

Le secteur privé doit s'impliquer dans le développement économique du monde rural. Il faut donner à la population rurale les moyens de se nourrir en produisant suffisamment pour cette cible. L'excédent de la production pourra être vendu dans les villes.

- *Le défi énergétique sur le continent africain*

Comment créer un secteur privé qui soit productif, compétitif et qui commerce équitablement lorsque le kilowatt/heure auquel sont soumis les pays africains, figure parmi les plus chers au monde ? Un rapport de la Banque Mondiale a mis en évidence la perte à coût de milliards qu'engendre le manque d'énergie au secteur privé africain.

Tous ces éléments présentent la cartographie des problèmes du secteur privé auxquels il convient d'apporter des solutions durables en s'appuyant sur les pistes de recommandations émanant de l'atelier.

En effet, le développement du secteur privé passe, selon les interventions et les contributions, d'une part, par la création d'une économie locale

forte par la décentralisation. D'autre part, il repose sur l'intégration sous-régionale, régionale et continentale à travers :

- des valeurs communes comme la solidarité ;
- des mécanismes de réglementation et de régulation innovants ;
- des investissements publics stratégiques et centrés sur le renforcement du commerce transfrontalier ;
- des modes de financement adaptés aux besoins du secteur privé ;
- une ouverture sur les marchés internationaux et régionaux.

### **L'analyse sous l'angle social**

L'existence du secteur privé ne vise pas uniquement, le développement économique et/ou la création d'industries fortes. Elle s'inscrit aussi, dans l'amélioration des conditions de vie des populations. Dans les pays dits développés, 80 à 90% du PIB proviennent du secteur privé, car la population active dispose d'un pouvoir d'achat et de consommation assez élevé. Si le secteur privé est faible et ne dispose pas de la pleine capacité pour attirer les ressources, il faut s'attendre à ce que le PIB soit moindre.

La pyramide de Maslow enseigne que les besoins prioritaires c'est avant tout, avoir de quoi se nourrir. Par conséquent, l'Etat doit faire en sorte que les besoins primaires puissent être une réalité pour les populations. Nos Etats peinent à mettre en place des mesures pour subvenir à ces besoins.

Quelles stabilités offre le secteur privé lorsque seulement 6 % de nos entreprises emploient un personnel qui dépasse dix (10) travailleurs<sup>1</sup> ? La majorité des 94% restant sont des entreprises familiales employant deux ou trois personnes, mais encore beaucoup de salariés ne sont pas déclarés à la sécurité sociale. Cela revient à constater que les personnes qui arrivent sur le marché de l'emploi exercent dans un climat d'insécurité permanente.

### **Place de la souveraineté alimentaire sur le continent. Dans quelle mesure le secteur privé**

1 Rapport général sur la région du SAHEL cité par Monsieur OUEDRAOGO Bachir



## **peut-il impulser et soutenir une souveraineté alimentaire sur le continent ?**

Autrefois maintenues à distance des politiques publiques, les entreprises privées sont aujourd'hui, couramment considérées comme des partenaires clés pour la conception et la mise en œuvre de politiques, aussi bien par les dirigeants africains que par les donateurs.

Il faut entendre par souveraineté alimentaire, les moyens à mettre en place pour parvenir à la sécurité alimentaire. On définit souvent la souveraineté alimentaire comme : « le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite avec des méthodes durables, et le droit des peuples de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires. ».

Il ne faudrait également pas perdre de vue que la souveraineté est d'abord une question foncièrement nationale. Parler du débat de la souveraineté conduit à évoquer la question de l'intégration politique. Lorsqu'il s'agit des souverainetés alimentaire, énergétique et autres, il est parfois dit que l'Afrique est très riche. Or, il faut distinguer nettement les ressources potentielles d'un Etat de sa capacité transformatrice ; une ressource n'est pas une capacité. Pour engager le processus de transformation dans nos Etats, les besoins en formation doivent être revus. Les africains doivent avoir une perception de leurs réalités et leurs priorités. En effet, un secteur donné peut être utile ailleurs mais ne pas l'être en Afrique. On ne doit pas se laisser appâter dans une dynamique mondiale dans laquelle on ne se retrouve pas forcément. Il est aussi évident que l'on ne saurait avoir un secteur privé compétitif si les pratiques de bonne gouvernance ne sont pas mises en exergue. Tant que cela ne sera pas réglé, le système façonnera un secteur privé qui va accompagner d'autres acteurs externes.

Les Etats doivent mieux matérialiser l'allègement des charges fiscales pour faciliter le développement et la pérennisation des

entreprises. Il est en effet important, tant pour les Etats, que pour le secteur privé, de valoriser le capital humain africain.

La souveraineté économique énergétique doit aujourd'hui dépasser les frontières. Créer de l'économie dans nos espaces étroits ne garantit pas le développement. Le binôme Etat/Secteur privé doit mettre en place des mécanismes efficaces pour favoriser l'intégration des marchés pétroliers dans l'espace UEMOA, et sortir de la forte dépendance des capitaux extérieurs.

## **Pourquoi aujourd'hui le secteur privé autrefois mis à l'écart de ces politiques publiques est devenu un partenaire privilégié ?**

Il est devenu impératif de transformer les agricultures africaines pour assurer la sécurité alimentaire sur le continent. L'Afrique apparaît comme le continent pouvant contribuer de manière cruciale à la sécurité alimentaire mondiale à long terme, car elle dispose d'importantes ressources (terres, eau, main d'œuvre, etc.). Le secteur privé doit durablement s'investir dans la lutte contre la dégradation des ressources naturelles pour viser des niveaux de rendement plus élevés.

Il sera difficile de lutter contre le terrorisme et l'insécurité si l'on n'est pas apte à répondre majoritairement, aux besoins primaires des jeunes.

Pourquoi un jeune de 17 ans qui a l'avenir devant lui serait prêt à aller se faire exploser avec ses frères ? Chaque année, plusieurs milliards sont injectés dans la lutte contre le terrorisme, Comment améliorer la capitalisation d'un tel investissement ?

Les Etats doivent impérativement évaluer leurs stratégies, afin d'identifier et de résoudre les causes profondes du terrorisme et de l'insécurité.

Le secteur privé a un rôle essentiel dans l'éducation et la formation qualifiante de la jeunesse car en Afrique francophone, les jeunes ne reçoivent pas une formation adéquate visant à les professionnaliser. L'autre challenge de la jeunesse concerne l'accès au financement. Il existe moult mécanismes de financement mais

la plupart ne parviennent pas à lever les fonds parce que les jeunes entrepreneurs ne reçoivent pas forcément la formation technique nécessaire dans ce domaine. Par conséquent, il serait intéressant d'initier des programmes portant sur la préparation à l'investissement. (Exemple : ISM offre des formations à des entrepreneurs agricoles).

En effet, pour ce qui concerne la dimension sociétale, les femmes et les jeunes ont du mal à intégrer les sphères formelles de l'économie. Or, la population africaine étant majoritairement constituée de jeunes, se pose la question de la réalisation du dividende démographique afin de répondre au défi de la création d'emplois et de l'accession à une vie décente. Par conséquent, une grande tendance prospective se dégage à savoir, l'objectif stratégique d'identification et de mise en œuvre de mesures préventives et viables de compétitivité du secteur privé pour résorber la demande d'emploi. En 2050, il est estimé que 500 millions de jeunes arriveront sur le marché de l'emploi. En Afrique, cela représente chaque année plus de 10 millions de jeunes demandeurs d'emploi. Cette déferlante démographique peut devenir une opportunité si le continent parvient à relever le défi de l'employabilité des jeunes. Pour répondre à la demande économique et bâtir le futur des jeunes, il est urgent de renforcer l'efficacité des systèmes de formation professionnelle en privilégiant les approches partenariales (UNESCO).

Il faut prendre en compte les défis de l'entrepreneuriat féminin ; les femmes jouent un grand rôle dans la création des activités génératrices de revenus et possèdent une capacité de résilience pouvant contribuer à la stabilité économique. Elles évoluent majoritairement, dans le secteur informel mais contribuent de manière non négligeable, dans les économies nationales. Cependant, la faible formalisation et organisation, ne leur permet pas d'optimiser la valeur de leur production. Si le secteur informel est utile en ce qu'il permet de régler des problèmes sociaux, il n'est pas efficace à long terme, faute de structuration légale et opérationnelle. Les femmes doivent bénéficier d'un accompagnement pour l'octroi de financement.

## Constats

Des échanges, il ressort plusieurs constats :

- les chocs exogènes causent des pertes pour les investissements dans le secteur privé;
- l'insécurité et le terrorisme au Sahel, puisent leurs racines dans la pauvreté. On ne peut les vaincre sans apporter des solutions à la précarité des populations ;
- un manque de banques agricoles dans les pays africains. Un pays qui ne peut répondre aux besoins alimentaires de sa population n'est pas souverain ;
- le manque de solidarité est un frein dans le développement de nos économies;
- faciliter le transport des marchandises par route car les difficultés d'acheminement des produits d'un pays africain à un autre sont grandes
- la qualité des ressources humaines et les systèmes de management ne facilitent pas la réactivité et les ajustements internes face à des chocs exogènes de grande ampleur ;
- l'étroitesse des marchés et la faible intégration des économies ne permettent pas les économies d'échelle ;
- les Etats disposent de très peu de moyens pour accompagner les entreprises en temps de crise comme lors de la pandémie à COVID-19 ;
- l'économie est duale avec une forte présence de l'informel créateur de richesse mais fiscalement peu contributif et largement prédateur dans le secteur marchand au détriment du secteur formel qui soutient l'essentiel de la charge fiscale ;
- le privé national se dit souvent lésé par le privé international sur son propre marché et n'arrive pas à grandir ;
- le développement de l'Afrique doit se faire avec l'ensemble de ses Etats. Il ne faut pas se priver des potentialités africaines.

## Recommandations

- Pour viabiliser la conquête des souverainetés, les recommandations issues de l'atelier sont les suivantes :
- favoriser le partage des compétences entre l'Etat et le secteur privé ;
- affirmer et renforcer le patriotisme économique comme socle de la conquête des souverainetés ;
- exiger les transferts de connaissances à chaque fois que c'est possible ;
- diffuser les méthodes de management du secteur privé dans un objectif d'efficacité et d'efficience ;
- encourager les partenariats publics-privés avec les collectivités locales ;
- promouvoir l'exigence de qualité et la chasse au gaspillage ;
- le partenariat public-privé est l'une des clés de construction de nouvelles souverainetés: renforcer le patriotisme économique ;
- appliquer les textes et permettre la libre circulation des personnes et des biens telle qu'elle est prévue dans la ZLECAF ;
- prendre conscience que seuls les Africains sauveront l'Afrique; il est important de faciliter et de sécuriser l'investissement privé national; l'investissement étranger viendra en complément et en partenariat avec l'investissement national ;
- faciliter les flux financiers ;
- utiliser toutes les intelligences africaines ;
- penser à une transformation structurelle de nos économies ;
- promouvoir les entreprises locales pour une plus grande endogénéisation des économies africaines ;
- assurer la préservation des ressources naturelles ;
- élaborer et appliquer les politiques qui promeuvent le secteur agricole :la souveraineté alimentaire est primordiale pour la sécurité de nos pays ;
- faire un plaidoyer pour la création des banques agricoles ;
- amener le consommateur à jouer sa partition dans le développement des économies locales ;
- repenser la souveraineté numérique ;
- s'approprier la souveraineté énergétique ;
- investir dans les énergies renouvelables et dans la recherche et développement ;
- accompagner les femmes dans la formalisation de leurs activités professionnelles et dans l'optimisation de la valeur de leurs productions ;
- renforcer la solidarité entre africains pour la mise en œuvre des politiques d'intégration ;
- faciliter l'accès au financement aux femmes et aux jeunes ;
- favoriser une montée en puissance de la classe moyenne qui est un moteur de croissance et un catalyseur pour l'accroissement des revenus nationaux ;
- définir une politique protectionniste pour les entreprises locales notamment les TPE et les PME / PMI. Les Communautés d'intégration devraient les inciter à aller vers des projets à dimension communautaire en élargissant les marchés ;
- amener le secteur privé à mettre l'accent sur la valorisation des produits locaux en privilégiant les chaînes courtes à celles longues.

## Conclusion

A l'issue des travaux l'idée forte qui est ressortie des débats est que le secteur privé doit participer à la construction des souverainetés avec le monitoring des Etats. L'une des recommandations fortes est de mettre en place des mécanismes de mise en œuvre et de suivi-évaluation des productions du Forum.







# Programme

Forum International de Dakar  
sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Dakar International Forum  
on Peace and Security in Africa

L'Afrique à l'épreuve des chocs exogènes.  
Défis de stabilité et de souverainetés

8<sup>ème</sup>  
édition  
24 - 25  
octobre 2022  
Dakar - AD



**Mardi 25 octobre 2022**

**10H15  
12H15**

*Centre International  
de Conférences  
Abdou Diouf*

## **Atelier 6**

### **« Jeunesse, Citoyenneté et Souveraineté : les défis de l'éducation et de la formation »**

Modérateur : Madame Aïchatou MINDAOUDOU  
*PDG d'Ipiti Consulting, ancienne RSSG des NU en Côte d'Ivoire, Chef de l'ONUCI*

#### **Intervenants**

Monsieur Guillaume HUSSON  
*Chef du secteur Éducation du Bureau régional Multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel)*

Monsieur Gilles Olakounlé YABI  
*Président du Think Tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest WATHI*

Monsieur Hiromishi MORICHITA  
*Directeur régional et Haut représentant du JICA au Sénégal*

#### **Discutante**

Madame Sofie FROM-EMMESBERGER  
*Directrice générale Département Afrique et Moyen-Orient (MAE Finlande)*



## Atelier 6

# Jeunesse, Citoyenneté et Souveraineté : les défis de l'éducation et de la formation

Modérateur : Madame Aïchatou MINDAOUDOU

PDG d'Ipiti Consulting, ancienne RSSG des NU en Côte d'Ivoire, Chef de l'ONUCI

L'atelier 6 avait comme thème de réflexion « Jeunesse, citoyenneté et souveraineté : les défis de l'éducation et de la formation ».

Il était question de mettre en exergue la place du capital humain, notamment la jeunesse africaine, dans le développement de l'Afrique, en tant que fer de lance de la construction de nouvelles souverainetés. Au-delà des défis liés à la formation, et aux opportunités offertes par la révolution numérique, les opportunités pour l'appropriation d'une nouvelle citoyenneté articulée autour d'un système éducatif adapté aux besoins réels conformément à la Déclaration d'Incheon « Education 2030 » et de « l'Agenda 2063 de l'Union africaine ».

Les réflexions engagées par les intervenants sont portées par les interrogations ci-après : Comment la jeunesse africaine pourrait-elle profiter de la révolution numérique en cours pour impulser le développement de la science, de la technologie et de l'innovation ? Quels rôles pour la jeunesse africaine dans les politiques de développement durable, principalement dans la quête de nouvelles souverainetés (numérique, énergétique, alimentaire etc. ? Quelles sont les réformes à entreprendre dans les systèmes éducatifs africains actuels pour promouvoir une formation à la citoyenneté, au civisme et à l'emploi ? Quels sont les défis des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) à surmonter dans l'éducation et la consolidation de la citoyenneté en Afrique ?

### Quel système éducatif pour l'éclosion de la créativité de la jeunesse africaine ?

La révolution numérique est caractérisée par l'expansion du réseau internet et la puissance croissante des machines (rapidité et volume de traitement, capacité de stockage, sécurité)

ainsi que par plusieurs applications connexes (l'informatique en nuage, la robotique, le Big data, l'intelligence artificielle...). La révolution numérique offre aux jeunes l'opportunité d'accéder, de bénéficier et de contribuer au développement de la science, de la technologie et de l'innovation, et par là d'améliorer leurs conditions de vie. Toutefois, pour que les jeunes africains puissent profiter pleinement de la révolution numérique, quelques prérequis sont nécessaires, tels que la mise en œuvre de politiques :

- d'expansion et d'accès aux infrastructures et matériels nécessaires tels que l'électricité et/ou les autres formes d'énergies, l'internet, les ordinateurs et/ou les autres terminaux.
- volontaristes et favorables à l'importation ou la fabrication des outils numériques
- visant à promouvoir la recherche, la production et le partage des contenus de qualité, y compris des contenus locaux, pouvant aider les jeunes à bénéficier et de contribuer au développement de la science de la technologie et de l'innovation.
- soutenant la créativité, l'innovation et l'emploi en créant des programmes et projets de réseautage, de renforcement de compétences et d'émulation pour l'entrepreneuriat et la création d'emploi, et en soutenant la création d'incubateurs de projets, de pépinières d'entreprises et de startups.
- visant à renforcer la formation des jeunes et des enseignants et autres encadreurs des jeunes à l'enseignement et à l'apprentissage en ligne, afin de saisir les possibilités de formation qui y sont disponibles. Ils pourront ainsi développer des compétences et produire des outils et ressources de formation personnalisés et de qualité.

Enfin, les politiques publiques des Etats africains doivent encourager l'investissement dans la recherche, le développement et l'innovation (R-D-I) afin de relancer les structures économiques du continent et de rattraper le reste du monde dans le domaine des technologies.

La jeunesse africaine doit être acteur du changement pour que les pays africains soient souverains dans les secteurs numérique, énergétique, alimentaire, en télécommunication, etc.. Le développement des nouvelles souverainetés de l'Afrique dans le domaine numérique, énergétique, alimentaire et autres est fortement lié à l'environnement et à l'orientation économique proposés par les politiques à savoir que :

- les Etats doivent, de ce fait, engager une démarche volontariste de reformulation de leur stratégie de développement, en privilégiant le développement d'écosystèmes d'innovation qui ont fait leurs preuves dans les pays développés ou émergents en termes de changement recherché en matière d'innovation de haut niveau et de création de valeur dans le secteur du numérique, de l'énergie, de la chaîne alimentaire, etc.
- les pays doivent également s'insérer dans les chaînes de valeurs mondiales dont les retombées économiques sont potentiellement importantes pour leurs territoires et populations en termes d'augmentation de niveau de vie (création d'emplois, d'activités, maîtrise de savoir de haut niveau...)

Les jeunes doivent être créatifs, avoir de très hautes compétences dans les domaines d'innovation pointue et disposer de compétences en entrepreneuriat. Cette jeunesse doit avoir l'esprit critique et savoir détecter les opportunités porteuses dans ces secteurs. En effet, la jeunesse africaine est l'acteur principal de la quête de souveraineté dans les domaines cités.

**Les systèmes éducatifs africains devraient entreprendre plusieurs réformes pour promouvoir une formation à la citoyenneté, au civisme et à l'emploi. Pour cela trois réformes**

**sont prioritaires :**

- les réformes curriculaires, des programmes scolaires et la mise à disposition de ressources éducatives adaptées sont une nécessité dans les pays africains notamment pour « décoloniser l'éducation » en Afrique ;
- l'adaptation de l'offre à la demande d'éducation pour une éducation pour tous, équitable et ne laissant personne de côté ;
- la digitalisation du système éducatif et l'intégration des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

**Les défis pour une intégration effective et efficace des TIC dans l'éducation et la consolidation de la citoyenneté en Afrique se situent à plusieurs niveaux :**

- l'absence et/ou le manque et/ou l'inadéquation des politiques relatives à l'intégration des NTIC dans l'éducation et la consolidation de la citoyenneté, dans plusieurs pays, ainsi que la faiblesse des mécanismes de suivi de l'application des politiques au cas où elles existent.
- les problèmes d'accès et de fiabilité des infrastructures (énergie, internet).
- les problèmes d'insuffisance et d'inadéquation des compétences des différents acteurs impliqués dans l'intégration des NTIC dans l'éducation.

**Une jeunesse exclue en quête de reconnaissance et de représentativité**

Dans beaucoup de pays africains, les jeunes et les enfants, sauf ceux qui font partie des classes sociales privilégiées, sont ignorés, méprisés ou juste marginalisés. En tout cas, ils ne comptent pas beaucoup et quand ils disparaissent, ça se remarque à peine. Lorsqu'on a des manifestations dans les villes africaines, la réaction naturelle est souvent celle de les qualifier de badauds, de voyous, d'oisifs... Cette dernière appellation n'est pas fautive : ils ont du temps, beaucoup de temps. De l'énergie, du temps et des frustrations, beaucoup d'autres en naissent. Alors le discours sur l'Afrique promise à un grand avenir parce qu'elle est un continent de jeunes et d'enfants demande à être fortement relativisé. Les jeunes et

les enfants qui sont largement majoritaires sont privés d'éducation, de formation, d'expériences de formation de leurs esprits et de leurs mains. Ils se débrouillent, et ceux qui peuvent partir partent.

Nos dirigeants, les leaders politiques, civils comme militaires, sont tous habités par leur parcours depuis l'enfance, par leur apprentissage de la vie à la maison, à travers le système éducatif ainsi que leur environnement social et culturel. Ce sont les produits de leur éducation. Les dirigeants mais aussi les citoyens, les populations, sont façonnés par leur parcours éducatif, leurs actes, leurs réflexions, leur vision de la société, de la vie, de ce qui est important et de ce qui ne l'est pas, de ce qui est acceptable et de ce qui ne l'est pas, des comportements individuels et collectifs acceptables et ceux qui ne le sont pas.

Derrière les crises que nous connaissons, nous devons reconnaître le rôle joué par des failles éthiques, reconnaître la réalité d'une crise morale qui traverse nos sociétés. Nous devons aussi reconnaître que nous ne sommes pas au niveau où nous devrions être sur le plan des compétences, des savoirs et des savoir-faire, l'état de nos armées, celui de nos systèmes de santé... Tout cela montre des progrès insuffisants dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Nous avons déjà des défis considérables en termes d'éducation dans les pays de la région, hors crises sécuritaires. Des efforts importants avec des hausses spectaculaires des taux de scolarisation primaire et secondaire. Mais des millions d'enfants ne sont toujours pas à l'école et deviennent des adultes avec un bagage de savoirs, de savoir-être et de savoir-faire limité. Les crises graves ont entraîné de fermetures massives d'écoles... au Sahel notamment. On en est là encore dans plusieurs régions du continent. Ce sont des efforts stoppés nets par l'insécurité avec un coût immédiat massif pour les enfants qui n'ont plus accès à l'école.

Les adaptations très limitées à la crise sanitaire : un rappel clair des réalités, notamment s'agissant des enseignements à distance passant par internet et par d'autres outils. La réalité est celle d'une inégalité massive entre les enfants qui

peuvent bénéficier d'un accompagnement de leurs parents et tous les autres.

Toute réflexion sur l'éducation doit être une réflexion sur la vie quotidienne, sur les usages du temps, celui des adultes, des parents, des enfants, sur le temps à l'école, sur le temps en dehors de l'école, sur le temps devant les écrans, sur le temps utilisé pour apprendre, sur le temps de la construction du lien social, etc.

Le développement national par la science et l'éducation » (ke jiao xing guo), depuis 1995, le gouvernement chinois proclame inlassablement sa détermination sur cette stratégie. Depuis vingt ans, la politique de l'enseignement en Chine oscille entre plusieurs priorités, que l'on peut ramener à trois grandes catégories : priorité à l'enseignement universel fondamental, priorité à l'enseignement secondaire, ou priorité à l'enseignement supérieur. En effet, la priorité donnée à l'enseignement universel fondamental consiste à assurer d'abord ce que les Chinois appellent « les deux bases ». Il s'agit d'une part de généraliser pour les enfants d'âge scolaire une scolarité obligatoire de 9 ans, comprenant en principe un cursus primaire de 6 ans et un premier cycle du secondaire de 3 ans ; d'autre part, et c'est la seconde « base », d'éliminer l'illettrisme parmi la population de 15 à 50 ans. La deuxième catégorie de priorités vise surtout le problème du chômage. Elle s'attache à restructurer l'enseignement secondaire, notamment dans son second cycle, en sorte d'y donner la prééminence à l'enseignement professionnel et de drainer vers cette branche la majorité des élèves. La réorientation de l'enseignement secondaire est complétée par le développement d'une large gamme d'enseignements complémentaires, par correspondance, télévisés, en stages courts, destinés à donner une qualification professionnelle à des personnels n'ayant pas suivi le deuxième cycle du secondaire, qu'ils soient employés ou chômeurs. Enfin, la troisième catégorie de priorité prend en compte le rôle déterminant de l'avancé scientifique et technologique dans la compétition internationale. Elle préconise l'extension et la rénovation de l'enseignement supérieur...



## **L'éducation des jeunes comme facteur d'inclusion et d'équité**

De nombreux enfants ne parviennent pas à lire et à calculer correctement. La gravité de cette situation est particulièrement importante en Asie du Sud et en Afrique. Les fermetures d'écoles dues à la pandémie de COVID 19 ont exacerbé ce problème, et en plus de cela, les fermetures d'écoles dues à la menace terroriste sont également un sérieux problème dans la région du Sahel.

Il a été rapporté que les fermetures d'écoles lors de la pandémie de COVID 19 réduiraient de 10% les revenus futurs des enfants actuels. Ce qui apporte de sérieuses implications pour la formation du capital humain.

Par conséquent, afin de jeter les bases d'une société résiliente et stable, tous les enfants doivent bénéficier d'éducation adéquate et pouvoir la poursuivre en fonction de leurs compétences. Cela nécessite des efforts individuels, bien sûr mais aussi des efforts de la part des gouvernants.

Deux remarques sur la réforme de l'éducation en Afrique.

Le premier point est l'importance d'impliquer davantage les communautés. Les acteurs concernés, y compris les parents et les communautés, devaient soutenir l'éducation. A titre illustratif, la JICA met en œuvre des initiatives visant à améliorer la qualité de l'éducation à travers la participation communautaire dans les pays sahéliens comme le Niger, le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal. Le point essentiel est d'élire des représentants des comités de gestion scolaire par le vote du scrutin secret. Cela renforce le sentiment de soutien des représentants par les membres de la communauté et rend les écoles plus responsables vis-à-vis de leurs communautés. Ce sentiment de solidarité renforcé à la paix et à la stabilité et améliorera la qualité de l'éducation.

Le deuxième point concerne l'enseignement des sciences et des mathématiques. Si la science et la technologie doivent constituer la base du développement économique et social à l'avenir, il importe de mettre l'accent sur l'acquisition de compétences et de connaissances notamment dans les mathématiques dès l'enseignement primaire. Les mathématiques constituent la base de toutes les matières scientifiques et technologiques et, en même temps, la base du développement de la pensée logique.

Toutefois, le problème est que l'on accorde beaucoup d'attention au comportement d'enseignants qui ne se préoccupent guère de l'acquisition des connaissances des enfants. Un enseignement approprié est essentiel, mais il n'a aucun sens s'il ne conduit pas à la compréhension des enfants. Le manque de pratique (exercice) et le caractère unilatéral de l'enseignement des enseignants sont perçus comme des défis. Le manque de pratique est également un problème au niveau de la formation professionnelle. Les ingénieurs qui ne peuvent pas mettre leur connaissance en pratique sont inutiles sur le terrain.

En outre, il semble essentiel de mettre l'accent sur l'éducation des filles. Les étudiants qui se spécialisent dans les domaines sont généralement des garçons alors que la moitié de la population est féminine. La promotion de l'éducation des filles est nécessaire non seulement du point de vue de l'équité, mais aussi du point de vue de l'efficacité du développement économique.

## Recommandations

- Inscrire les projets éducatifs nationaux comme priorité stratégique des plans de transformation économique, sociale et culturelle à long terme dans tous les pays ;
- Déterminer de manière souveraine les orientations fondamentales dans le domaine de l'éducation et assurer leur mise en œuvre cohérente sur une durée suffisamment longue pour produire des résultats ;
- Mettre en place des calendriers scolaires et des programmes adaptés aux contextes économiques et sociaux locaux, en particulier dans les zones rurales ;
- Tenir compte des calendriers agricoles et de manière générale des contraintes économiques et sociales pour déterminer le calendrier scolaire. Inclure les communautés rurales et les parents d'élèves dans la mise en place de ce calendrier aménagé ;
- Autoriser des variations du calendrier scolaire en fonction des régions ou provinces tout en respectant strictement les standards nationaux (volumes horaires annuels, dates des examens) ;
- Impliquer les populations locales dans l'élaboration des curriculums scolaires à travers des processus formels annuels d'information, de consultation et de débats à l'échelle des régions, départements ou provinces ;
- Assurer une veille permanente et un encadrement effectif de l'offre éducative existante publique et privée, y compris celle des écoles confessionnelles ;
- Conduire des campagnes régulières d'explication aux citoyens des orientations générales des systèmes éducatifs nationaux et des choix difficiles dictés par le décalage entre les ressources limitées et le défi de la forte croissance des effectifs d'enfants à éduquer ;
- Faire de la formation des enseignants, de leur accompagnement et de leur supervision effective la première des priorités des réformes dans le domaine de l'éducation ;
- Envisager avec pragmatisme toutes les options pour faire face au défi extraordinaire que représente la fourniture d'une éducation publique de qualité à tous les enfants dans des contextes de forte croissance démographique et de ressources humaines et financières limitées.



**Mardi 25 octobre 2022**

## **4<sup>ème</sup> demi-journée**

9H00  
10H30

### **Cérémonie de clôture**

S.E.Mme Aïssata TALL SALL  
*Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur  
du Sénégal*

15H45  
17H45

### **Conférence de presse**

15H45  
17H45

S.E.Mme Aïssata TALL SALL  
*Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur*

15H45  
17H45

S.E.M. Mahamadou ISSOUFOU  
*Ancien Président de la République du Niger, Président du Panel  
de Haut Niveau sur la Sécurité et le Développement au Sahel.*





# Programme

Forum International de Dakar  
sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Dakar International Forum

on Peace and Security in Africa

L'Afrique à l'épreuve des chocs exogènes:  
Défis de stabilité et de souverainetés

8<sup>ème</sup> édition  
24 - 25  
octobre  
Dakar



Mme Aïssata Tall SALL  
Ministre des Affaires Étrangères  
et des Sénégalais de l'Étranger

**Mardi 25 octobre 2022**

**14H00  
16H30**

*Centre International  
de Conférences  
Abdou Diouf*

## **Cérémonie de clôture**

Mme. Aïssata Tall Sall,

*Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de  
l'Extérieur, République du Sénégal*



# Discours du MAESE



For

D:

L'Afrique  
Défis de

Forum International de Dakar  
sur le Paix et la Sécurité en Afrique  
Dakar International Forum  
on Peace and Security in Africa  
Forum International de Dakar  
sur le Paix et la Sécurité en Afrique  
Dakar International Forum  
on Peace and Security in Africa  
Forum International de Dakar  
sur le Paix et la Sécurité en Afrique  
Dakar International Forum  
on Peace and Security in Africa  
Forum International de Dakar  
sur le Paix et la Sécurité en Afrique  
Dakar International Forum  
on Peace and Security in Africa  
Forum International de Dakar  
sur le Paix et la Sécurité en Afrique  
Dakar International Forum  
on Peace and Security in Africa  
Forum International de Dakar  
sur le Paix et la Sécurité en Afrique  
Dakar International Forum  
on Peace and Security in Africa  
Forum International de Dakar  
sur le Paix et la Sécurité en Afrique  
Dakar International Forum  
on Peace and Security in Africa



Forum International de Dakar  
sur le Paix et la Sécurité en Afrique  
Dakar International Forum  
on Peace and Security in Africa



édition  
24 - 25  
septembre 2022  
Dakar - ICCAD

L'Afrique à l'épreuve des chocs exogènes:  
Défis de stabilité et de souverainetés



# DISCOURS DE CLÔTURE

## DE LA MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DES SÉNÉGALAIS DE L'EXTÉRIEUR

**Excellence Monsieur le Président Mahamadou ISSOUFOU,**

**Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres,**

**Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,**

**Messieurs les Officiers Généraux,**

**Distingués Experts,**

**Honorables invités,**

**En vos rangs, grades, titres et qualités, tous protocoles observés,**

Je voudrais, à l'entame de mon propos, remercier au nom du Président de la République, du Gouvernement et en mon nom propre, l'ensemble des autorités ayant fait le déplacement à Dakar pour honorer de leur présence cette huitième édition du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique.

Face aux menaces terroristes, aux coups d'État répétés et dans le contexte de la guerre en Ukraine, le Forum International de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique a tenu sa huitième édition, les 24 et 25 octobre 2022, avec comme thème: « **L'Afrique à l'épreuve des chocs exogènes : défis de stabilité et de souverainetés** ».

Sur invitation de S.E.M. Macky SALL, cette 8e

édition du Forum de Dakar a été auréolée de la présence de ses Homologues d'Angola, S.E.M. Joao Manuel Gonçalves LOURENÇO, et du Cabo Verde, S.E.M. Jose Maria Pereira NEVES.

Ont également honoré de leur présence ce Forum, le Vice-Premier Ministre de la Guinée Bissau, Monsieur Mario Soares SAMBU, le Ministre des Affaires étrangères de l'Arabie Saoudite, Son Altesse le Prince Faisal bin Farhan AL SAOUD, ainsi que nos traditionnels partenaires, la France et le Japon, respectivement représentés par la Secrétaire d'Etat française Madame Chrysoula ZACHAROPOULOU, en charge du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux, et du Ministre délégué japonais, Monsieur Yamada KENJI. Fort d'une trentaine de délégations ministérielles auxquelles s'est ajoutée une dizaine d'institutions internationales au nombre desquelles les Nations Unies, l'Union Africaine, la CEDEAO, l'Union Européenne ou encore l'OTAN, sans oublier les dizaines d'organisations non gouvernementales et de Think Thank présents, le Forum de cette année a tenu ses promesses en termes de niveau et de qualité de participation.

Qu'il me soit ici permis de remercier toutes les délégations étrangères mais également les experts de haut niveau qui ont contribué considérablement à la richesse des débats tout au long de ces derniers jours.

Par ailleurs, cela n'aurait pu être possible sans l'accompagnement précieux de nos chers partenaires institutionnels et privés qui nous ont encore une fois réaffirmé leur appui malgré un contexte économique si difficile.

Je veux nommer la France, le Japon, l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Qatar, la Türkiye, la Chine, l'UEMOA, les entreprises Air Sénégal, SOCOCIM, AIRBUS, ARQUUS, VICAT et SUMMA Sénégal.

**Excellences,**

**Mesdames, Messieurs,**

**Honorables invités,**

Nos dirigeants ont, au cours de la cérémonie d'ouverture et du panel de haut niveau qui a suivi, mis en exergue l'anachronisme d'un système international qui peine à faire sa mue, nous ont averti contre les conséquences d'un enlèvement du conflit russo-ukrainien, attiré l'attention sur l'expansion de la menace terroriste, la recrudescence des changements anticonstitutionnels de gouvernement, les effets de l'ingérence étrangère mais aussi sur l'urgence climatique.

Face à ce tableau « peu reluisant », Son Excellence le Président Macky SALL a plaidé en faveur d'une plus grande solidarité internationale, d'une meilleure intégration africaine et d'une réforme de la gouvernance mondiale ; plaidoyer qui a été réaffirmé par ses Homologues angolais S.E.M. Joao LOURENCO et Jose Maria NEVES qui ont ensuite, respectivement, mis l'accent sur les défis sécuritaires de la Région des Grands-Lacs, en Afrique Centrale et Australe, et l'impact des changements climatiques sur les petits Etats insulaires en développement.

Il importe, également, de mettre en lumière le plaidoyer fait par le Vice-Premier Ministre bissau-guinéen sur l'impérieuse nécessité de renforcer la lutte contre le terrorisme et de prévenir les coups d'Etat dans la sous-région, les perspectives de coopération entre l'Afrique et le monde arabe relevées par le Ministre saoudien des Affaires étrangères, mais aussi les partenariats qui lient déjà le continent au Japon et à la France, tel qu'il ressort des interventions

de leurs représentants.

Ainsi convient-il, au regard de cette volonté affichée et des exigences de l'heure, de repenser les rapports entre les États africains et leurs partenaires, notamment en matière de sécurité. D'où l'appel du Président Macky SALL aux Etats africains de consacrer au moins 2 voire 4% de leur PIB au secteur de la défense et de la sécurité afin de renforcer leurs capacités préventives plutôt que de devoir investir plus tard 10 à 20% lorsque la situation aura dégénéré.

De même, toute collaboration dans la lutte contre l'extrémisme violent, a-t-il dit, doit être alignée sur les priorités de sécurité des États africains. Plus précisément, les orientations et les choix stratégiques en matière de sécurité doivent émaner des États africains qui ont le plus besoin de moyens technologiques, de connaissances et de moyens financiers pour développer leur résilience face aux menaces exogènes et endogènes résultant de l'extrémisme violent.

C'est ainsi qu'il a rappelé que la sécurité est un intrant capital pour la paix dans le monde et a ainsi justifié l'impérieuse nécessité de renforcer le Fonds de la paix de l'UA pour rendre opérationnelle l'architecture africaine de sécurité avec des moyens financiers et humains à la hauteur de nos attentes.

**Excellences,**

**Mesdames, Messieurs,**

**Honorables invités,**

C'est tout le sens de l'objectif d'autonomisation stratégique du continent africain dans le domaine de la sécurité que nous chérissons et qui nécessite, entre autres, une réforme du secteur de la sécurité dans plusieurs pays en

Afrique.

A ce sujet, les intervenants ont recommandé une approche inclusive du secteur de la sécurité en passant par la promotion de la coopération entre les armées et les civils pour une meilleure réponse aux défis capacitaires des appareils sécuritaires.

En effet, la participation des populations civiles permet de faire face aux défis liés à la sécurité et instaure un climat de confiance entre les différentes parties. Cette démarche facilite, aussi le processus d'appropriation des politiques publiques sécuritaires par les populations et développe parallèlement une meilleure intégration des aspirations et besoins des populations à l'action publique sécuritaire.

La réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité impliquent des changements de paradigmes majeurs avec une gestion transparente des ressources, le respect des droits humains, la prise en compte du dialogue. Elles nécessitent surtout l'octroi de ressources financières à travers l'augmentation de la part de la défense et la sécurité dans les budgets des pays africains.

Enfin, les interventions recommandent une plus forte intégration dans l'ordre juridique interne des Etats, des Conventions et Actes de l'Union Africaine.

Pour les solutions face à l'extrémisme violent, les intervenants sont unanimes sur le caractère transnational de la menace qui fait de la coopération un impératif.

Enfin, pour les réponses communautaires aux défis de stabilité, force est de constater qu'elles foisonnent sur le continent. Mais si elles cherchent toutes, plus ou moins, à renforcer le

dialogue entre les communautés, à prévenir les conflits et à assurer une paix durable, il n'en demeure pas moins qu'elles doivent être renforcées et faire l'objet d'appropriation par les pouvoirs publics. Il est donc urgent de développer une approche intégrée et participative qui permet de gagner les cœurs des communautés.

La poursuite des travaux a permis de replacer le secteur privé et la jeunesse au cœur des enjeux que soulève la problématique des souverainetés du continent.

Il ressort ainsi de ces échanges, la nécessité impérieuse de renforcer l'autonomie de nos pays dans les secteurs comme l'alimentation, la santé ou l'énergie en intégrant le secteur privé africain dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques.

C'est tout le sens du vibrant appel en faveur d'une coopération internationale articulée autour des priorités africaines dans le cadre d'un partenariat mutuellement bénéfique.

En réalité, l'éducation, la santé, l'environnement, l'emploi ou les conflits armés et aujourd'hui les fléaux du terrorisme et du crime organisé, sont autant de secteurs où le rôle des jeunes mérite d'être mieux orienté et leur place davantage renforcée. Ainsi, la contribution des jeunes reste essentielle en ce qu'elle garantit l'appropriation des objectifs ciblés par les générations futures.

Ce faisant, un partenariat international adapté aux exigences de l'Afrique, un secteur privé dynamique et ouvert ainsi qu'une jeunesse vibrante et innovante, constituent les rayons qui jettent la lumière sur les voies, aujourd'hui, assombries de la paix et de l'émergence.



**Excellence Monsieur le Président,**

**Mesdames et Messieurs les Ministres,**

**Distingués Experts,**

**Chers Participants,**

Voilà les idées centrales qui ont rythmé deux jours d'intenses échanges qui nous réconfortent dans notre conviction que l'avenir de notre cher continent est prometteur.

Je m'honore donc, au nom du Président de la République, Son Excellence Monsieur Macky SALL, de réitérer nos sincères remerciements à tous nos partenaires et participants pour leur contribution inestimable au succès éclatant de cette huitième édition du Forum de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique dont je déclare clos les travaux.

Je vous remercie de votre aimable attention et vous souhaite bon retour.





# Conférence de presse



# Conférence de presse

Le FORUM s'est poursuivi par une Conférence de presse à laquelle environ quarante (40) organes de presse ont pris part.

S.E. Mme Aïssata TALL SALL, Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur et Monsieur Mouhamadou ISSOUFOU, Ancien Président de la République du Niger, Président du Panel de Haut Niveau sur la Sécurité et le Développement au Sahel ont répondu aux questions des journalistes représentant les organes ci-après :

1. Continent Première, magazine Africain basé Genève ;
2. La télévision nationale du Nigeria ;
3. Nile TV d'Egypte ;
4. Le journal l'Express, France ;
5. La radio RFI ;
6. Le Quotidien le Soleil, Sénégal.

Leurs questions ont cherché à apporter des éclairages sur les objectifs et la pertinence du Forum, les leçons apprises au cours des diverses éditions et leur impact sur la Paix et la sécurité en Afrique.

**L'ancien Président du Niger, Monsieur Mouhamadou ISSOUFOU,**

Rencontre annuelle, le Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, est une contribution essentielle à la réalisation de l'objectif de faire taire les armes en Afrique. L'atteinte de l'objectif de pacification du continent est rendue difficile par l'irruption, durant ces dernières années, du terrorisme et de la montée du crime organisé en Afrique. Le continent fait face aussi à d'autres défis parmi lesquels le retour des coups d'Etat qui est d'ordre

institutionnel et constitue une préoccupation fondamentale et essentielle. A cela, s'ajoutent les défis climatique, démographique et du développement économique et social qui, en fait, sont tous liés.

Malheureusement, ces faits sont survenus dans notre région à un moment où, en réalité, on n'a pas d'armées capables de faire face aux menaces. Nous sommes en guerre, donc il faut mobiliser les moyens nécessaires, qui permettent d'assurer notre souveraineté ; de faire face au défi de la sécurité et de garantir les droits des citoyens.

Il est clair que le point de départ du combat, c'est le niveau national. Il faut que chaque Etat assure la montée en puissance de son Armée. A ce titre, il est indispensable de s'atteler à la construction d'armées dignes de ce nom, parce que l'armée est la colonne vertébrale de l'Etat. Lorsqu'elle n'existe pas, il ne peut y avoir d'Etat.

Pour faire face à tout cela, nos Etats sont obligés d'élaborer des stratégies consensuelles, de concert avec les partenaires. La situation au Sahel est caractéristique de ce besoin de coordination et il faudrait procéder à l'évaluation des stratégies au Sahel puisqu'il y'en a une vingtaine, élaborées non seulement par les Etats mais aussi par les partenaires.

Ainsi, la communauté internationale doit soutenir les efforts, surtout que la situation au Sahel vient de l'intervention en Libye, qui a amplifié les défis sécuritaires en Afrique. Elle doit inscrire l'Afrique dans l'agenda international, en soutenant de manière efficace la lutte contre le terrorisme. Sans cette intervention malencontreuse en Libye, le Sahel ne connaîtrait pas cette situation d'insécurité. Certes, les problèmes et les défis existaient, mais ils ont été amplifiés.

La communauté internationale doit faire preuve de solidarité vis-à-vis du Sahel, et surtout sur le plan sécuritaire. Il y a des milliards de dollars qui sont dépensés en Ukraine alors que les regards sont détournés de la situation au Sahel. A titre illustratif, le G5 Sahel avait besoin de 400 millions de dollars dont 50 millions de dollars chaque année pour rendre opérationnelle la force conjointe du G5 Sahel.



La paix et la sécurité sont des éléments essentiels pour une Afrique stable.

**S. E. Mme Aïssata Tall SALL, Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur**

Le Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique est bien utile, sinon on n'aurait pas dépensé et faire dépenser par nos partenaires de façon soutenue et régulière autant d'argent et surtout déployé autant d'énergie pour le tenir. **Il s'agit d'une rencontre diplomatique ayant un caractère informel.**

La 7<sup>ème</sup> édition s'est tenue en plein COVID avec des interventions majeures dont certaines par visioconférence. Cela signifie deux choses : premièrement, malgré les contraintes et les circonstances difficiles du moment, nous tenons quand même à la promesse d'organiser ce Forum; deuxièmement, le Forum est une réponse à une demande forte très souvent dictée par la situation internationale.

L'originalité de ce Forum, c'est son attractivité et le concours financier des partenaires. Mais ces partenaires ne viennent pas pour le plaisir de voir des foulards bien noués et des cravates bien attachées. L'essence du travail de réflexion sur le thème réside dans les idées exprimées dans le cadre des plénières et ateliers, les recommandations faites.

Au long des diverses éditions, il y a même eu des actes concrets comme la création de l'Ecole nationale de cybersécurité à vocation régionale, qui résulte d'une des recommandations de la 4<sup>ème</sup> édition du Forum.

Le Forum de Dakar demeure un espace d'échange informel, riche et au service de l'Afrique.





# Perspectives





# PERSPECTIVES

## 8<sup>ème</sup> EDITION DU FORUM INTERNATIONAL DE DAKAR

### SUR LA PAIX ET LA SECURITÉ EN AFRIQUE

La huitième édition du Forum international de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique a réuni des autorités politiques, des forces de défense et de sécurité, des experts de divers domaines sur les défis de stabilité et de souveraineté de l'Afrique face aux chocs exogènes. Les interventions de haut niveau permettent de dégager quatre axes à savoir la réforme du système des Nations Unies, l'intégration régionale, l'appropriation et le renforcement de la diplomatie préventive. Chacun de ces axes couvre des perspectives importantes pour les prochaines éditions du Forum.

#### **Réformer la gouvernance mondiale**

L'une des grandes problématiques ressorties durant le Forum concerne le besoin pressant de réformer la gouvernance mondiale, notamment le système des Nations Unies à l'effet de l'adapter aux exigences du monde présent.

La crise prolongée dans laquelle s'enlise le multilatéralisme, depuis quelques années, est assez édifiante de l'anachronisme de certains organes du système international. A cela, s'ajoutent les profondes divergences entre grandes puissances aux allures de « guerre froide » mais aussi la persistance des défis dans nombre de domaines, de la sécurité ou au climat, en dépit du volontarisme dont font preuve plusieurs pays.

En tant que condensé de règles et d'organes convenus au plan international pour servir de base à la régulation des relations entre acteurs mus par les mêmes idéaux, le système international doit refléter la diversité de la communauté internationale pour être efficace.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'Afrique s'est libérée du joug colonial, des puissances régionales ont émergé parallèlement à la réaffirmation par la Chine de son statut de puissance mondiale ; c'est dire les mutations profondes qu'a connu le monde.

Or, articulés autour de la puissance militaire ou encore de la ploutocratie, beaucoup d'institutions ou d'organes du système international ont vu leur légitimité être remise en question en raison de l'absence d'une bonne partie de la communauté internationale, notamment les pays africains. C'est le cas du Conseil de sécurité des Nations Unies où l'Afrique est absente dans la catégorie des membres permanents, des Institutions de Bretton Woods dans lesquelles les pays africains jouent un rôle marginal ou encore du G20.

L'intérêt que le Président Macky SALL a accordé à la réforme de la gouvernance mondiale au cours de sa présidence de l'Union Africaine constitue une avancée remarquable en ce sens qu'il a replacé cette problématique au cœur de l'agenda international.

Pour autant, ce plaidoyer auprès des partenaires devrait se poursuivre avec ses successeurs à la tête de l'Organisation. Cela devrait aussi nécessiter l'unité et la solidarité des pays africains pour porter encore plus haut cette question à l'échelle des priorités de la communauté internationale, comme ce fut le cas lors de cette 8<sup>e</sup> édition du Forum de Dakar où plusieurs pays dont les Etats-Unis et la France se sont engagés à soutenir l'accession de l'Afrique au statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

#### **L'intégration africaine comme gage de souveraineté**

Face aux questions sécuritaires et à la nécessité de la construction de la paix contre des phénomènes comme l'extrémisme violent, le terrorisme, la combinaison de la lutte et la prévention devient une option sérieuse. Elle n'est viable cependant qu'à travers une réflexion stratégique, prospective et réaliste pour proposer des solutions endogènes, réalistes et adaptées à leurs réalités. L'articulation des préoccupations de sécurité nationale et de sécurité humaine est l'opportunité pour endiguer les incitations à l'extrémisme violent. L'exemple du



Sahel rappelle la nécessité d'une action globale, cohérente et spatialement pertinente qui ne peut faire l'économie du rôle et des attributions des organisations régionales.

L'inexistence de mécanismes globaux pour atténuer les chocs exogènes impose des perspectives endogènes dans l'action publique aux niveaux continental, régional ou sous régional. L'intégration constitue un mécanisme viable pour le portage institutionnel à la fois d'initiatives de sécurité et de développement. En effet, il convient, au regard des propositions issues du forum, de les replacer au centre du multilatéralisme sécuritaire pour rationaliser les efforts et les inscrire dans le cadre global de l'intégration.

Cependant, plusieurs faiblesses apparaissent en l'état pour ce qui concerne les organisations comme l'Union Africaine et la CEDEAO. Il s'agit principalement de l'efficacité financière. Par conséquent, s'il faut les placer au cœur du modèle multilatéral africain, il peut être fondamental de procéder à leur diagnostic approfondi autant sur le plan organisationnel et que financier dans l'objectif de promouvoir l'engagement des Etats pour l'autonomie financière et le renforcement de la diplomatie préventive.

Les perspectives d'intégration sont d'autant plus prometteuses dans ce sens, que nous assistons à une floraison d'initiatives visant à conjurer la menace terroriste et à stabiliser le continent, donnant l'impression à un manque d'unité d'action. Les cadres d'intégration déjà existants pourraient ainsi servir de base à la rationalisation de ces initiatives et à leur mise en cohérence.

De même, tenant compte de la nature transrégionale des menaces sécuritaires, comme c'est le cas au Sahel ou au Bassin du Lac Tchad, car présentes dans plusieurs régions, une réflexion pourrait être menée et approfondie sur la coopération interrégionale à travers les organisations sous-régionales interpellées par les mêmes défis.

### **Pour des communautés résilientes : appropriation et inclusion**

Les évolutions paradigmatiques sur la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité exigent de

plus en plus que les critères d'évaluation comme la pertinence soient inclus dans le management de la paix et de la sécurité. Ce critère renvoie à une inclusion des communautés aux processus de conception, d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des projets et programmes. Autant dans les activités spécifiques aux communautés et aux jeunes que pour les activités traitant de la sécurité, l'inclusion des populations comme partie prenante et plus particulièrement les femmes et les jeunes, ressort comme un fait saillant de ce forum.

L'examen de cette question atteste de l'importance des femmes dans le management stratégique de la sécurité, ainsi qu'il ressort de l'agenda Femmes-Paix et Sécurité adopté par la résolution 1325-2000 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Elles le sont aussi au niveau communautaire. En effet, les femmes et les jeunes constituent des acteurs dont la participation aux niveaux stratégiques est très faible. Ils manifestent une forte demande de reconnaissance et de représentativité.

D'où l'importance de l'appropriation des stratégies sécuritaires en tant que destinataire des services de sécurité, il est important que les communautés se positionnent comme des productrices de sécurité et de paix.

La combinaison entre la sécurité et les pratiques de développement manifestent un nouveau paradigme faiblement ressorti dans les propos mais traversant en filigrane les interventions : la sécurité humaine.

Cette perspective nécessite une réflexion plus approfondie sur les acteurs, les stratégies et les mécanismes à mettre en œuvre pour une meilleure appropriation des politiques sécuritaires

### **Du besoin de renforcement de la Diplomatie préventive**

La situation politico-sécuritaire décrite tout au long de ce Forum interpelle, à plus d'un titre, tant les Etats que les organisations sous-régionales.

En effet, quoique conçues initialement, pour la

plupart, comme cadre d'intégration économique des pays africains, les communautés économiques régionales ont progressivement accentué leurs actions sur les défis politiques et sécuritaires tels que les conflits, les changements anticonstitutionnels de gouvernement et aujourd'hui le terrorisme.

Ainsi, de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD), la Conférence Internationale sur la Région des Grands-Lacs (CIRGL) ou encore la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), nombreuses sont les organisations engagées dans la résolution des crises et des conflits sur le continent, conformément au principe de subsidiarité avec l'Union Africaine.

Par ailleurs, tenant compte de l'acuité des défis sécuritaires qui tendent à s'éterniser, avec son corollaire de structures étatiques anéanties, d'économies dévastées, de populations déplacées et de tissu social déchiré, il urge de mettre l'accent sur l'approche préventive. Le coût des opérations de paix en cas de crise ou de conflit demeure insoutenable et les résultats enregistrés se situent bien en deçà des attentes qui s'y attachent.

Comme le Président Macky SALL l'a suggéré au cours du Panel de haut niveau de ce Forum, il est bien plus utile de consacrer jusqu'à 5% de son PIB à la prévention que de lui accorder 20 à 30% lorsque la situation sera hors de contrôle.

Cela pose la lancinante question de la stratégie de prévention de nos pays face aux menaces sécuritaires. Car, parallèlement à la problématique du financement, un des éléments essentiels de cette stratégie repose sur la diplomatie préventive en tant que mécanisme visant à trouver des

solutions appropriées à des crises naissantes.

Or, l'obstacle principal sur lequel bute la diplomatie préventive reste l'argument du nécessaire respect de la souveraineté des Etats, avec son corollaire le principe de non intervention dans les affaires intérieures d'un Etat.

Sous ce rapport, les organisations sous-régionales, en tant qu'émanation d'Etats partageant le même environnement géographique, jouent un rôle primordial dans la conduite de missions de bons offices. Toutefois, au regard des récentes tentatives sur le continent, le besoin se fait sentir de mener une réflexion sur le renforcement de leurs efforts en matière de prévention.

En effet, en dépit des efforts considérables déployés par les dirigeants africains, les chantiers de la diplomatie préventive restent tous aussi nombreux qu'aigus : les crises politiques se succèdent et conduisent parfois à des coups d'Etat militaires ; les tensions politiques entre pays voisins s'enlisent, alors que les différends territoriaux à l'intérieur d'un même pays alternent entre accord de paix et reprise des hostilités, etc.

Pourtant, ce besoin d'améliorer les efforts de prévention avait déjà été senti par les Nations Unies et la Banque Mondiale, comme stipulé dans leur rapport intitulé « Chemins pour la paix : approches inclusives pour la prévention des conflits violents » publié en 2018. Se fondant, sur la complémentarité de leurs mandats, ces deux Institutions œuvrent à faire de la prévention le moyen par excellence de la résolution des crises avant qu'elles n'acquiescent un certain niveau de violence préjudiciable à l'atteinte des objectifs du développement durable (ODD).

Vivement que la coopération qui lie l'ONU à l'UA et aux communautés économiques régionales soit orientée et renforcée dans ce domaine



combien décisif pour l'avènement d'une paix et d'un développement que nous souhaitons tous durables.





# Autorités

The image features a blue gradient background with three decorative circles. One large, semi-transparent light blue circle is positioned in the upper left quadrant. A smaller, semi-transparent light blue circle is located in the lower left quadrant. A thin, dark blue circular outline is situated in the lower right quadrant.

# LISTE DES AUTORITES PRESENTES AU FORUM 2022

## ANGOLA

SEM Joao Manuel Gonçalves LOURENÇO  
Président de la République d'Angola

## CABO VERDE

SEM Jose Maria Pereira NEVES  
Président de la République du Cabo Verde

## NIGER

Monsieur Mahamadou ISSOUFOU  
Ancien Président de la République du Niger,  
Président du Panel de haut niveau sur la  
sécurité et le développement au Sahel

## GUINEE BISSAU

Monsieur Soares SAMBU, Vice Premier  
Ministre, Ministre de la Présidence du Conseil  
des Ministres et des Affaires Parlementaires

## RDC

Ministre des Affaires Humanitaires et sociales  
représentant de S.E.M. Christophe Lutundula  
APALA PEN'APALA, Vice Premier, Ministre  
des Affaires étrangères et de la Coopération  
internationale (RD CONGO)

## REPUBLIQUE DE GUINEE

Ancien Premier Ministre Monsieur Kabine  
KOMARA

## ARABIE SAOUDITE

Son Altesse Prince Faisal Bin Farhan AL-SAUD,  
Ministre des Affaires étrangères

## TURQUIE

S.E.M. Mevlüt ÇAVUSOGLU  
Ministre des Affaires étrangères

## GAMBIE

S.E.M. Mamadou TANGARA  
Ministre des Affaires étrangères, de la  
Coopération internationales et des Gambiens  
de l'Extérieur

## ANGOLA

S.E.M Tété Antonio  
Ministre des relations extérieures

## CABO VERDE

S.E.M Riu Alberto De Figueiredo SOARES  
Ministre des Affaires étrangères, des  
Communautés et de la Défense

## SOUDAN

S.E.M Ali Elsadig ALI  
Ministre des Affaires étrangères

## RCA (CENTRAFRIQUE)

S.E. Madame Sylvie Baipo TEMON Ministre des  
Affaires étrangères, de la Francophonie des  
Centrafricains de l'étranger

## MALI

S.E.M Abdoulaye DIOP  
Ministre des Affaires étrangères et de la  
Coopération internationale

## LIBYE

S.E.M. Najla Mohammed AL MANGOUSH  
Ministre des Affaires étrangères et de la  
Coopération internationale

## GAMBIE

Monsieur Serin Modou NJIE  
Ministre de la Défense

## JAPON

Monsieur Yamada Kenji  
Ministre délégué auprès du MAE

## FRANCE

Mme Chrysoula Zacharopoulou  
Secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'Europe  
et des Affaires étrangères

## **INDE**

Vice-Ministre M.V  
Vellamvelly MURALEEDHARAN, Honorable  
Ministre d'Etat, des Affaires étrangères de l'Inde

## **PORTUGAL**

SEM Francisco André, Secrétaire d'Etat aux  
Affaires Etrangères

## **SIERRA LEONE**

Mme Mamadi Gobeh Kamara, Vice-Ministre  
des Affaires étrangères et de la Coopération  
Internationale de la République de Sierra Leone

## **VENEZUELA**

S.E.M Carlos Faria TORTOSA  
Ministre du Pouvoir populaire pour les Relations  
extérieures de la République Bolivarienne du  
Venezuela

## **GABON**

S.E.M Erman IMMAUGO  
Ministre délégué des Affaires Etrangères de la  
République Gabonaise

## **USA**

Madame Chidi BLYDEN - ROWE  
Sous-Secrétaire à la Défense

## **EGYPTE**

Vice-Ministre des MAE SEM Hamdy LOZA  
Vice-Ministre pour les Affaires Africaines

## **REPUBLIQUE TCHEQUE**

Monsieur Tomas KRYL  
Vice-Ministre des Affaires Etrangères

## **ALGERIE**

Monsieur Ahmed BENYAMIMA  
Envoyé spécial pour les questions de sécurité  
internationale

## **EMIRATS ARABES UNIS**

SEM Salem ALZAABI  
Directeur de la Coopération Sécuritaire  
Internationale

## **IRAN**

SEM Valiollah Mohammadi NASRABADI  
Directeur Général Afrique au Ministère des  
Affaires étrangères de la République Islamique  
d'Iran

## **FINLANDE**

Mme Sofie FROM- EMMESBERGER, Directrice  
général Afrique Moyen Orient

## **IRLANDE**

Mr Kenneth THOMPSON et le Conseiller Boris  
Gandon

## **SLOVENIE**

SEM Franc BUT, Ambassadeur itinérant et Envoyé  
spécial, MAE de Slovénie  
S.E.M Mateja PRVOLSEK, Chef du Bureau Afrique et  
Moyen Orient

## **ZIMBABWE**

Elson MOYE  
Commandant de l'Armée de l'Air

## **CEDEAO**

Dr. Omar Alieu TOURAY  
Président de la Commission CEDEAO

## **UEMOA**

M. Abdoulaye DIOP  
Président Commission UEMOA

## **UNOWAS**

Mme Giovannie BIHA, Représentante Spéciale  
Adjointe du Secrétaire Général des Nations  
Unies, Chef adjointe du bureau Régional des  
Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le  
Sahel

## **UA**

Monsieur Mamane SIDIKOU  
Haut Représentant pour le Sahel



## **OTAN**

Madame Alicia AMBOS  
Chargée des affaires Politiques

## **BINUCA**

M. ABDOU ABARRY  
Représentant Spécial du Secrétaire Général  
des Nations Unies, Chef du Bureau Régional des  
Nations Unies pour l'Afrique Centrale

## **UE**

Mme Emmanuela Claudia DEL RE  
Représentante spéciale de l'Union Européenne  
pour le Sahel et Monsieur Bernard QUINTIN,  
Directeur Général adjoint pour l'Afrique

## **MAURITANIE**

Général Hamadi Ould Ely MOWLLOUD

## **GUINEE BISSAU**

Général de brigade Samuel FERNANDES  
Chef de Cabinet du Chef d'Etat-major Général  
des Armées,

## **EGYPTE**

Général Khaled MOGAWER  
Ministre Adjoint d'information au Ministère de la  
Défense

## **REPUBLIQUE DE GUINEE**

Général de Brigade Abdoulaye KEITA

# Interventions



# LES INTERVENANTS DU FORUM 2022

## ATELIER 1



**Monsieur Ahmedou OULD ABDALLAH**, est Président du Centre pour la Stratégie et la Sécurité dans le Sahel Sahara (Centre 4S)

De 1969 à 1984, il a été successivement Ministre du Commerce et des Transports, Ambassadeur aux États-Unis et auprès des États du Benelux et de l'Union Européenne puis Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération de la Mauritanie.

Monsieur A. Ould Abdallah est membre fondateur de Transparency International et reste membre du Conseil Consultatif. Il fait partie de plusieurs conseils d'orientations d'organisations privées ou à but non lucratifs.

Il a publié deux livres sur son expérience onusienne : la Diplomatie Pyromane en 1996, Calmann Levy et Burundi on the Brink (2000), US Institute of Peace et ses Mémoires : "Plutôt mourir que faillir" 2017, Ed. Descartes et Cie, 2017, traduit en Arabe, 2020.

Il a reçu plusieurs distinctions dont l'Ordre du Mérite National, Mauritanie et Commandeur de la Légion d'honneur, France.



**Niagalé BAGAYOKO** est docteure en Science politique, diplômée de l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Paris. Sa thèse a obtenu le premier prix de l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale (IHEDN). Elle a dirigé le programme «maintien et consolidation de la paix» de l'Organisation internationale de la Francophonie après avoir été chercheuse à l'Institute of Development Studies (IDS) de Université du Sussex (Royaume-Uni) et à l'Institut de recherche pour le développement (IRD, France) ainsi qu'enseignante en relations internationales à l'IEP de Paris. Elle est actuellement Présidente de l'African Security Sector Network (ASSN).



**Général de Division (2S) Philippe BOUTINAUD**, Conseiller sécurité et stratégie du Directeur du DCAF- Genève

Travaille depuis novembre 2020 au DCAF (Centre pour la Gouvernance du secteur de la sécurité). Ancien général français, il a commandé la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris (2015-17) en charge des secours sur Paris et la région parisienne. Il a une vaste expérience internationale comme chef du service des affaires de sécurité internationale du MINDEF français, comme directeur de cabinet du président du comité militaire de l'UE et *Special assistant* du président du comité militaire de l'OTAN. Il a aussi une vaste expérience opérationnelle en opérations dans les Balkans, en Afrique et Afghanistan.



**Emmanuela Claudia DEL RE** a toujours été engagée dans la politique étrangère. Professeure d'université italienne, sociologue, elle est experte en relations internationales, sécurité, géopolitique, Études des conflits, migrations, réfugiés, minorités, phénomènes religieux, axes de connexion et réseaux énergétiques, avec une longue expérience de terrain dans les zones de conflit depuis 1990.

Représentante spéciale de l'UE pour le Sahel depuis juillet 2021, elle a été vice-ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de l'Italie de 2018 à 2021 et membre du Parlement italien.



**Hervé Temporel General (2S)**

A été engagé à plusieurs reprises en Afrique subsaharienne dans le domaine « Paix – Sécurité » pour des missions de conseil ou de coopération au sein d'organisations internationales ou de forces multinationales en appui bilatéral ou européen. De novembre 2017 à Août 2022, au sein de l'agence publique de conception et de mise en œuvre de projets de coopération technique – Expertise France, il est le directeur régional du projet d'appui européen à la Force conjointe du G5 Sahel. En septembre 2022, il rejoint le Siège de l'Agence comme Conseiller Défense.



## ATELIER 2



**Mme Laure Olga GONDJOUT** a commencé sa carrière professionnelle à la Banque africaine de développement. Femme politique gabonaise, elle occupe, entre 1984 et 1995, différents postes à la Présidence de la République et le Secrétariat général du Gouvernement. Elle a successivement occupé les postes de Vice-ministre des Affaires étrangères (2006), ministre de la Communication, des Postes, des Télécommunications et des Nouvelles technologies (2007), et de Ministre des Affaires étrangères (2008). Mme GONDJOUT est nommée Secrétaire générale de la Présidence de la République du Gabon en 2011 et Médiateur de la République en 2014, poste qu'elle a occupé jusqu'en 2019.



**Dr/Colonel Abdourahmane DIENG**, après une riche carrière dans la Gendarmerie au Sénégal, est recruté en 2005, à titre permanent, par la Commission de la CEDAO en qualité de Chargé de Programme Armes Légères. Depuis 2008, il est le Chef de la Sécurité Régionale, Secrétaire permanent du Comité des Chefs de Police de l'Afrique de l'Ouest, en charge de la lutte contre le Terrorisme, l'Extrémisme Violent et la Sécurité frontalière, la Réforme de la Gouvernance du Secteur de la Sécurité, la lutte contre la Criminalité Transnationale Organisée (CTO), la Coordination des Comités des Services de Sécurité (CCSS) et de Renseignement ainsi que de la Sécurité maritime de l'Afrique de l'Ouest. Il est le point focal Sahel de la CEDEAO. Il est titulaire d'un PhD en Science politique de l'Atlantic International University – USA.



**Sayoko UESU** est Chercheuse Associée au National Graduate Institute for Policy Studies (GRIPS). Son domaine d'expertise est l'économie politique et les questions de sécurité au Sahel et en Afrique de l'Ouest, ainsi que la politique étrangère et de développement du Japon envers l'Afrique. Elle a également rejoint l'Institut d'études africaines de l'Université Meiji à Tokyo en tant que chercheuse invitée depuis 2020. Parallèlement à sa carrière universitaire, elle a travaillé comme conseillère pour les questions africaines à l'ambassade du Japon en France, et comme analyste sur le terrorisme international au Service de renseignement et d'analyse du Ministère des Affaires Etrangères.



**Dr Lori-Anne THÉROUX-BÉNONI** dirige une équipe de chercheurs basée à Dakar, Bamako, Abidjan, Abuja et N'Djamena. Elle travaille sur des questions politiques clés dans la région telles que l'extrémisme violent et le terrorisme, l'instabilité politique, les conflits locaux, les opérations de paix et les processus politiques. Avant de se joindre à l'ISS en 2012, elle a travaillé comme chercheuse au sein du Réseau sur les opérations de paix de l'Université de Montréal. Lori-Anne est titulaire d'un doctorat en anthropologie de l'Université de Toronto.



**Le Général Mohamed ZNAGUI** est actuellement expert Défense et Sécurité au G5 Sahel. Après plusieurs fonctions en Etat-major et en écoles, Il est nommé au Grade de General de brigade en janvier 2012 et Chef du Comité d'Etat-major conjoint CEMOC à Tamanrasset puis Inspecteur General des Forces Armées et de Sécurité avant d'être admis à la réserve le 20 Février 2014.



**Le Prof. Mathurin C. HOUNGNIKPO**, chercheur indépendant, est un expert en stratégie, en réforme du secteur de la sécurité et en gouvernance démocratique. Il a servi comme Conseiller Stratégique en Côte d'Ivoire, au Mali et ailleurs. Il a été professeur titulaire de la chaire des Relations Civilo-Militaires du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA). Il détient un doctorat en sciences politiques de l'Université de Paris VIII, Saint-Denis, en France et un autre doctorat en études internationales de l'Université de Denver, au Colorado (États-Unis).



**Lt-colonel Amadou Tidiane CISSÉ** est Chef du Bureau de la Sécurité et de la Coordination de la Lutte contre la Fraude de la Douane sénégalaise. Il a exercé des fonctions de Vérificateur et de Chef des Sections au Port de Dakar. Il est Breveté de l'Ecole Nationale d'Administration du Sénégal et est titulaire d'un DEA de Sociologie et d'un Master 2 en Energie et Ressources Pétrolières. Il est Auteur de « Terrorisme, la fin des frontières » et « Etats offshore à l'épreuve du pétro-terrorisme » parus à Harmattan 2022.





## ATELIER 3



**Professeure Ndioro NDIAYE** est professeur titulaire des Universités. Elle fut ministre du développement social de la République du Sénégal puis de la femme, de l'enfant et de la famille de 1988 à 1995. Elle fut élue Directrice Générale Adjointe de l'Organisation Internationale des Migrations à Genève de 1999 à 2009. Aujourd'hui, elle gère l'ONG « Alliance pour la Migration, le leadership et le développement (AMLD) et elle est la coordonnatrice du « Réseau Francophone pour l'Égalité Femme Homme » RF-EFH, outil privilégié d'évaluation, de veille, de reddition de comptes de la mise en œuvre des engagements pris par les Etats et gouvernements membres de la francophonie en matière d'égalité femme homme.

En tant que ministre de la Femme, de l'enfance et de la famille, elle a eu à présider à Dakar (Sénégal) la Conférence régionale des femmes africaines en prélude à la 4<sup>ème</sup> Conférence internationale de Beijing sur la Femme en 1994 ; elle joua un rôle majeur dans la Conférence Mondiale sur les Droits de l'Enfant en 1992.

En 2019 sa dernière fonction au niveau du gouvernement du Sénégal était celle de Ministre Conseiller à la Présidence de la République du Sénégal.

**Dr. Fatima AKILU** est la directrice exécutive de la Fondation Neem. Psychologue de formation, elle a plus de 25 ans d'expérience dans le domaine de la santé mentale, de la psychologie, de la prévention de l'extrémisme violent (PVE) et de la communication. Le Dr AKILU est titulaire d'un master et d'un doctorat en psychologie de l'Université de Reading (Royaume-Uni), et a été l'ancien chef de la communication de l'assistant spécial principal du président nigérian sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). De 2012 à 2015, Mme AKILU a occupé le poste de directrice de l'analyse comportementale et des communications stratégiques au Bureau du conseiller national pour la sécurité, où elle a lancé le premier programme nigérian de lutte contre l'extrémisme violent (CVE). Le Dr AKILU est une pédagogue chevronnée qui a plus de 12 ans d'expérience en tant que professeur auxiliaire de psychologie générale au Broome Community College (États-Unis). En tant que directrice exécutive de la Fondation Neem, elle est responsable de la mise en œuvre des programmes et des stratégies et détermine l'orientation des projets mis en œuvre par l'organisation. Elle a supervisé les services de soutien psychologique à plus de 30 000 survivants de l'insurrection de Boko Haram dans le nord-est du Nigeria, une région qui a été considérablement affectée par le changement climatique. Parallèlement, elle supervise actuellement plusieurs programmes de réponse aux conflits dans diverses régions du bassin du lac Tchad et dans d'autres parties du monde.





**Dr. Bakary SAMBE** est Directeur de Timbuktu Institute–African Center for Peace Studies (Dakar, Niamey, Bamako). Fondateur de l’Observatoire des radicalismes et conflits religieux en Afrique, Sambe est enseignant-chercheur à l’Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal). Ses travaux actuels s’intéressent aux stratégies endogènes, dynamiques transfrontalières et l’expérimentation des approches agiles en zone de crise. Expert auprès des Nations Unies, de l’Union Européenne, de l’Union Africaine etc., il a notamment conçu et mené le plaidoyer pour l’implantation de la Cellule régionale de prévention et de lutte contre la radicalisation du G5 Sahel (CELLRAD), accompagné le processus d’élaboration des stratégies nationales au Niger, au Burkina Faso, du Mali, de la Centrafrique et réalisé le premier manuel de bonnes pratiques de résilience. En plus de nombreux articles, Sambe a publié plusieurs ouvrages : « *Islam et diplomatie, la politique africaine du Maroc* » (2010-11), « *Boko Haram, du problème nigérian à la menace régionale* » (2015), « *Contestations islamisées. le Sénégal entre diplomatie d’influence et islam politique* » (2018). **En 2018, il fut désigné parmi les 50 intellectuels africains les plus influents qui font avancer l’Afrique dans le domaine de la pensée stratégique.**



**Mme. Katja AHLFORS** est la Directrice du Centre de médiation pour la paix du Ministère des Affaires Étrangères de Finlande. Avant sa position actuelle, elle a occupé le poste de Conseillère principale pour la Corne de l’Afrique du Ministre des Affaires Étrangères de Finlande. Elle a également travaillé dans les Ambassades finlandaises à Addis-Abeba et Stockholm, en tant que Conseillère principale au CMI – Martti Ahtisaari Peace Foundation et comme le point focal pour la prévention des conflits et la consolidation et la médiation pour la paix à la Commission européenne à Bruxelles.





# ATELIER 4



**Abdoulaye FALL**

**Général du cadre de réserve**

Né en 1952, entré en service en 1972 et officier depuis 1975, il a servi sans interruption pendant 40 ans à différents niveaux et dans différentes composantes des Forces Armées du Sénégal à l'intérieur comme hors du territoire national. Au titre des hautes fonctions, il a été Commandant de la Force Expéditionnaire du Sénégal lors de l'opération GABOU en Guinée Bissau, Commandant des forces de la CEDEAO puis des Nations Unies en Côte d'Ivoire. Il a été Attaché militaire au Maroc, Chef de l'Etat-major Particulier du Président de la République et Chef d'état-major général des Armées. Il a terminé sa carrière active comme Ambassadeur du Sénégal en R.P. de Chine puis Ministre Conseiller dans le cabinet du Président de la République.





**Mr Oswald PADONOU** est le Chef du bureau / Coordonnateur résident du Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF) au Mali. Professeur à l'École Nationale Supérieure des Armées (ENSA-Bénin), il a auparavant servi à la Présidence de la République, au Bureau du Médiateur de la République du Bénin et à la Fondation Konrad Adenauer. Auteur de plusieurs publications sur la gouvernance politique et sécuritaire en Afrique, il a présidé l'Association béninoise d'études stratégiques et de sécurité (ABESS) et enseigné dans les universités et académies militaires béninoises et ivoiriennes. Il a également réalisé plusieurs missions au profit des organisations internationales, dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest. Il est Chevalier de l'ordre national du Bénin et de l'ordre du mérite ivoirien et est le parrain de la 14<sup>ème</sup> promotion (2019) de l'École Nationale des officiers (ENO) du Bénin.

**Colonel (ER) Auguste Denise BARRY** Doctorant et ancien ministre, est expert en défense, sécurité, gestion des Conflits et des Catastrophes, membre du Panel Indépendant de Haut Niveau sur la Sécurité et le Développement au Sahel de l'ONU-UA. Il est Fondateur et Directeur Exécutif du Centre d'Etudes Stratégiques en Défense et Sécurité (CESDS) du Burkina. Il est enseignant vacataire à l'Université Ouaga I, à l'Institut Supérieur de Sécurité Humaine, à l'Institut Africain des Industries Culturelles de Ouagadougou et chargé du cours « Paix et sécurité en Afrique » au programme MOOC Démocratie-Bonne gouvernance-Elections du Charter Project Africa d'AfricTivistes et de l'UA.



### **Général (2S) Bernard C. QUINTIN**

Diplômé en histoire et en politique internationale, Bernard Quentin est diplomate et occupe depuis le 1er November 2020, les fonctions de Directeur Général adjoint du SEAE. Après avoir été Chercheur près l'“Archivo Segreto Vaticano”, professeur à l'Université de Tampico (Tamaulipas-Mexique), et Responsable pédagogique pour AFS-Belgique (American Field Service), Monsieur Quentin a poursuivi sa carrière diplomatique. Il a, entre autres, exercé les fonctions d'Attaché au Cabinet du Ministre du Commerce extérieur (2002-2003), Annemie Neyts et du Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères (2003), Louis Michel, de Premier Secrétaire – Kinshasa (RD Congo) (2004-2007), de Conseiller au Cabinet du Ministre du Développement (2008), Charles Michel, d'Antici - Adjoint de l'Ambassadeur de Belgique à l'Union Européenne (2008-2011), Chef de Cabinet du Ministre du Développement et des Affaires européennes (2011-2012), M. Olivier Chastel, d'Ambassadeur de Belgique à Bujumbura (2016-2019) et de Chef de Cabinet adjoint du Ministre des Affaires étrangères et européennes, Didier Reynders (2019). Il a dernièrement été le Chef de Cabinet du Ministre des Affaires étrangères, Philippe Goffin (2019-2020).





## ATELIER 5



**Monsieur Kabiné KOMARA, est** un ancien Premier Ministre de la Guinée. Banquier international, il s'engage en faveur de projets humanistes, environnementaux et de développement. Ses études internationales (en France et aux Etats-Unis) lui ont permis d'endosser des responsabilités dans des pays et secteurs variés, comme les mines et la banque. Reconnu comme faisant partie des cent personnalités qui contribuent au progrès du continent africain, M. KOMARA a aussi été Premier Ministre. Il a alors évité à la Guinée des soubresauts dévastateurs lors de la période charnière de fin 2008 à début 2010, ce qui lui a valu la reconnaissance de son pays et celle de la communauté internationale.

Durant le mandat de quatre ans à la tête de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS), M. KOMARA a hissé cette structure au premier rang des organismes de bassins et a été président du Réseau International des Organismes de Bassin de 2013 à 2014. Il est aujourd'hui Consultant International en matière de stratégies, de financement et d'hydrodiplomatie.

Il siège au conseil d'administration de plusieurs fondations internationales telles que le Global Fairness Initiative (GFI), la Fondation Brazzaville pour la Paix et la conservation de la nature, l'International Action Council, l'Initiative pour l'avenir des Grands Fleuves (IAGF) et la Fondation Leaders pour la Paix avec l'ex Premier Ministre Français JP Raffarin. Il est aussi membre du Jury International du Prix King Faisal Prize. Il est l'auteur du livre qui fait autorité dans le domaine de l'hydrodiplomatie, intitulé : "L'Eau, Enjeu Vital des Relations Internationales". Les Eaux Transfrontalières : Bombes à retardement ou Facteurs de Coopération et de Paix".

Entre autres distinctions, M. KOMARA a été décoré en tant que « Commandeur de l'ordre du Mérite du Lion », une des plus hautes distinctions sénégalaises par le Président Macky Sall en 2017 et est aussi lauréat du Prix « Oscar Meilleur Manager Africain » en 2014 en France.

merhbe  
καλώς Ορίσαστε  
WILLKOMMEN  
BEHINDU BENVINGUT  
welkommen  
ようこそ  
merhbe  
**BIENVENUE**  
WELCOME  
WELKOM  
BIENVENIDO  
Bula  
歡迎光臨  
HORAS!  
الهدس و آل هأ  
bienvenue  
KENA NA KGOTSOI  
WELKOM







**Mme Candide BAMEZON-LEGUUDE** est Juriste des affaires, spécialisée dans le Management des Entreprises. Elle a évolué à des postes de haute responsabilité dans des institutions telles que le Bureau Régional pour l'Afrique du Research Triangle Institute, le Bureau Régional pour l'Afrique du Futures Group International, le Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de Pathfinder International et au Bureau TOGO/BENIN de l'USAID.

En 1999, elle décida de mettre son expérience professionnelle au profit de sa propre entreprise. Elle crée donc ARCANDIA, une entreprise de Promotions Immobilières et Services. En 2015, elle crée le Centre Entrepreneurial des Femmes d'Affaires du Togo dénommé « INNOV'UP » doté d'un Incubateur de startups féminines, le premier du genre au TOGO et en Afrique de l'Ouest.

Ce Centre a pour mission de promouvoir et développer l'entrepreneuriat féminin par un soutien actif et intégré des initiatives économiques à fort potentiel de création de richesse et de génération d'emploi. INNOV'UP a accompagné plus de 600 jeunes entrepreneurs femmes depuis sa création.

Mme BAMEZON-LEGUUDE, est l'actuelle Présidente

Régionale de la Fédération des Femmes Entrepreneurs et Femmes d'Affaires de la CEDEAO, une représentation régionale des femmes entrepreneurs dans le secteur privé de la CEDEAO. Elle continue de mettre son leadership au profit d'autres femmes.

Elle est également Conseillère Municipale dans la Commune du Golfe 4 au TOGO, et est la Présidente de la Commission de Passation de Marchés Publics.

Son engagement sur le plan national et international pour l'émergence de la femme africaine lui a valu plusieurs récompenses. Nommée parmi les 50 femmes influentes en Afrique, Mme LEGUEDE a également reçu plusieurs distinctions entre autres :

- **Trophée « Femme d'Exception »** décerné par Africa Women's Award à Yaoundé en 2019 dans la catégorie « Promotion et Insertion des Jeunes Filles dans le Monde de l'Emploi »
- « OSCARS DE L'ENTREPRENEURIAT FEMININ 2009 » décerné par KAFOUR à Cotonou en Août 2009 en Hommage aux Femmes Chefs d'Entreprise Emérites d'Afrique pour les qualités de Leadership et la contribution au développement économique du continent.







**Madame Eveline Fatou TALL** (*Président du Conseil d'Administration de CGF Bourse et CGF Gestion*) a fondé en 2017 sa société de Conseils stratégiques et financiers **E.&Partners**. Mme TALL siège également au Conseil d'Administration de plusieurs sociétés évoluant dans les domaines de la Banque, de la Finance et du Capital Humain. **Eveline TALL** a travaillé à la Citibank Sénégal pendant 18 ans. Elle a ensuite rejoint le Groupe Ecobank où elle a fini sa carrière comme Directeur Général Adjoint du Groupe supervisant directement 30 filiales bancaires en Afrique. **Eveline TALL** est titulaire d'une Licence en Anglais, d'un diplôme en Commerce International, et Marketing et d'un Master en Arbitrage.

**Feu Mor Talla KANE**, économiste industriel et socio-économiste, fut un expert du secteur privé et actuel Directeur Exécutif de la Confédération nationale des Employeurs du Sénégal (CNES).

Diplômé de l'Ecole Nationale d'Economie appliquée (ENEA), il est titulaire d'un Diplôme d'Etudes Approfondies en Socio-économie du Développement (Université Paris I Panthéon) et d'un Diplôme de Troisième Cycle en Evaluation de Projets et Développement Industriel (IEDES-Paris I Panthéon Sorbonne). Spécialiste des questions d'intégration économique régionale, Monsieur KANE a à son actif de nombreuses publications sur le sujet et sur les stratégies industrielles de l'Asie du Sud-Est auxquelles il a consacré son sujet de thèse.

Monsieur KANE a d'abord servi dans l'Administration au sein du Ministère de l'Industrie comme chef du Service de l'environnement des entreprises et de la Coopération industrielle internationale avant de rejoindre le secteur privé.







**Monsieur Bachir Ismaël OUEDRAOGO** est un ancien ministre de l'énergie et des mines du Burkina Faso. Il est docteur en économie des énergies renouvelables et du changement climatique de l'Université de Manchester. Il a également travaillé comme coordinateur de la Facilité d'appui à l'entrepreneuriat dans le domaine des énergies renouvelables de la CEDEAO. Il est actuellement conseiller principal au Tony Blair Institute for Global Change.



**Monsieur Franck KIE** est Expert en cybersécurité. Il est Managing Partner de Ciberobs Consulting, Président de Ciberobs - Make Africa Safe et Commissaire Général du\_Cyber Africa Forum (CAF), évènement de référence de la cybersécurité en Afrique francophone qui réunit les décideurs clés du secteur public et privé, les acteurs principaux de la cybersécurité et des leaders sectoriels tels que Huawei Northern Africa, Deloitte, Cybastion, Atos, Kaspersky, Orange, MTN, Ecobank ou encore Bloomfield Corporation.

Diplômé de la New York University (NYU), de l'École de Guerre Économique (EGE) et de l'University of Warwick, Franck KIE est également Young Leader 2021 de la French African Foundation et s'exprime régulièrement dans la sphère médiatique panafricaine et internationale (France 24, RFI, Le Monde Afrique, Jeune...).







**Docteur Aïchatou MINDAOUDOU** est depuis juillet 2017 : PDG d'IPITI CONSULTING. [2020 à 2021 : Co-présidente de la Commission indépendante de l'OMS sur les allégations d'abus sexuels en RDC] ; [2013 – 2017 : Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies en Côte d'Ivoire, Chef de l'ONUCI + Chargée des bons offices] ; [2011-2012 : Représentante Spéciale conjointe adjointe et Chef a.i MINUAD au Darfour + Médiateur en chef conjoint] ; [1999 à 2010 : ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération (Niger)] ; [1994 à 1995 : ministre du Développement social, de la Promotion de la Femme (Niger)] ; [1991 à 2005 Professeur de Droit Public International et les Relations Internationales Fac des Sciences Éco. Juridiques (FSEJ) de l'Université Abdou Moumouni Dioffo Niamey (Niger).



**Monsieur Hiromichi MORISHITA**, Représentant en Chef de la JICA au Sénégal et Directeur Régional couvrant les six pays voisins: Cabo Verde, Gambia, République de Guinée, Guinée Bissau, Mali et Mauritanie. Il est spécialisé dans les domaines de l'éducation et du développement en Afrique. Avant d'occuper ses fonctions actuelles, il a servi comme Directeur Général adjoint du Département pour le développement humain (en charge de l'éducation de base) et du développement de l'Afrique. Il a aussi servi comme Représentant en Chef de la JICA au Burkina Faso. Il est titulaire d'un Doctorat de l'Université de Keio, au Japon et un MS en Gestion des projets internationaux de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris, France.



**Monsieur Guillaume HUSSON**, Chef du secteur Éducation du Bureau régional Multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel)

Diplômé en sciences politiques et en gestion de l'éducation et de la formation, M. HUSSON travaille depuis 20 ans sur l'éducation en Afrique. Il a occupé des postes d'expert international au sein des ministères de l'Éducation en Mauritanie et au Bénin, puis à l'Institut International de Planification de l'Éducation de l'UNESCO (IPE-UNESCO) pour l'Afrique. En 2012, M. HUSSON est nommé Chef de Bureau de l'IPE-UNESCO pour l'Afrique. Depuis 2022, il occupe le poste de Chef du secteur Éducation au Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel).





**Monsieur Gilles Olakounlé YABI**, *Président du Think Tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest* est le fondateur et le président du Think Tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest (WATHI, [www.wathi.org](http://www.wathi.org)). Il a été analyste politique principal puis directeur du Projet Afrique de l'Ouest de l'International Crisis Group. Titulaire d'un doctorat en économie du développement de l'université de Clermont-Ferrand (France), Gilles a également été journaliste à l'hebdomadaire Jeune Afrique. Dr Gilles YABI est aussi actuellement chercheur non résident au Programme Afrique de Carnegie Endowment for International Peace, Think Tank basé à Washington DC aux Etats-Unis.

**L'Ambassadeur FROM-EMMESBERGER Sofie**, Directrice Générale, Afrique et Moyen-Orient, depuis octobre 2021 au Ministère des Affaires Étrangères (MAE) de Finlande. Entre 2018-2021 elle a présidé le Comité politique et de sécurité de l'UE (COPS) après avoir été l'Ambassadeur de Finlande au COPS entre 2015-2018. L'Ambassadeur de Finlande au Kenya, Somalie, Ouganda, Erythrée et les Seychelles ainsi que la Représentante permanente de la Finlande auprès de l'ONU à Nairobi entre 2011-2015, elle a également travaillé dans les représentations diplomatiques finlandaises à Tel Aviv et à Strasbourg. À la Direction politique du MAE elle a travaillé dans les domaines de la gestion civile des crises et des droits humains.



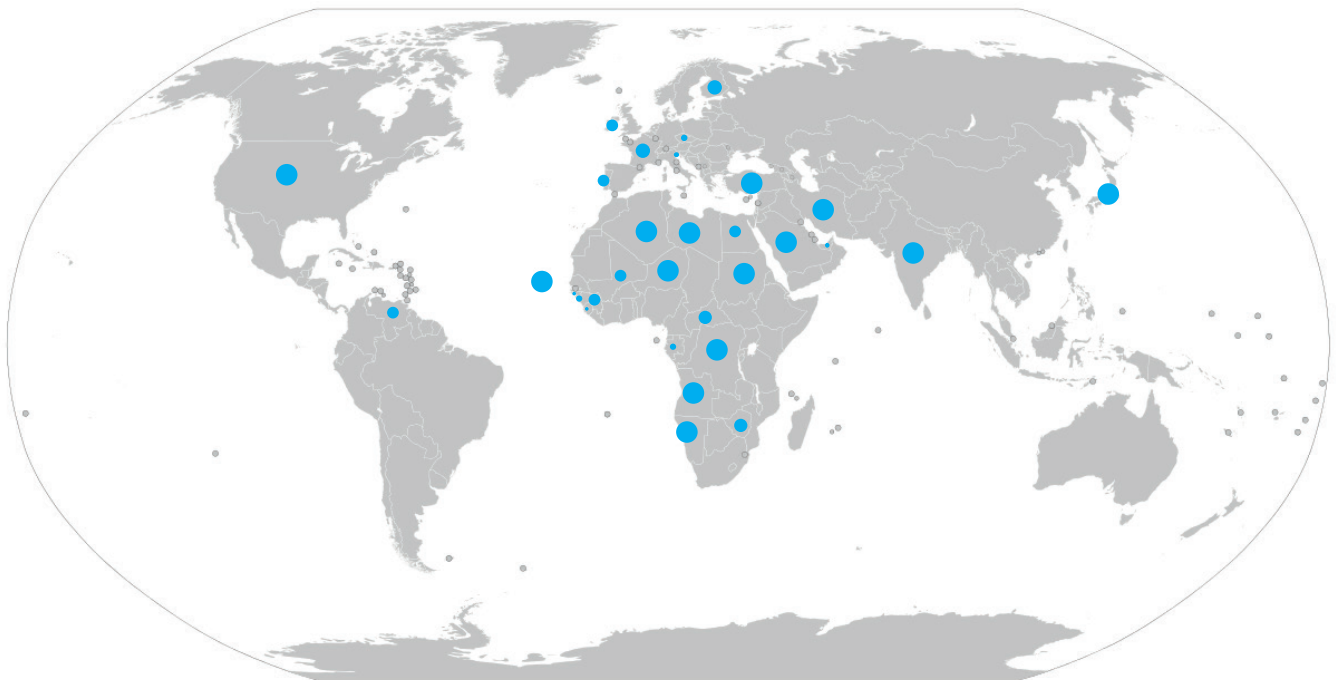


# Cartographie



# Cartographie du Forum

**Le Forum international de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique a réuni plus de 600 experts en provenance de divers parties du monde ; ainsi , l'Afrique, l'Europe, les Amériques, l'Asie ont été représentés au niveau diplomatique, mais aussi par des autorités des Forces de défense et de sécurité, des chercheurs.**



# En images





# Le Forum de Dakar en Images











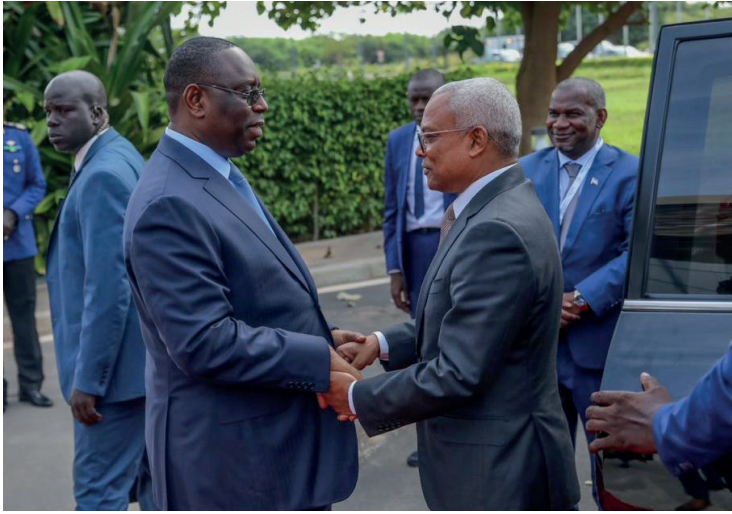














# Le Forum de Dakar dans les médias

La 8<sup>ème</sup> Edition du Forum international de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique, c'est aussi un évènement médiatique important. Deux cent trente-trois (233) accréditations ont été accordées.

## Statistiques :

- Organes de presse Audiovisuel Chaînes de télévision : 65
- Radios : 17
- Presse écrite Print : 48
- Pure players (médias en ligne) : 129

## Événements

**Cérémonie de Lancement** de la 8<sup>é</sup> édition: + 45 organes de presse présents le 8 septembre 2022

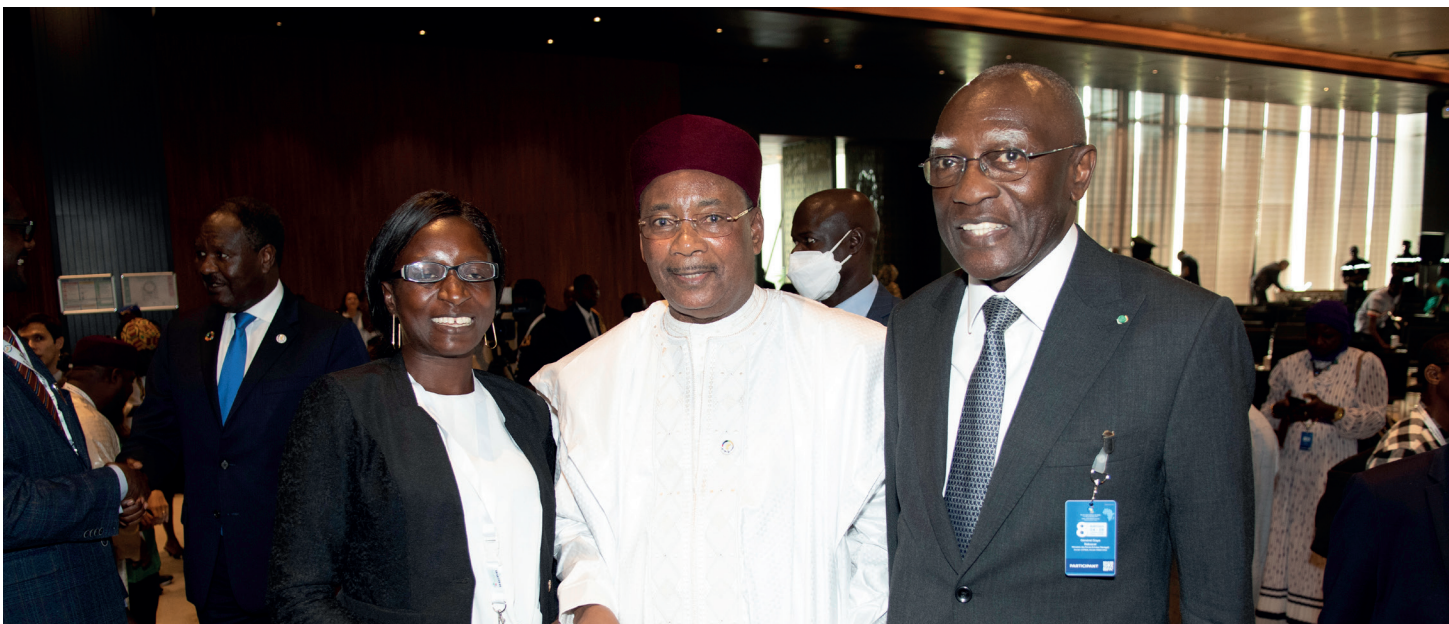
**Déjeuner des éditorialistes** : 35 organes de presse locaux présents, 8 pays africains invités le 6 octobre 2022

**Pays dons des media ont été invités au Forum** – Algérie – Angola – Côte d'Ivoire – Djibouti – Égypte – Kenya – Mali – Maroc – Niger – Nigéria – Soudan du Sud – Suisse (Genève), Tchad.

Liens pour document ACN et AVISA











**FORUM**  
**INTERNATIONAL**  
**DE DAKAR**  
**SUR LA PAIX**  
**ET LA SECURITE**  
**EN AFRIQUE**



# Organisateurs



# Les organisateurs



## Partenaires institutionnels 2022



## Partenaires privés 2022



# Mot des Partenaires



## ARQUUS

Le Forum de Dakar est dorénavant un rendez-vous attendu des experts, décideurs et acteurs économiques concernés par le continent africain et plus particulièrement par sa stabilité et son développement. Chaque année, il permet à toute une communauté de se retrouver, d'échanger et de partager librement dans un cadre de confiance.

Arquus est un partenaire historique et de premier plan du Forum. Le groupe entretient des relations étroites et anciennes avec la majeure partie des pays du continent africain. Au fil des années, il a développé des produits répondant à l'évolution de la menace, tant pour les forces armées que de sécurité, comme le montre ses livraisons récentes réalisées au profit de la Force Conjointe du G5 Sahel.

De la même manière, Arquus a développé un savoir-faire spécifique en matière de MCO au profit des utilisateurs africains de ses véhicules. Le groupe s'inscrit véritablement dans une logique de partenariat et d'accompagnement de long terme, : la création en 2022 d'un bureau régional soutien basé à Dakar en est une bonne illustration. Il met par ailleurs à la disposition des acteurs étatiques des modes de financement innovants et adaptés.

Enfin, Arquus est une entreprise engagée dans des domaines innovants tels que la réduction de la consommation et des émissions des véhicules, mais également dans les nouvelles énergies, avec pour objectif de réduire les empreintes logistiques et environnementales des opérations militaires modernes.

Le groupe Arquus en quelques mots

Arquus est un leader européen de la mobilité terrestre, concepteur et fabricant de véhicules blindés et non blindés de renommée mondiale tels que, le VAB, le VBL, l'ERC-90 Sagaie, le VLRA, le Bastion ou encore le Sherpa.

Arquus propose également un large éventail de chaînes cinématiques et de bases roulantes sur mesure pour créer des véhicules entièrement nouveaux et de haute qualité, conçus avec des partenaires industriels pour répondre à des besoins spécifiques.





## VICAT

Traitant aussi bien des causes profondes de la lutte contre l'insécurité que des actions à engager pour développer davantage le continent africain, le Forum de Dakar est une opportunité unique de rencontres de haut niveau entre experts, décideurs et acteurs économiques. Ce faisant, cet événement s'est inscrit durablement comme un rendez-vous à ne pas manquer dans l'agenda international.

Le groupe VICAT est présent depuis plus de 20 ans en Afrique. Partout où il est implanté, ses responsables travaillent aux côtés des décideurs et de leurs partenaires africains pour répondre aux grands défis auxquels le continent est confronté. La paix et la sécurité en font partie, c'est la raison pour laquelle VICAT soutient le forum de Dakar depuis sa création et participe activement à la stabilité du continent.

De par ses cimenteries et ses installations industrielles, VICAT contribue à la valorisation des ressources et au développement de l'emploi au Sénégal, au Mali mais aussi en Mauritanie et en Égypte. Le dynamisme démographique et économique du continent génère une nouvelle révolution urbaine et un immense besoin de logements accessibles au plus grand nombre ainsi que d'infrastructures performantes.

VICAT contribue à répondre à ce besoin avec l'élaboration de matériaux et de solutions constructives africaines conformes aux critères de la construction durable et de la préservation de l'environnement.

Les rencontres et échanges que nous avons pu avoir en octobre 2022 lors de cette 8<sup>ème</sup> Edition du Forum sont très prometteurs pour l'avenir.

Le groupe VICAT en quelques mots

Groupe cimentier français présent dans 12 pays, VICAT emploie près de 10 000 collaboratrices et collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires consolidé de plus de 3 milliards d'euros, dont 65 % à l'international.

Le Groupe VICAT développe une offre performante de matériaux, produits et services adaptée à l'évolution constante des métiers de la construction.

Partout où il est implanté, VICAT s'attache au développement des territoires, de l'emploi local, du respect de l'environnement et du climat. Il cultive sur le long terme des relations de confiance avec ses clients et partenaires.



## Legendary Performance

### SUMMA

Summa Turizm Yatirimciligi A.S. a été créée en 1989 à Ankara pour entreprendre des projets de construction internationaux en tant qu'entrepreneur général. Au cours de ses activités de plus de 30 ans, Summa a mené à bien plus de 90 projets clés en main dans 12 pays différents et livré plus de 2 millions de m<sup>2</sup> de surface bâtie.

Ayant réalisé de nombreux projets au Sénégal, au Niger, au Rwanda, au Bénin, en Sierra Leone, en Guinée Bissau, au Congo, en Guinée équatoriale, en Libye, en Moldavie, en Roumanie, en Russie, au Venezuela et en Türkiye, dans les domaines de la construction, de l'ingénierie et de l'investissement, Summa a acquis une réputation internationale, notamment dans la construction d'hôtels, de centres commerciaux, d'aéroports, de stades, de salles de congrès, d'hôpitaux, de bâtiments administratifs, d'universités, de projets résidentiels et d'immeubles de grande hauteur. La société a été classée parmi les «Top 250 International Contractors» par le magazine Engineering News-Record depuis 2004, et ce pour les 19 dernières années consécutives.

Outre son rôle d'entrepreneur, Summa agit également en tant qu'investisseur et développeur dans plusieurs projets immobiliers, hôteliers, hospitaliers, aéroportuaires et de centres commerciaux au Sénégal, en Roumanie, en Moldavie, en Libye, en Sierra Leone et au Niger. En outre, la société a été reconnue pour son partenariat réussi avec les institutions financières internationales dans ce domaine.





## Forum International de Dakar

sur la Paix et la Sécurité en Afrique

## Dakar International Forum

on Peace and Security in Africa



République du Sénégal

*Un Peuple - Un But - Une Foi*

Ministère des Affaires Etrangères  
et des Sénégalais de l'Extérieur